

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

---

# LA RÉHABILITATION

DES

FAILLIS ET DES BANQUEROUTIERS

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

*Le lundi 13 mars 1911, à 3 heures*

PAR

**Henry ROGER**

---

*Président : M. LE POITTEVIN, professeur.*

*Suffragants* { *MM. GARÇON, professeur.*  
*CAPITANT, professeur.*

---

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

**RECUEIL SIREY**

22, rue Soufflot, PARIS-5<sup>e</sup>

**L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs**

1911



THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation  
ni improbation aux opinions émises dans les  
thèses ; ces opinions doivent être considérées  
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

# LA RÉHABILITATION

DES

FAILLIS ET DES BANQUEROUTIERS

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

*Le lundi 13 mars 1911, à 3 heures*

PAR

**Henry ROGER**

---



*Président : M. LE POITTEVIN, professeur.*

*Suffragants* { *MM. GARÇON, professeur.*  
*CAPITANT, professeur.*

---

LIBRAIRIE

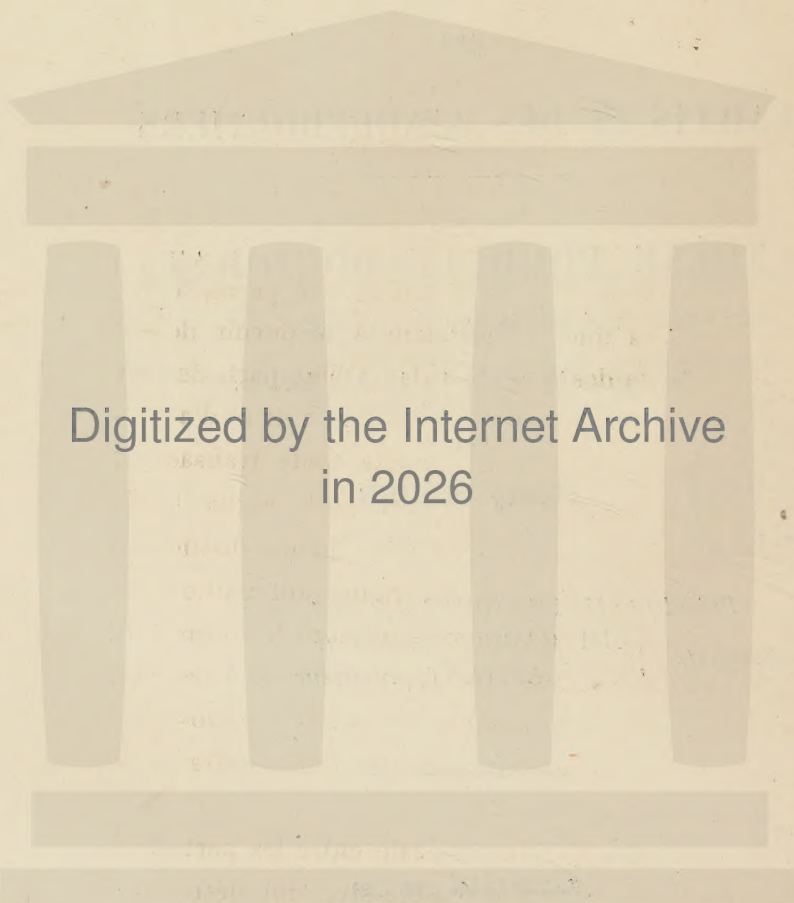
DE LA SOCIÉTÉ DU

**RECUEIL SIREY**

*22, Rue Soufflot, PARIS-5<sup>e</sup>*

**L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs**

—  
1911



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

# LA RÉHABILITATION

DES

FAILLIS ET DES BANQUEROUTIERS

---

## INTRODUCTION

La réglementation de la faillite est, parmi toutes les questions que le législateur a le devoir de résoudre, l'une des plus délicates. D'une part, donner au créancier la protection qu'il est en droit d'attendre de la société et sans laquelle toute transaction deviendrait impossible; d'autre part, régler la situation du débiteur de telle sorte qu'une distinction très nette soit faite entre le commerçant malhonnête et le négociant malheureux : tels sont les termes du problème. La solution est assez malaisée à trouver. Comment en effet concilier les intérêts opposés du créancier et du débiteur sans que l'un souffre de ce qui profitera à l'autre ?

Il faut tenir la balance égale entre les parties en cause : éviter une rigueur excessive qui découragerait le débiteur et s'abstenir d'une sentimentalité trop grande qui risquerait de paralyser la protection du créancier.

C'est à réaliser un état d'équilibre entre les divers intéressés qu'ont tendu les efforts du législateur, efforts dont on ne peut qu'admirer la continuité et la persévérance.

Les nombreuses modifications survenues depuis cent ans en matière de faillite témoignent d'un souci constant de régler le plus équitablement possible ce problème délicat et complexe.

La législation de la faillite est-elle cristallisée sous sa forme définitive? Cela est peu probable et encore moins souhaitable, une législation devant suivre l'évolution des idées et répondre aux nécessités de l'heure. Mais, à considérer le chemin parcouru, on ne peut qu'applaudir à l'œuvre accomplie, tout en s'efforçant d'en combler les lacunes et d'en effacer les imperfections.

Notre étude n'embrassera qu'une part très limitée de cette vaste matière. Tout notre effort se bornera à indiquer les changements apportés à la situation morale, sociale et politique du failli par les lois successives qui ont tour à tour réglé sa capacité et déterminé les règles de la réhabilitation commerciale.

Le livre préliminaire sera consacré à un historique rapide de la législation relative à la réhabilitation des faillis au dernier siècle et jusqu'à l'époque présente. Nous indiquerons seulement pour mémoire et sans entrer dans aucun détail les lois de l'Ancien Régime.

Le livre I aura trait à la capacité du débiteur failli.

Dans le livre II, nous aborderons l'examen même

de la réhabilitation des faillis, liquidés judiciairement et banqueroutiers.

Nous nous efforcerons dans la première section de ce livre de définir la nature juridique de la réhabilitation.

La deuxième section, divisée en trois chapitres, embrassera l'étude des conditions générales et spéciales de la réhabilitation tant du failli simple que du banqueroutier, sous l'empire des lois successives qui ont régi la matière depuis et y compris le Code de commerce de 1807.

Un appendice sera consacré à l'associé d'une maison de commerce dont la situation a fait l'objet de dispositions législatives spéciales.

Le livre III contiendra l'exposé des dispositions relatives à la procédure pendant la même période.

Le livre IV relatara les effets et conséquences de la réhabilitation commerciale.

On trouvera enfin dans un appendice un bref résumé des principales lois étrangères sur la question.

## LIVRE PRELIMINAIRE

### Historique

La faillite est essentiellement l'état d'un commerçant qui cesse ses paiements. On peut cesser ses paiements sans être un malhonnête homme. Il est des circonstances qui excluent toute faute même du débiteur : la ruine de l'un parfois entraîne celle de l'autre.

Rigoureusement pourtant tous les faillis sont, en principe, frappés des mêmes incapacités. Il y a là sans doute un dernier vestige de la réprobation jadis encourue par les banqueroutiers.

L'ancien régime, qui pendant longtemps dédaigna de réglementer les faillites, frappa, dès le début du xvii<sup>e</sup> siècle, de la peine capitale les banqueroutiers.

L'édit de 1609 porte en effet : « Les banqueroutiers seront exemplairement punis de mort comme voleurs (1). » Cent ans plus tard, la déclaration du 11 janvier 1716 ordonnait encore que les banqueroutiers frauduleux seraient punis de mort et les créan-

1. L'ordonnance rendue par Charles IX, en 1560, décidait déjà que :  
« Tous banqueroutiers et qui feront faillite en fraude seront punis ex-  
« traordinairement et capitalement. »

ciers supposés condamnés aux galères perpétuelles.

C'était trop et pas assez ! L'intervention de la loi ne se produisait dans ces sortes d'affaires que pour assurer la répression et quelle répression ! La pénalité était en disproportion évidente avec la criminalité du sujet !

Par contre, cette loi terrible ne concernait que les faillis coupables de manœuvres malhonnêtes. Le failli simple n'était frappé en aucune façon.

Un tel excès de sévérité, uni au même excès d'indulgence, devait nécessairement donner des résultats médiocres.

La répression est utile contre les coupables, mais, ne frappant que ceux-ci, une loi de répression n'a qu'une influence restreinte ; elle arrête ceux dont le cœur n'est pas assez ferme pour qu'ils résistent par esprit de devoir aux tentations du lucre ; elle ne retient jamais les hommes totalement dépourvus de scrupules et ne peut, bien entendu, empêcher les honnêtes gens d'être malheureux en affaires et, en se ruinant, de ruiner les autres.

Or la faillite, avant d'être une faute, est un état de fait qui doit être réglementé de telle manière que les droits des créanciers et ceux du débiteur soient respectivement sauvegardés. Mais comme cet état a sur la vie sociale des répercussions graves, il faut que la législation qui en régit les conséquences ait aussi un certain caractère préventif susceptible d'inspirer une crainte salutaire à celui qui pourrait être

tenté de prendre la faillite comme un expédient pour liquider ses dettes.

C'est par ce côté que la législation des faillites touche au droit pénal. Elle doit user d'intimidation et l'intimidation résulte pour elle des incapacités qui frappent le failli et lui font subir une déchéance analogue à la *capitis deminutio* des Romains.

\*  
\* \*

L'ancien régime, après avoir assuré la répression du crime, chercha à protéger les créanciers. « L'Ordonnance pour le commerce », donnée par Louis XIV à Saint-Germain-en-Laye, en mars 1673, eut précisément pour objet d'organiser cette protection. Plusieurs déclarations royales la complétèrent dans la suite, notamment celle du 23 décembre 1699 concernant les *lettres de répit*. Le but poursuivi ne fut, malgré tout, qu'incomplètement atteint.

L'ordonnance de 1673 autorise l'emploi de la contrainte par corps (titre VII) pour l'exécution des « lettres ou billets de change » et des contrats maritimes. C'est là une sanction d'un caractère civil. On ne frappe pas le débiteur d'une peine mais on cherche à le forcer de payer ce qu'il doit.

Il est des cas dans lesquels la situation du débiteur le rend digne d'intérêt ou bien encore des cas où la contrainte par corps devient plus nuisible qu'utile aux créanciers.

L'ordonnance fournit alors (titre IX) au débiteur

le moyen d'échapper à la contrainte par corps : des « Défenses générales de le contraindre » ou « Lettres de répit » lui sont accordées.

Le préambule de la déclaration royale du 23 décembre 1699, relative aux Lettres de répit (registrée au Parlement le 18 janvier 1700), rappelle dans quelle vue furent instituées les dites Lettres :

« Les lettres de répit ont toujours été regardées  
« comme un secours que les rois nos prédécesseurs  
« ont cru, par un principe d'équité, devoir accorder  
« aux débiteurs, qui par des accidents fortuits et  
« imprévus, sans fraude et sans aucune mauvaise  
« conduite, se trouvent hors d'état de payer leurs  
« dettes dans le temps qu'ils sont poursuivis par leurs  
« créanciers, et qui ayant plus d'effets que de dettes,  
« n'ont besoin que de quelque délai pour s'acquitter  
« par la vente de leurs biens et par le recouvrement  
« de ce qui leur est dû... »

Le débiteur ne peut toutefois obtenir de telles lettres qu'en permettant, par le dépôt de ses livres « au greffe de la juridiction devant laquelle les défenses ou l'entérinement des lettres devront être poursuivis », à ses créanciers de se rendre un compte exact de sa situation. Il doit en outre déposer « un état certifié » de tous ses effets « tant meubles qu'immeubles et de ses dettes ». Si l'état est plus tard reconnu frauduleux, le débiteur est déchu des lettres ou défenses obtenues et ne peut plus être reçu au bénéfice de cession.

L'ordonnance prévoit une contre-partie aux avan-

tages que le débiteur reçoit par l'octroi des défenses ou lettres de répit. Il ne pourra plus être contraint, tout et autant qu'il aura été sincère, voilà son bénéfice. Mais comme ce débiteur est, au demeurant, un homme qui a manqué aux engagements pris, il paraît légitime de le frapper de certaines déchéances en l'excluant de toutes les charges honorifiques qu'il occupait ou aurait pu occuper dans l'avenir et qui placent un marchand aux premiers rangs de sa corporation, le donnant en quelque sorte en exemple à ceux de sa cité. Pareille attitude ne saurait en effet convenir à un débiteur insolvable, même malheureux. Aussi l'article IX du titre V prescrit-il :

« Voulons que ceux qui auront obtenu des lettres  
« de répy, ou des défenses générales, ne puissent  
« être élus maires ou échevins des villes, juges ou  
« consuls des marchands, ni avoir voix active et pas-  
« sive dans les corps et communautés, ni être admi-  
« nistrateurs des hôpitaux, ni parvenir aux autres  
« fonctions publiques, et même qu'ils en soient exclus,  
« en cas qu'ils fussent actuellement en charge. »

Cet article, on le voit, contient en germe toutes les incapacités qui seront plus tard édictées par le Code de commerce contre les faillis.

Voilà pour les débiteurs « qui, par des accidents  
« fortuits et imprévus, sans fraude et sans aucune  
« mauvaise conduite, se trouvent hors d'état de payer  
« leurs dettes dans le temps qu'ils sont poursuivis  
« par leurs créanciers... » (Préambule de la déclaration de 1699.)

L'ordonnance pose d'autre part des règles générales qui font l'objet du titre XI : « La faillite, ou banqueroute sera réputée ouverte du jour que le débiteur se sera retiré ou que le scellé aura été apposé sur ses biens. » (Titre XI, art. 1<sup>er</sup>.) Il est visible que nulle distinction n'est faite dans l'ordonnance, entre la faillite et la banqueroute. Au titre XI, il n'est plus question que de banqueroutiers et les derniers articles de ce titre sont pour légiférer sur la banqueroute frauduleuse qui continue d'être punie de mort.

Nulle part d'ailleurs n'est envisagée pour le débiteur la possibilité d'une réhabilitation.

En somme, l'ordonnance de 1673 ne contient qu'un embryon de législation sur les faillites. On y voit apparaître un état de débiteur privilégié qui ressemble à l'état créé par notre liquidation judiciaire ; puis ensuite deux catégories bien nettes : dans l'une le failli ou banqueroutier qui ne subit aucune peine, dans l'autre le banqueroutier frauduleux qui encourt la peine capitale.

On ne permet pas ensuite à celui qui a été classé dans une de ces catégories d'en sortir un jour par la réhabilitation.

Il paraît bien que l'ordonnance de 1673 ne réussit guère à assurer la protection des créanciers. Des scandales financiers signalèrent la fin de la monarchie et surtout la période révolutionnaire et firent plus vivement sentir la nécessité d'une législation complète sur les faillites. Ainsi s'expliquent les rigueurs du Code de 1807 à l'égard des faillis.

∴

Un premier texte, proposé en l'an IX par une commission des rédacteurs du Code de commerce, ne prévalut pas. Il fallut que de nouvelles faillites retentissantes se produisissent pour que le projet sortît des cartons dans lesquels on l'avait quelque peu oublié. Il n'en sortit d'ailleurs que pour être profondément remanié par le Conseil d'État.

Le ministre de l'Intérieur Chaptal, dans le rapport qu'il présenta au Conseil d'État le 13 frimaire an IX (4 décembre 1806) en même temps que le projet de code, mit très nettement en relief l'esprit dans lequel la législation nouvelle sur les faillites avait été conçue :

« L'état de failli sera solennellement constaté, le  
« crime de banqueroute sera rigoureusement pour-  
« suivi.

« Depuis longtemps la morale et la sûreté publi-  
« que réclamaient des dispositions sévères pour la  
« répression d'un scandale qui semblait légitimé par  
« les circonstances qui l'ont généralisé ; mais si la loi  
« doit atteindre le dol et la fraude, elle doit proté-  
« ger ceux qui, froissés par le malheur, méritent d'au-  
« tant plus d'assistance, qu'ils sont plus étrangers  
« aux moyens qui, trop souvent, servent de sauve-  
« garde au crime. Le commissaire du Gouvernement  
« sera le défenseur né des uns et le dénonciateur des  
« autres (1).

1 Les premiers projets de lois relatifs au Code de commerce prévoyaient l'institution d'un ministère public près les tribunaux de commerce.

« Les créanciers absens ou présens, les étrangers  
« surtout, n'auront plus à redouter des soustractions  
« d'effets, des suppositions de créances, des actes  
« précipités à leur préjudice ; et le malheur sera ad-  
« mis à faire valoir des droits qui seront facilement  
« reconnus s'ils sont solennellement constatés (1). »

Des termes de ce rapport, il résulte que le législateur s'est proposé de protéger à la fois les intérêts du failli et ceux des créanciers, sans que cette double préoccupation puisse nuire ni au premier ni au second.

Dans la pratique, on est obligé de constater que le Code de 1807 s'est montré sévère à l'égard des faillis en général et cela sans que la distinction fondamentale, essentielle, entre celui qui s'est rendu coupable de fautes et celui qui est frappé de malheurs immérités, soit suffisamment marquée. Dans tous les cas, le failli est frappé de déchéances nombreuses, rigoureuses, dont il lui est à peu près impossible de se relever : « Un commerçant qui suspend ses paiements est privé de l'exercice de ses  
« droits civils et politiques ; il ne peut plus contracter ; il ne peut plus administrer ; ses biens doivent  
« être mis sous la garde de la loi, ils appartiennent  
« à ses créanciers, qui seuls peuvent en disposer  
« légalement (2). »

1. Locré. *La législation civile, commerciale et criminelle de la France ou Commentaire et complément des Codes français*. Paris, 1829. — Treuttel et Wurtz, libraires, t. 17, p. 5.

2. Discours préliminaire du projet de Code de Commerce de la Commission. Locré, *op. cit.*, t. 17, p. 50, n° 28.

Nous verrons en temps et lieu que la réhabilitation commerciale, expressément prévue et réglementée par le Code de 1807, était rendue presque impossible pratiquement par les exigences de la loi (1).

La législation de 1807, quoiqu'ayant apporté de notables améliorations à l'état antérieur du commerce, présentait cependant un certain nombre d'inconvénients graves qui ne tardèrent pas à se manifester dans la pratique. Les lenteurs et les frais de la procédure étaient tels que, dans des cas chaque jour plus nombreux, on voyait les créanciers préférer une mauvaise transaction extra-judiciaire à l'emploi des formes prescrites par la loi (2).

De toutes parts on en vint à réclamer une réforme complète du livre III du Code de commerce. Le ministre de la Justice, M. de Peyronnet, adressa, le 22 mai 1826, aux Cours d'appel, Chambres et Tribunaux de commerce et au Conseil général du commerce, une circulaire par laquelle il demandait à ces Compagnies, des « observations motivées et développées touchant les modifications que la loi sur « les faillites serait susceptible de recevoir dans l'intérêt général du commerce » (3).

Enfin, le 1<sup>er</sup> décembre 1834, un projet de loi fut

1. M. Octave Lauraine, dans son rapport sur la proposition de loi adoptée par le Sénat relative à la réhabilitation des faillis, indique que de 1890 au 1<sup>er</sup> août 1901 la proportion des réhabilitations commerciales a été de 0,62 %.

2. D. R., v<sup>o</sup> *Faillite*, n<sup>os</sup> 30, 31, 32.

3. Gillet, *Analyse des circulaires, instructions et décisions du ministre de la Justice*, p. 280.

présenté à la Chambre des Députés par le garde des sceaux Persil. Dès le 26 janvier 1835, M. Renouard déposait son rapport. La discussion s'engagea immédiatement et, le 25 février suivant, le projet fut voté, avec des amendements nombreux, par la Chambre des députés.

A la Chambre des Pairs, les choses traînèrent en longueur. Présenté une première fois à cette haute assemblée le 28 mai 1835, le projet ne fut pas discuté avant la clôture de la session et dut être de nouveau présenté le 26 janvier 1836.

Le rapport, rédigé par Tripier, fut déposé le 10 mai 1836, mais, cette fois encore, la session de la Chambre des Pairs fut close avant que le projet pût venir en discussion. Dans le cours de l'intersession, le garde des Sceaux Sauzet le remania ; mais les vicissitudes de la politique ayant rendu ce ministre à la vie privée et ramené au pouvoir M. Persil, ce fut encore à celui-ci qu'incomba la mission de présenter pour la troisième fois le projet à la Chambre des Pairs.

Tripier fut de nouveau chargé du rapport qu'il déposa le 13 avril 1837. M. Barthe avait dans l'intervalle remplacé aux sceaux M. Persil. La discussion eut lieu les 8 et 9 mai 1837. Le 11 mai, le projet était adopté par la Chambre des Pairs par quatre-vingt-six voix contre une.

Le texte voté par les Pairs et renvoyé à la Chambre des Députés y fit l'objet d'un rapport de M. Quénault, député de la Manche. La discussion fut plus longue à

la Chambre des Députés qu'à la Chambre des Pairs. Elle occupa en effet les séances des 28, 29, 30 mars ; 2, 3, 4 avril 1838. Le 5 avril le texte, qui devait être dans la suite promulgué, fut adopté par cent quatre-vingt-treize voix contre soixante-sept. Les pairs ratifièrent le vote des députés, le 14 mai 1838, par cent sept voix contre cinq sur un nouveau rapport de Tripier. Ce texte promulgué le 5 mai devint la loi du 28 mai 1838. Il apportait des adoucissements sensibles à la situation du failli :

« L'esprit de la réforme qu'appelle notre législa-  
« tion sur les faillites et banqueroutes doit être, en  
« effet, écrit M. le député Quénault dans son rapport  
« du 17 mars 1838, un esprit de protection et de faveur  
« pour les intérêts du commerce. Cette législation  
« embrasse deux objets : le règlement des intérêts  
« civils ou commerciaux compromis par la faillite et  
« la répression des crimes ou délits qui peuvent im-  
« primer à la faillite le caractère de banqueroute.  
« L'intérêt de la vindicte publique est sans doute su-  
« périeur à tous les autres, mais seulement dans la  
« sphère légitime de son action. Le législateur qui  
« croirait voir dans toute faillite cet intérêt à satis-  
« faire aux dépens des intérêts privés oublierait un  
« des objets de sa mission et risquerait même de  
« n'en atteindre aucun ; car tous les intérêts pri-  
« vés se soulèveraient contre la loi et se ligueraient  
« pour conspirer à son inexécution. C'est ce qui est

1. *D. R.*, v<sup>o</sup> *Faillite*, n<sup>o</sup> 33, note 1, al. 2.

« arrivé jusqu'à un certain point à la législation  
« de 1807. Une réaction provoquée par le scandale  
« impuni de quelques banqueroutes fameuses eut  
« trop de part à l'œuvre de cette époque. Le Code de  
« commerce considère toute faillite comme une pré-  
« somption de crime, et veut que tout failli soit  
« d'abord emprisonné. Qu'a-t-on recueilli de cet  
« excès de sévérité ? Plutôt que de s'exposer par une  
« déclaration de faillite, à tant d'humiliation, le débi-  
« teur s'efforce, en consumant ses dernières ressour-  
« ces, de prolonger un état d'agonie qui le livre à  
« toutes les tentations du désespoir, et lorsqu'il lui  
« devient impossible de dissimuler plus longtemps sa  
« situation, il s'enfuit ou se cache, privant ainsi la  
« justice et les créanciers des premières indications  
« que lui seul pourrait fournir sur l'état de ses af-  
« faires... Les inconvénients pratiques de cette légis-  
« lation ont produit le plus fâcheux de tous les effets,  
« c'est sa fréquente inexécution. Trop souvent les  
« créanciers préfèrent à des poursuites interminables  
« et dispendieuses, tous les arrangements que le failli  
« leur propose, et ces arrangements qui sont des  
« occasions de fraudes échappent à toute surveil-  
« lance. » Le rapporteur met ici le doigt sur la plaie :  
l'intérêt social et l'intérêt du failli sont en parfait ac-  
cord. La dure condition faite au second le conduit à  
une ruine plus complète, ce qui est directement con-  
traire au but poursuivi. Le coût élevé et les lenteurs de  
la procédure transforment une législation qui devrait  
être protectrice en une nouvelle cause de ruine. Pour

toutes ces raisons, débiteur et créanciers n'ont qu'une idée : conclure sous le manteau des arrangements illégaux mais qui préservent l'un des poursuites judiciaires et les autres de l'intervention de la justice dans la liquidation des biens du failli.

La loi de 1838, revisant toute la législation des faillites, devait pourvoir aussi à la réhabilitation commerciale. Nous verrons dans la suite que les articles consacrés à cette matière par la loi nouvelle diffèrent bien peu de ceux qui étaient inscrits dans le Code de 1807. Le législateur de 1838 s'est proposé de rendre moins dure la condition du failli mais il n'a pas cherché à l'arracher plus vite à cette condition ; la réhabilitation est, dit-il, la récompense très précieuse des efforts faits par le failli pour se relever, il ne faut pas en diminuer la portée en la rendant trop facile. Cette idée est très nettement exprimée dans le rapport de M. Quénault, déjà cité : « L'état  
« du failli peut être modifié par le concordat, et  
« même, en cas d'union, par la déclaration d'excusa-  
« bilité qui affranchissent le failli de la contrainte  
« par corps ; mais il ne peut être entièrement effacé  
« que par la réhabilitation, qui seule fait cesser, pour  
« le failli, les incapacités politiques et l'interdiction  
« de quelques-uns des droits des commerçants. Cette  
« institution agit par le mobile de l'honneur : les  
« avantages qu'elle offre en perspective sont d'une  
« nature toute morale, et tirent de l'opinion une  
« grande valeur parce que l'opinion tient compte des  
« efforts et des sacrifices faits pour les obtenir. Il ne

« faut point risquer de faire perdre à la réhabilitation  
« ce caractère et ce haut prix en cherchant à la ren-  
« dre plus facile comme on est toujours tenté de le  
« faire. Aussi le projet de loi n'a-t-il pas introduit de  
« graves changements en cette matière. »

En somme, la loi de 1838 répondait à une préoccupation d'intérêt social et non de sentiment. Il était apparu à l'épreuve que sa trop grande sévérité rendait dans bien des cas inefficace le Code de 1807, créanciers et débiteurs s'entendant pour en éluder les prescriptions, il fallait remédier à ce mal et c'est pourquoi on apportait à la législation quelques adoucissements. Mais ce souci n'a rien de commun avec celui que nous verrons poindre et grandir plus tard et qui est d'ordre purement sentimental : la société est trop sévère pour des hommes qui sont plus malheureux que coupables.

∴

L'évolution des esprits vers l'idéal démocratique prépara et provoqua la Révolution de 1848. Cet événement politique, comme tous ceux de même nature, eut dans l'ordre économique une vive répercussion. Les journées qui suivirent le 24 février virent bien des ruines commerciales, lesquelles n'étaient pas dues à la légèreté ni aux fautes des commerçants mais surtout aux circonstances qui, en instaurant l'instabilité aux lieu et place du sage et calme gouvernement de Louis-Philippe, rendirent le négoce très

périlleux. Allait-on traiter ces victimes certaines des fluctuations de la politique avec toute la rigueur réservée jusqu'alors à une catégorie de personnes que l'on pouvait avec quelque raison peut-être présumer coupables. Ici, de toute nécessité, plus de présomption de faute admissible. La société, auteur véritable de tant de cessations de paiement, perdait le droit de se montrer impitoyable. Il fallait sans délai remédier à une telle situation.

La loi de 1838 n'étant pas douée d'une élasticité suffisante, on dut en briser le cadre pour l'adapter aux nécessités du moment.

Les circonstances étaient pressantes et le remaniement complet du livre III du Code de commerce nécessitait une étude trop longue pour qu'on pût songer à pourvoir aux exigences présentes par une nouvelle loi d'ensemble sur les faillites. On eut donc recours à un simple palliatif et, le 22 août 1848, un décret relatif aux concordats amiables fut publié. L'article 1<sup>er</sup> est ainsi conçu : « Les suspensions ou  
« cessations de paiement survenues depuis le 24 fé-  
« vrier jusqu'à la promulgation du présent décret,  
« bien que régies par les dispositions du livre III du  
« Code de commerce, ne recevront la qualification de  
« faillite, et n'entraîneront les incapacités attachées à  
« la qualité de failli que dans le cas où le tribunal  
« de commerce refuserait d'homologuer le concordat,  
« ou, en l'homologuant, ne déclarerait pas le débiteur  
« affranchi de cette qualification. » La pensée gouvernementale apparaît très claire : le failli, plus mal-

heureux que coupable, obtient toujours un concordat ; c'est donc parmi les faillis concordataires qu'il faut chercher les victimes de la Révolution de février. Il serait sans doute trop large d'exempter de la qualification de failli tous les faillis concordataires : un pouvoir d'appréciation est donc conféré au tribunal de commerce ; c'est lui qui décidera si tel failli concordataire mérite de bénéficier des dispositions favorables du nouveau décret.

C'est d'ailleurs une satisfaction presque exclusivement morale qui est ainsi donnée au failli, car la plupart des dispositions du Code de commerce relatives à la faillite reçoivent même dans ce cas leur application.

Indépendamment des dispositions du décret du 22 août 1848, les faillis obtinrent du nouveau régime un avantage plus durable.

La constitution du 4 novembre 1848 organisa, dans ses articles 25 et 26, le suffrage universel et renvoya (art. 27) à la loi électorale la détermination des causes « qui peuvent priver un citoyen français du droit « d'élire et d'être élu ».

La loi électorale du 15 mars 1849 déclara privés du droit d'être inscrits sur les listes électorales « les « faillis qui, n'ayant point obtenu de concordat ou « n'ayant point été déclarés excusables conformément « à l'article 538 du Code de commerce n'ont pas d'ail- « leurs été réhabilités (art. 38). » Par ce procédé, seuls, les débiteurs, qui n'avaient pas été jugés dignes d'être excusés ou d'obtenir un concordat, étaient privés du

droit électoral. C'était réduire dans de larges proportions le nombre de ceux qui devaient être frappés de cette déchéance, l'intérêt des créanciers les conduisant dans bien des cas où le failli n'est pas absolument sans péché, à consentir au concordat. La réhabilitation néanmoins conservait toute son utilité au regard des faillis non excusables et non concordataires.

La loi était toutefois plus exigeante quant à l'éligibilité : « Les faillis non réhabilités dont la faillite a « été déclarée, soit par les tribunaux français, soit « par jugement rendu à l'étranger, mais exécutoire « en France » ne peuvent être élus représentants du peuple (art. 79-10°).

Il n'est plus ici fait aucune réserve pour les cas de concordat ou d'excusabilité ; tous les faillis, quels qu'ils soient, sont inéligibles. Peut-on vraiment le regretter ?

La législation bienveillante de la République de 1848 n'eut, comme ce régime, qu'une durée éphémère. L'Empire, autoritaire par définition et issu du Coup d'État, ne pouvait dès l'abord se montrer libéral.

Le *Décret organique pour l'élection des députés au Corps législatif*, en date du 2 février 1852, détruisit l'œuvre de la loi du 15 mars 1849 en ce qui touche les faillis : « Art. 15. — Ne doivent pas être inscrits « sur les listes électorales : ... 17° les faillis non réhabili-  
« lités... »

Les voilà donc replacés dans leur condition humiliée d'antan. Le soleil de 1848 avait lui pour eux, éclipsé bientôt par l'aigle impérial !

∴

Les tristes conjonctures de 1870 firent revivre les mêmes nécessités que les événements de 1848. Un décret du 7 septembre 1870 y apporta les mêmes remèdes. L'article 2 de ce décret reproduit exactement les termes de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 22 août 1848.

L'article 5 précise que les dispositions bienveillantes des articles 2 et 3 ne pourront être appliquées aux suspensions de paiement « qui auraient des causes antérieures à la guerre ».

L'Assemblée Nationale se préoccupa sérieusement de la question de savoir s'il fallait procéder sans délai à la confection d'une loi sur les faillites établissant entre les faillis et d'après les causes de leur déconfiture un classement, ou s'il ne valait pas mieux se contenter d'une mesure provisoire. Cette dernière solution prévalut après un rapport de M. Mathieu-Bodet qui proclamait toutefois qu'il était urgent et indispensable de remanier la loi de 1838 qui n'admet « aucune distinction entre le malheur et la témérité, « entre le dévouement et la cupidité » (1).

La documentation de la Commission était encore, d'après le rapporteur, insuffisante pour qu'elle pût entreprendre autre chose qu'une œuvre de durée temporaire. Cette législation temporaire était indispensable : « Il y a des infortunes intéressantes aux-

1. Rapport de M. Mathieu-Bodet (*J. off.* du 26 avril 1871, p. 772).

« quelles il faut donner un secours immédiat. Des  
« milliers de commerçants sont ou vont être mis en  
« état de cessation de paiements par le fait de la  
« guerre et de l'insurrection. »

L'Assemblée Nationale vota donc le 22 avril 1871 une loi « sur les concordats amiables » qui reproduit à peu près les termes du décret précédemment rendu et s'applique aux suspensions et cessations de paiement survenues du 10 juillet 1870 au 30 septembre 1871.

Cette loi fut dans la suite prorogée jusqu'au 13 mars 1872 par des lois des 9 septembre et 19 décembre 1871.

Ces lois successives comme le décret de 1848 avaient bien en réalité le caractère de véritables lois de réhabilitation. D'une part, elles s'appliquaient pour partie à des faillites déjà déclarées et d'autre part elles n'avaient d'autre but que de conserver la capacité civique aux débiteurs malheureux. Elles étaient dans tous les cas l'expression d'une tendance qui devait se manifester de jour en jour avec plus de force et qui a trouvé son expression complète dans les propositions de lois récentes dont l'objet avoué est de décharger purement et simplement le failli de toutes les incapacités qui le frappent.

Ces lois de circonstances n'eurent qu'un temps mais elles habituèrent l'opinion à l'idée que le failli, n'étant pas nécessairement un coupable, ne doit pas être rangé au point de vue civique dans la même catégorie que les malfaiteurs.

∴

Le fondement des lois de circonstances de 1848 et 1871 était, nous l'avons vu, celui-ci : les incapacités qui frappent le failli sont justifiées par la présomption de faute qui pèse sur lui ; quand, par suite d'événements qui troublent profondément l'ordre économique, la présomption de faute fait place à une présomption d'infortune imméritée, les incapacités doivent disparaître : il serait injuste de les maintenir, car on ne saurait placer dans la catégorie des coupables les victimes de la dureté des temps. Dans de pareilles conjonctures il faut donc réhabiliter sans délai ceux qui sont tombés et empêcher de déchoir ceux qui, aux termes d'une loi rigoureuse, devraient être frappés.

Quitter, même dans des circonstances très particulières, les voies parfois un peu étroites de la justice stricte pour celles beaucoup plus spacieuses de l'équité, c'est, en matière de législation, faire une concession considérable au sentiment ! Et quand on commence de céder aux suggestions du sentiment, il n'est pas de bonnes raisons pour y résister ensuite.

Il est bon qu'à des événements particulièrement difficiles corresponde une loi moins rigoureuse ; mais est-il bon que, dans des temps ordinaires, les malheureux, les victimes soient traités toujours comme des coupables, sous prétexte qu'une présomption de faute pèse sur toute une catégorie d'individus ?

Cette présomption de faute, elle est commode pour simplifier, unifier la législation ; mais elle tend à refuser au failli le bénéfice du doute. Elle le constitue donc dans une position moins bonne que le délinquant poursuivi en vertu de la loi pénale, lequel ne peut être juridiquement condamné que sur une preuve formelle et profite du doute, s'il existe. En matière de faillite, au contraire, on soupçonne d'emblée tout le monde et sur ce simple soupçon on décrète d'office que tout débiteur insolvable, pourvu qu'il soit commerçant, perdra ses droits de citoyen. On conçoit qu'une loi aussi stricte ait pu être l'objet de vives attaques et que l'on ait proposé d'étendre aux circonstances ordinaires de la vie les règles bienveillantes édictées tout d'abord en vue d'événements particulièrement graves.

C'est ce qui se produisit et c'est pourquoi depuis l'époque de la guerre et quand le pays fut rendu à une vie plus calme et normale, le remaniement de la loi des faillites dans un sens favorable aux faillis ne cessa de préoccuper le Parlement.

On eut d'abord de grands projets. On songea à une nouvelle et complète refonte de la loi de 1838. C'était une ambition très noble mais difficile à réaliser. Au lieu d'une grande loi d'ensemble, on dut se contenter encore d'un certain nombre de lois partielles qui furent proposées, discutées et votées entre 1880 et l'époque présente.

Il y avait deux manières de rendre meilleure la position du failli : on pouvait ou bien, dans certains

cas, réduire l'importance et le nombre des incapacités qui le frappent dès la cessation de paiement ; ou bien lui faciliter l'accès de la réhabilitation. L'effort des législateurs se manifesta dans ces deux ordres d'idées et après avoir poursuivi le premier objet on se contenta d'atteindre le second.

Le 15 novembre 1881, M. Saint-Martin député et plusieurs de ses collègues déposaient une proposition de loi relative à la réforme de la loi sur les faillites. Ce n'était pas la première proposition de cette nature ; une autre l'avait précédée le 15 juin 1880 et avait fait l'objet d'une décision favorable de la Commission d'initiative et d'un rapport de M. Buyat (25 juin 1881). Elle ne put être prise en considération avant la fin de la législature. Les motifs qui déterminaient la seconde proposition étaient identiques à ceux qui avaient déterminé la première.

Un comité, composé exclusivement de commerçants parisiens, s'était livré en 1878 à une enquête très étendue en France et à l'étranger, notamment auprès des Chambres syndicales, des Tribunaux et des Chambres de commerce. Cette enquête révéla que ces Compagnies considéraient la réforme de la loi des faillites comme une nécessité et c'est des documents ainsi réunis que fut tiré le texte de la proposition Saint-Martin :

« La faillite, est-il écrit dans l'exposé des motifs, est  
« remplacée par la déclaration de cessation de paie-  
« ments, laquelle ne peut être prononcée que dans

« les cas déterminés par la loi, et jamais d'office par  
« le tribunal. »

Et plus loin : « Nous ferons remarquer enfin qu'en  
« dehors des déchéances résultant de condamnation  
« pour banqueroute, le débiteur en état de cessation  
« de paiements n'est privé d'aucun de ses droits ci-  
« vils et politiques. » La tendance générale du pro-  
jet était en somme de transformer en lois fonda-  
mentales et permanentes les lois exceptionnelles de  
1848 et 1870. Ces lois avaient en effet produit des ré-  
sultats satisfaisants.

Le rapport de M. Buyat, à la vingt et unième Com-  
mission d'initiative (1881) concluait ainsi :

« Le pays, on peut le dire sans témérité, accueil-  
« lerait avec faveur une loi sur les faillites qui, sou-  
« cieuse, avant tout, de ne pas compromettre, par  
« des dispositions dangereuses, notre vieil honneur  
« commercial, saurait, par d'intelligentes réformes,  
« améliorer à la fois la situation du négociant mal-  
« heureux et celle de ses créanciers. C'est ce que les  
« auteurs du projet ont essayé de faire. »

Quelques mois plus tard, le 28 février 1882, MM. Ri-  
chard Waddington et Dautresme, députés, déposaient  
sur le bureau de la Chambre une proposition de loi  
sur les concordats amiables ou liquidations volon-  
taires qui n'était que la reproduction d'une proposi-  
tion antérieurement présentée par MM. Desseaux,  
Dautresme et R. Waddington ; cette dernière avait  
fait l'objet d'un rapport sommaire de la part de M. Ru-  
billard qui, au nom de la douzième Commission

d'initiative parlementaire, demandait sa prise en considération.

L'exposé des motifs de la proposition nouvelle passait en revue toutes les phases de la législation des faillites depuis l'ordonnance de 1673 et rappelait que de tous côtés l'application de la loi de 1838 soulevait des protestations. Les présidents des tribunaux de commerce de Paris, Lyon, Marseille, Rouen, Amiens, Dijon, entr'autres, s'étaient vigoureusement élevés contre cette loi grâce à laquelle « le « failli peut être immédiatement atteint dans sa liberté ; il est dessaisi de l'administration de ses biens et frappé d'incapacité, non seulement commerciale mais civile et politique ».

La proposition de 1882 donnait la possibilité d'ouvrir une liquidation volontaire sous la surveillance d'un juge et avec la garantie de l'homologation du tribunal. Si celle-ci était obtenue, le débiteur devait reprendre la libre disposition et administration de ses biens. Au cas contraire, le tribunal pouvait *ou* déclarer la faillite *ou* déclarer la liquidation en affranchissant le débiteur de la qualification de failli.

De la sorte et en dépit des objections une présomption de bonne foi remplaçait la présomption de mauvaise foi. L'usage de la réhabilitation se trouvait restreint, mais cette institution n'en restait pas moins utile « pour les débiteurs qui n'auraient pu obtenir « le bénéfice du concordat amiable ou qui n'auraient « pas été affranchis de la qualification de faillis ».

Le Gouvernement ayant, en 1882, déposé un pro-

jet général de révision des faillites, ce projet se substitua naturellement aux diverses propositions d'initiative parlementaire. La loi du 4 mars 1889 est un rameau détaché de ce projet.

Elle laisse subsister dans leur ensemble les dispositions de la loi de 1838 qu'elle modifie seulement quant à la capacité civile et politique du débiteur en état de cessation de paiements. Elle établit une distinction entre le débiteur qui a commis quelque faute et celui qui a été simplement malheureux.

Pour un certain nombre de parlementaires, cette loi aurait dû avoir une portée plus profonde et se substituer à la loi de 1838. Dans cette hypothèse, la liquidation judiciaire serait devenue le droit commun et n'aurait entraîné aucune des incapacités attachées à la faillite. MM. Maxime Lecomte et Millerand déposèrent en ce sens des contre-projets qui ne furent pas accueillis. M. Vergoin, à propos d'un amendement, soutint la même idée : « Cette minorité (de la « Commission) s'inspirant de pensées peut-être plus « libérales que celles qui sont aujourd'hui inscrites « dans le texte en discussion, avait estimé que le « système de la liquidation judiciaire, au lieu d'être « une exception, devrait être la règle et qu'il aurait « fallu élargir plus qu'on ne l'a fait ce genre de dis- « position. » — « C'est une erreur, ajoute le même « orateur, de considérer la faillite en elle-même *ipso facto*, comme une sorte de délit. »

Nous retrouvons là l'idée directrice qui a inspiré toutes les lois ou propositions de lois, qui, depuis

1848, ont été discutées sur la faillite. C'est cette considération même qui a déterminé le vote de la loi de 1889. Devait-on, de suite, suivre cette idée jusqu'au bout ? La Chambre ne l'a pas pensé.

MM. Vergoin et Saint-Martin essayèrent aussi de faire voter au cours de cette discussion des dispositions plus favorables à la réhabilitation. Ils mirent en avant et soutinrent notamment un amendement qui avait pour objet de limiter le paiement des intérêts à une période de cinq années. Cet amendement fut repoussé sur cette observation du rapporteur que la loi en discussion n'était pas une loi sur la réhabilitation. M. Saint-Martin proposa ensuite, sans plus de succès, de faire cesser de *plein droit* « les incapacités » encourues et les autres effets de la liquidation judiciaire et de la faillite » pour le débiteur qui paie ses dettes, intérêts et capital, dans le cours des opérations.

Toutes ces idées devaient cependant dans un avenir assez rapproché être reprises et trouver pour une bonne part leur réalisation dans les lois qui furent votées postérieurement.

La loi de 1889 elle-même est, dans ses dispositions transitoires, une loi de réhabilitation au moins partielle à l'égard des anciens faillis ou des débiteurs dont la faillite était en cours au moment du vote de la loi. Elle ne les restitue pas dans tous leurs droits mais elle octroie la situation déjà infiniment meilleure du débiteur en liquidation judiciaire à ceux d'entre eux qui satisferont à certaines conditions et que le tribunal de commerce en jugera dignes.

∴

M. le sénateur Béranger, promoteur de tant d'idées généreuses, prit l'initiative de saisir la Haute Assemblée d'une proposition de loi sur la réhabilitation des faillis. L'auteur des lois du 26 mars 1891 et du 5 août 1899 devait bien, semble-t-il, aux faillis de s'intéresser à leur sort. Sous son inspiration en effet nos lois pénales se sont empreintes d'un esprit largement humanitaire ; elles ont concrétisé et codifié les tendances contemporaines, donné le pas à l'idée d'amendement du coupable sur l'idée de répression. Le résultat a-t-il toujours répondu à l'effort ? N'est-on pas aujourd'hui constamment frappé par le continuel accroissement du nombre des criminels et de leurs méfaits ? Certains savants statisticiens constatent, non sans regret, que, si la loi de sursis n'a pas manqué son effet, la récidive, parmi ses bénéficiaires, est cependant considérable (1).

Ces résultats douteux en matière pénale n'ont pas empêché et ne pouvaient empêcher les débiteurs malheureux de bénéficier du courant d'idées que nous indiquions tout à l'heure. Ils sont à tous égards et sans conteste beaucoup plus intéressants que les criminels et délinquants vers lesquels la sollicitude de nos législateurs s'est portée tout d'abord.

1. Mourral, *Essai statistique sur l'application de la loi Béranger d'après le casier judiciaire de l'arrondissement de Rouen*. Paris, Imprimerie et librairie centrale des chemins de fer.

Sous la poussée du sentiment humanitaire toujours plus fort, il parut nécessaire de faire quelque chose pour eux. Pour y atteindre il fallait rompre complètement avec des idées jusqu'alors admises. Depuis toujours, on avait envisagé la faillite du point de vue de l'intérêt général, de l'honneur intact du commerce français, des garanties de remboursement à donner aux créanciers.

Dès lors que l'on pénétrait dans le sillon déjà tracé par les réformes du droit pénal, les considérations de sentiment, jusqu'alors écartées, devenaient nécessairement prépondérantes. Les propositions soumises aux Chambres furent toutes précédées d'exposés de motifs dans lesquels était dépeint sous les plus sombres couleurs le malheureux état des faillis.

La proposition Bérenger fut déposée au Sénat le 15 février 1900. Le dépôt du rapport, œuvre de M. Bérenger lui-même, eut lieu le 24 décembre suivant. La première délibération du Sénat se plaça au 3 juillet 1901. La deuxième occupa les séances des 14, 23, 24 et 29 novembre de la même année. Le 29 novembre 1901, l'ensemble de la loi fut adopté par le Sénat et la transmission à la Chambre des députés eut lieu le 11 juin 1902.

Il fut procédé à la première délibération sans discussion. Le débat ne s'ouvrit donc que sur la deuxième délibération en novembre 1901.

A cette date (1), M. le sénateur Bérenger fit connaî-

1. 15 novembre 1901.

tre, dans les termes suivants, l'idée fondamentale de sa proposition de loi :

« La proposition, messieurs, repose sur trois idées  
« très simples :

« La première est celle-ci : nos lois commerciales  
« et politiques ont fait au failli — sans aucune dis-  
« tinction entre celui qui a employé la fraude, pour  
« la continuation de son commerce et celui qui s'est  
« toujours comporté avec une loyauté complète —  
« une situation véritablement bien dure. Il se trouve,  
« en effet, privé non seulement d'une foule de droits  
« se rattachant à sa qualité de commerçant, mais en-  
« core de l'exercice des droits politiques, et cela, à  
« toujours.

« Il a, il est vrai, un moyen de recouvrer l'inté-  
« gralité de ses droits, c'est de recourir à la réhabi-  
« litation. Mais au moins faudrait-il que l'accès de  
« ce moyen unique lui fût ouvert avec une certaine  
« largeur. Il n'en est rien, car il est subordonné à une  
« condition le plus souvent inaccessible pour lui :  
« c'est de payer l'intégralité de ses créanciers.

« Demander, en effet, à un homme que son dé-  
« sordre a absolument ruiné, qui vraisemblablement,  
« eu égard aux incapacités qui le frappent, ne trou-  
« vera plus dans sa vie les moyens de recueillir  
« même un lambeau de sa fortune, lui demander de  
« payer l'intégralité de ses créanciers, n'est-ce pas  
« lui donner à boire dans un verre vide ? Il a semblé  
« à votre Commission, et c'est une idée qui depuis  
« quelques années s'est considérablement répandue

« dans l'opinion, qu'il était impossible, au siècle où  
« nous sommes, de maintenir la dureté d'une situa-  
« tion semblable.

« La seconde idée sur laquelle repose la proposition  
« est peut-être plus saisissante encore que la pre-  
« mière ; il y a deux ans, le Parlement a fait une loi  
« qui accorde largement la réhabilitation, la réhabi-  
« litation même de plein droit, à l'individu qui a subi  
« une ou même plusieurs condamnations ne dépassant pas un certain taux, au bout d'un temps déterminé, sans recherches, sans enquête, à la seule condition qu'une condamnation nouvelle ne soit pas intervenue.

« Comment serait-il possible, en présence de ce  
« pardon accordé à des hommes qui ont été coupables souvent de faits graves, de maintenir cette loi d'exclusion implacable contre le failli qui, non pas dans tous les cas assurément, mais du moins dans un grand nombre de cas, aura pu être victime de circonstances tout à fait indépendantes de sa volonté ?

« Messieurs, ces deux points étant acquis, il en reste un troisième qui assurément est le plus délicat. Il s'agit de savoir ce qu'il y a à faire pour réformer notre loi soit commerciale, soit politique en cette matière. Divers systèmes ont été proposés. La Commission, bien qu'elle n'ait été saisie que d'un seul, a dû cependant les examiner tous. Elle l'a fait avec l'attention la plus constante et de la façon la plus approfondie et elle a dû s'arrêter à ce prin-

« cipe : qu'il était impossible malheureusement  
« d'adopter pour les faillis une mesure générale, en  
« quelque sorte automatique comme celle qui désor-  
« mais assure la réhabilitation de plein droit aux  
« anciens condamnés, qu'en matière de faillites, il y  
« avait à faire des distinctions inévitables sous peine  
« de tomber dans l'injustice ou dans l'excès et que  
« tout devait reposer ici sur une appréciation des  
« caractères de la faillite et de la différence à faire  
« entre le débiteur déloyal, malhonnête qui a manqué  
« intentionnellement à ses engagements, qui peut-  
« être s'est enrichi dans une faillite habile aux dé-  
« pens de ses créanciers et le failli simplement  
« malheureux, que des circonstances fortuites et im-  
« possibles à prévoir ont pu précipiter dans une dé-  
« tresse imméritée...

« C'est sur cette distinction que se trouve fondée  
« la proposition de loi que nous vous appor-  
« tons. »

Dans l'intervalle qui sépara le dépôt de la proposition Bérenger du vote qui en fit la loi du 30 décembre 1903, la Chambre des députés fut saisie de diverses propositions ayant le même objet. M. Georges Berry déposa, le 21 janvier 1904, sur le bureau de la Chambre, une proposition de loi d'un caractère absolument radical : au bout de six ans, le failli devait être réhabilité de droit s'il n'avait été l'objet, dans ce délai, d'aucune condamnation. Cette proposition fit l'objet d'un rapport, déposé le 28 octobre 1904 ; mais la législature se termina sans que

la discussion intervint, en sorte que la proposition fut frappée de caducité.

M. Lauraine la reprit le 28 novembre 1902. Puis M. Georges Berry apporta le 20 janvier 1903 une proposition nouvelle, moins radicale que celle précédemment déposée par le même député, mais plus large que celle de M. Bérenger. Aux termes du nouveau texte, le failli aurait conservé, comme le débiteur en état de liquidation judiciaire, ses droits d'électeur, la publicité du Code de commerce étant maintenue. Cette proposition était critiquable en ce qu'elle instituait une réhabilitation de droit après un délai, ce qui n'implique nullement une honorabilité commerciale certaine. Depuis, il est vrai, cette idée, qui avait paru tout d'abord quelque peu révolutionnaire, s'est faite sa place dans l'opinion et la loi du 24 mars 1908 a consacré l'existence de la réhabilitation de droit par le seul effet du temps écoulé.

La Chambre des députés, saisie des propositions Berry et Lauraine au moment où lui revenait votée en seconde lecture par le Sénat la proposition Bérenger, estima que l'heure des réalisations était venue, que le Parlement ne pouvait faire attendre davantage aux faillis honnêtes une loi sur la réhabilitation et que pour atteindre ce but sans retard, la meilleure méthode à suivre était l'adoption intégrale du texte voté par le Sénat.

Le rapporteur indiquait en quelques mots qu'il fallait se contenter du progrès ainsi obtenu et réserver l'avenir : « De l'examen auquel votre Commission

« s'est livrée, il résulte que le texte voté par le Sénat  
« n'apporte pas toutes les améliorations souhaitables  
« à l'état de choses actuel.

« Mais, tel qu'il est, ce projet peut être considéré  
« comme une première étape vers la réforme com-  
« plète. Aucune de ses dispositions ne constitue un  
« obstacle à de nouvelles et plus profondes modi-  
« fications de la législation en vigueur.

« ... Nous avons tenu à n'apporter aucune modifi-  
« cation au texte du Sénat ; de cette façon la dis-  
« cussion peut être très rapide et le vote définitif. »

Le texte du Sénat fut donc voté sans modification  
aucune et devint la loi du 30 décembre 1903.

•  
\* \*

La loi de 1903 votée, le sort des faillis continua de préoccuper les milieux parlementaires. La réforme n'était encore qu'amorcée, lui donnerait-on plus d'extension ? L'idée qui avait dominé la discussion de la loi de 1903 était, nous l'avons déjà indiqué, celle-ci : la loi pénale prévoit pour le condamné la réhabilitation de droit ; il est équitable que le failli, innocent de tout délit, soit au moins aussi bien traité. Les Chambres néanmoins n'avaient pas osé aller, du premier coup, jusqu'aux limites extrêmes de cette conception ; on s'était arrêté en chemin, s'en tenant aux cas de probité reconnue du failli. Mais c'était par suite d'une concession consentie par le Palais-Bourbon au Luxembourg, toujours plus rebelle aux

nouveautés législatives. Il était demeuré entendu, c'est le rapport même de M. Lauraine qui le révèle, que l'on réservait l'avenir et que la réhabilitation ferait, à brève échéance, l'objet de nouvelles discussions.

Avant d'aborder encore une fois le fond du débat, on apporta quelques modifications aux articles 606 et 607 du Code de commerce, déjà remaniés en 1903. Ce fut la loi du 31 mars 1906, loi de procédure, d'une portée restreinte.

Mais les faillis occupèrent de nouveau l'opinion, vers la même époque, à propos de l'amnistie.

Depuis une quinzaine d'années, les lois d'amnistie sont devenues très fréquentes. Si certains délits en sont systématiquement exclus, il en est d'autres au contraire qui sont, grâce à elles, périodiquement et régulièrement effacés.

Malgré le caractère purement civil des incapacités encourues par le failli et quoique la faillite ne puisse être à aucun titre considérée comme une infraction à la loi pénale, il se trouva des parlementaires pour proposer que les faillis fussent englobés dans l'amnistie.

Une proposition en ce sens, présentée par M. Dejeante, député, en 1900, avait été repoussée. Au contraire, le 3 juin 1903, la Chambre, revenant sur son vote passé, accorda aux liquidés judiciairement, aux faillis et même aux banqueroutiers simples le bénéfice de l'amnistie. La loi du 31 décembre 1903 était alors en cours de discussion. Il s'agissait aux yeux

des partisans de l'amnistie d'améliorer provisoirement le sort des débiteurs commerciaux en attendant le vote définitif d'une loi qui devait leur apporter de sérieux avantages.

Cette utilité relative avait disparu quand la loi d'amnistie vint en discussion devant le Sénat ; la loi du 31 décembre 1903 était en effet votée. Aussi, la Haute Assemblée, sur l'avis conforme de sa commission, effaça-t-elle purement et simplement du texte qui lui était soumis le paragraphe 6 relatif à l'amnistie des faillis (séance du 29 mars 1904).

La loi d'amnistie étant revenue devant la Chambre, MM. Rudelle et Gauthier de Clagny proposèrent de la compléter par une addition qui étendait le bénéfice de l'amnistie aux « faillis ou liquidés dont la faillite ou la liquidation ont été clôturées après un « paiement de 100 pour 100 aux créanciers ». La raison de cet amendement ? la longueur, le coût élevé, la publicité de la procédure de réhabilitation. Ces considérations n'arrêtèrent pas la Chambre qui, sur l'intervention du Garde des Sceaux invoquant le vote de la loi du 31 décembre 1903, rejeta l'amendement Rudelle.

En 1903, la Chambre des députés revint à la charge et amnistia de nouveau les faillis par le vote d'une proposition qui s'appliquait à la fois aux cas de faillite (dans lesquels se trouvaient compris ceux de banqueroute simple et de liquidation judiciaire) et d'indiscipline militaire. Cette proposition fut vigoureusement combattue devant le Sénat par M. Louis

Legrand qui, d'accord avec M. Bérenger, proposa un amendement ayant pour objet de supprimer dans l'article de loi en discussion le 1° applicable aux faillis, liquidés et banqueroutiers simples. Les raisons données par l'honorable sénateur sont, cette fois, des raisons de doctrine renouvelées d'un rapport présenté en 1900 sur la même question : la faillite n'est pas un délit, le failli n'est pas un coupable ; les amnisties jusqu'alors ont été faites pour effacer les peines ; la faillite est un état juridique caractérisé par la cessation des paiements, qu'on ne peut effacer ni oublier tant que le débiteur n'a pas payé ses dettes et reste enserré dans les règles de la faillite. De plus, ajoute M. Legrand, les lois de 1889 sur la liquidation judiciaire et de 1903 sur la réhabilitation rendent l'amnistie des faillis aussi inutile qu'elle est anti-juridique et dangereuse.

Malgré l'insistance du rapporteur qui s'efforça de présenter sous les plus sombres couleurs la réhabilitation si coûteuse et si difficile à obtenir et d'attirer le Sénat sur le sort des petits faillis, le 1° de la proposition de loi, relatif aux faillis, ne fut pas voté (Séance du Sénat du 12 juillet 1905).

Le 30 octobre suivant, sur la proposition de M. Paul Constans, député, la Chambre vota une nouvelle fois l'amnistie des faillis considérés comme des malheureux qui ont droit à la bienveillance.

Le 5 avril 1906, M. Georges Berry déposait encore une proposition de la même nature, tendant à amnistier les liquidés judiciaires et les faillis quant à

leurs droits civils et politiques. L'auteur de la proposition rappelait que la Chambre avait déjà voté, en 1903 et 1905, des dispositions analogues. Il y a de très braves gens, disait-il, qui ne peuvent même pas être témoins au mariage de leurs parents ; la réhabilitation existe, mais on ne peut l'obtenir que si l'on est riche, la procédure est longue, la publicité nuisible. Quelle situation en face de celle qui, par la loi de 1899, est faite aux délinquants qui sont réhabilités sans avoir rien à payer !

Le garde des Sceaux opposa à cette initiative les principes du droit ; il mit en relief l'inégalité qui résulterait d'une loi qui créerait deux catégories de faillis : ceux d'hier qui n'encourraient aucune incapacité et ceux de demain qui les supporteraient toutes. Malgré cette objection, la proposition Berry fut votée par la Chambre à l'unanimité.

Ce vote fut la dernière manifestation de sympathie de la Chambre expirante à l'adresse des faillis.

M. Paul Constans convia, le 11 juillet 1906, la Chambre nouvelle à prouver par un vote semblable qu'elle partageait sur ce point les idées de celle qui la précédait. Le président de la Commission, M. Cruppi, ayant fait observer que le Sénat était déjà saisi de la question et le président du Conseil ayant promis de s'employer à faire voter par le Sénat le texte accepté par la Chambre le 5 avril, l'amendement Constans ne fut pas accueilli.

La bonne volonté du Gouvernement ne devait cependant pas avoir raison des répugnances du Sénat

à étendre l'amnistie hors de son champ d'application habituel. Le rapporteur de la loi d'amnistie, M. le sénateur Vagnat, déclara en effet au nom de la Commission (séance du 11 juillet 1907) qu'il ne pouvait être question d'amnistier les faillis, d'une part, comme il avait déjà été dit, parce que la faillite n'est pas un délit ; d'autre part, parce que, si l'on entrerait dans la voie tracée par la Chambre, il faudrait, pour rester dans la justice, faire des amnisties très fréquentes et qu'ainsi les lois sur la faillite ne seraient plus d'aucune utilité.

Mais en présence de la persistance de la Chambre des Députés à voter, en faveur des faillis, des propositions d'amnistie et dans l'espoir de mettre fin à cette procédure inutile, le rapporteur annonçait que la Commission s'était décidée à se dessaisir du projet voté par la Chambre et que l'un de ses membres allait, à bref délai, déposer sur le bureau du Sénat, une proposition de loi modifiant certains articles du Code de commerce.

Cette fois encore, par une anomalie assez curieuse, c'est le Sénat, conservateur par essence de l'ordre établi et fidèle jusqu'alors aux stricts principes de notre droit, qui va mettre en chantier la réforme dont le résultat final sera une transformation complète des fondements mêmes de la réhabilitation. A la vérité, l'initiative de la Haute Assemblée fut plus apparente que réelle, l'idée à laquelle elle donnait une forme concrète était depuis longtemps dans l'air et la Commission du Sénat se contenta en somme

de discipliner et de coordonner les intentions un peu tumultueuses et imprécises des législateurs du Palais-Bourbon.

L'auteur de la proposition sénatoriale, déposée à cette même date du 11 juillet 1907, fut le rapporteur de la loi d'amnistie, M. Vagnat ; aux termes de ce texte, « tous les articles de la loi visant les droits civils et politiques des faillis simples et des liquidés judiciaires sont abrogés » (art. 1<sup>er</sup>). Seules devaient subsister les incapacités commerciales. La mention de faillite sur le casier judiciaire disparaissait. Les motifs invoqués à l'appui de cette proposition de loi n'étaient pas nouveaux : les criminels sont tout à fait réhabilités au bout de vingt ans ; le failli ne peut l'être au contraire qu'en payant ; le sort du particulier non commerçant qui tombe en déconfiture est meilleur que celui du failli, il reste électeur et éligible. Enfin la loi du 30 décembre 1903 ne peut profiter qu'aux faillis riches.

Cette proposition de loi fut immédiatement renvoyée à la Commission d'amnistie.

L'un de ses membres, M. Gourju, déposa un amendement qui avait pour objet d'étendre le bénéfice de la loi en préparation aux banqueroutiers simples. L'adoption de cet amendement devait avoir pour résultat de restreindre et d'élargir à la fois la portée de la loi en préparation.

De la restreindre car dans les articles 1 et 2 l'auteur de l'amendement ne conservait au failli que le droit d'électorat et lui refusait l'éligibilité.

De l'élargir d'autre part, l'article 3 permettant aux banqueroutiers simples d'être inscrits sur les listes électorales après deux ou cinq ans, suivant la durée de la peine par eux encourue.

Il est donc juste de noter, dans l'amendement Gourju, une double tendance.

La Commission refusa de faire siennes les propositions Vagnat et Gourju, parce qu'elles étaient empreintes de trop de bienveillance à l'égard du failli. On estima qu'il était nécessaire, pour le bon renom du commerce français, d'en user plus sévèrement. C'est une des dernières circonstances peut-être où cette considération qui avait été jusqu'alors le fondement de la législation en cette matière fut de nouveau mise en avant.

M. Théodore Girard, déposa enfin le 30 novembre 1907, sur le bureau du Sénat, une proposition de loi qui, renvoyée à la Commission d'amnistie, fut la matière de ses travaux.

La minorité de la Commission n'aurait voulu voir dans le texte de M. Girard qu'un complément des propositions Vagnat et Gourju. La majorité au contraire décida d'accepter, comme base de discussion, le projet Girard en lui apportant quelques améliorations.

Au cours de la discussion, divers amendements furent proposés et modifièrent quelque peu la physionomie de la proposition de loi.

La Chambre vota sans discussion le texte adopté par le Sénat. Le débat ne s'ouvrit que sur la dispo-

sition transitoire, sans intérêt pour nous aujourd'hui.

Il s'agissait de savoir si le délai imparti aux faillis bénéficiaires de la loi pour se faire inscrire sur les listes électorales était suffisant. La controverse sur ce point n'avait qu'un intérêt politique, elle se termina par le vote de la disposition transitoire proposée par la Commission. Puis la loi fut adoptée par 561 voix contre 2 sur 563 votants. Cette loi porte la date du 24 mars 1908.

Ainsi se termina une lutte qui durait depuis de longues années entre les partisans de la législation humanitaire et ceux d'une stricte justice. On peut dire que les deux courants opposés commencèrent de se discerner en 1848 et qu'avec des alternatives de succès et de revers, les adversaires restèrent constamment en présence jusqu'en 1908. Il y eut des périodes de silence pendant lesquelles on parut oublier quelque peu les faillis. Les circonstances politiques influèrent fréquemment sur leur sort. Quand le vent est aux idées généreuses, quand l'idéal démocratique se précise, le débordement de sentimentalité humanitaire fait sortir les faillis de leur condition déchuë : c'est 1848 ! Puis la notion de l'ordre l'emporte sur la sensibilité ; le respect de l'honneur commercial sur une pitié dangereuse ; les faillis retombent : c'est le second Empire ! Viennent les revers ; la nation tout entière souffre et peine ; tous les Français sont égaux dans le malheur ; beaucoup sont ruinés par la guerre, une législation plus large s'impose : 1871, 1872 sont indulgentes aux faillis. Avec l'ordre renaît la sévé-

rité, mais il est dès lors admis que cette sévérité devra être atténuée ; qu'à des temps nouveaux doivent correspondre des conceptions nouvelles : le mouvement esquissé autrefois va reprendre avec plus d'intensité. Désormais, les amis d'une loi plus pitoyable que sévère travailleront sans cesse en faveur des déshérités de la vie. On procédera par étapes et on arrivera à cette conception que la société ne doit pas se montrer plus exigeante pour le failli que pour le délinquant.

Le législateur du xix<sup>e</sup> siècle a pensé qu'un homme, qui a expié sa faute et donné par sa bonne conduite des preuves d'un amendement certain, pouvait et devait même reprendre rang parmi les citoyens.

Le législateur du xx<sup>e</sup> siècle, à son tour, a estimé que le failli simple pouvait demander à la société une bienveillance au moins égale à celle qui est accordée au délinquant, sans que l'intérêt légitime du commerce s'en trouvât lésé.

L'événement dira lequel du législateur ancien ou du moderne a vu clairement ce qu'il fallait faire et habilement ménagé à la fois l'intérêt social et l'intérêt particulier.



## LIVRE I

### INFLUENCE DE LA FAILLITE SUR LA CAPACITÉ DU DÉBITEUR

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### **Incapacités résultant de la faillite**

La réhabilitation du failli a pour objet de faire cesser les incapacités dont il est atteint par le fait seul de la faillite.

La faillite, étant un *état*, ne constitue à aucun degré, en elle-même, un délit, une infraction à la loi pénale. Et cependant, cet état, dans lequel des circonstances fortuites peuvent placer un honnête homme, se manifeste avec tout un cortège d'incapacités politiques, commerciales et civiles, qui constituent à elles seules une véritable pénalité.

En droit pénal nous rencontrons la dégradation civique qui accompagne l'application de certaines peines, la commission par suite de certains crimes, qui parfois même constitue à elle seule une peine principale (C. pén., art. 8, 28, 35).

L'article 34 du Code pénal donne des droits dont est privé l'individu frappé de dégradation civique une liste qui se rapproche singulièrement de celle des droits dont l'exercice est refusé au failli. Dans les deux cas, la privation est perpétuelle, c'est-à-dire qu'elle ne cesse que par la réhabilitation.

Jusqu'aux lois récentes qui vont nous préoccuper dans la suite, la perpétuité, sauf cas de réhabilitation, équivalait pour les faillis, à peu de choses près, à une perpétuité véritable, les réhabilitations de faillis étant extrêmement rares et difficiles à obtenir (1).

Par suite, considérable était le nombre des commerçants qui, ayant été malheureux dans leurs affaires, se voyaient pour le reste de leurs jours placés dans une catégorie de Français qui restaient Français sans être citoyens.

Ils se rencontraient dans cette « curie » d'un nouveau genre avec tous les habitués des prétoires de justice criminelle ou correctionnelle auxquels quelque condamnation avait fait perdre l'exercice de leurs droits politiques.

Ces déchéances ont aujourd'hui pour le failli un

1. L'exposé des motifs de la proposition Bérenger déposée le 15 février 1900 s'exprime ainsi au sujet de la réhabilitation :

« Le mouvement d'humanité qui marque l'époque actuelle en a à « peu près doublé le nombre pendant ces cinq dernières années. Il « n'est cependant encore que de 41. C'est une proportion de cinq sur « mille par rapport aux faillites terminées dans l'année et de beau- « coup moins assurément de un sur mille si, ce qui semblerait plus « logique, on établissait la proportion sur le nombre total, d'ailleurs « hypothétique des faillites existantes à ce jour. »

caractère exclusivement personnel. Il n'en a pas toujours été ainsi. L'article 5 de la Constitution du 22 frimaire an VIII stipulait : « L'exercice des droits « de citoyens français est suspendu par l'état de « débiteur failli ou *d'héritier immédiat* détenteur à « titre gratuit de la succession totale ou partielle « d'un failli. »

Cet état de choses, inspiré évidemment par le désir qu'avait le législateur de ménager aux créanciers les possibilités les plus nombreuses de remboursement total, dura pendant de longues années. Les lois électorales de 1849 et de 1852 l'effacèrent et avec juste raison, semble-t-il. S'il arrive en effet parfois qu'un failli non réhabilité meure en laissant un avoir d'une certaine importance, le cas ne peut être que rare. D'une part, il est difficile au failli de refaire sa fortune ; d'autre part, s'il y réussit, son souci le plus prochain est, en général, de désintéresser ses créanciers dans la mesure qui est nécessaire pour lui permettre de recouvrer ses droits. Quand un failli ne se réhabilite pas, c'est la plupart du temps qu'il n'est pas revenu à la fortune et, dans ce cas, sa succession est forcément légère. En frappant l'héritier, la loi usait donc de rigueur envers un homme qui, le plus souvent, ne tirait aucun profit de ce que le failli n'avait pas désintéressé ses créanciers, et n'aurait pu de son côté leur donner satisfaction qu'en rendant sa propre situation mauvaise. Le souci de l'intérêt des créanciers avait ainsi fait perdre au législateur la notion de la justice égale pour tous. Il est permis de

contraindre par des moyens moraux de l'ordre de ceux qui nous occupent un homme à réparer la faute qu'il a commise en dirigeant mal ses affaires. Il n'est pas admissible que la loi prescrive des moyens de coercition pour obliger un homme à faire une bonne action. Les bonnes actions sont du domaine de la liberté; on ne peut les imposer comme un devoir. Or, chercher à imposer à l'héritier, absolument innocent de la faillite de son auteur, le remboursement des créanciers de celui-ci, c'est vouloir le forcer à payer ce qu'il ne doit pas.

Dans l'état actuel de la législation, les incapacités toutes personnelles, qui frappent le failli, se peuvent diviser en diverses catégories: elles sont *politiques*, *civiles* ou *commerciales*.

Nous ne nous occuperons pas du dessaisissement du failli qui n'a pas le caractère d'une incapacité, puisqu'il est purement temporaire et a seulement pour objet de faire passer à la masse des créanciers, dans la personne du syndic, l'administration des biens que la déclaration de faillite attribue précisément au paiement des dettes.

Ce dessaisissement disparaît avec le règlement de la faillite et n'a rien à voir avec la réhabilitation.

Les seules incapacités dont nous ayons à nous occuper ici sont celles qui ne disparaissent que par la réhabilitation.

§ 1. — *Incapacités politiques.*

Notons tout d'abord que la loi prescrit la mention au casier judiciaire de la déclaration de faillite (loi de 1899). Cette mention figure même dans le bulletin n° 3 délivré à l'intéressé sur sa demande par le greffier du tribunal civil auquel ressortit son lieu de naissance, en sorte qu'à cet égard le failli est traité comme un délinquant et ne peut plus produire un casier judiciaire vierge, à moins qu'il n'ait été déclaré excusable ou n'ait bénéficié d'un concordat.

Ce n'est pas là évidemment une incapacité politique ni civile, mais c'est cependant en fait une diminution de la personne du failli. Il n'est pas condamné mais il est traité comme tel et il en résulte nécessairement qu'un caractère infamant est attribué à la faillite. Point n'est besoin de chercher beaucoup pour saisir quel retentissement fâcheux une telle situation a sur la vie du commerçant failli, combien il lui est pénible de ne pouvoir cacher son malheur et quelle difficulté il peut en résulter pour lui dans la recherche d'un emploi.

Moins heureux même que le criminel, le failli, jusqu'à ces dernières années, ne pouvait espérer voir disparaître cette fâcheuse inscription que par la réhabilitation judiciaire, presque impossible à obtenir, tandis que, grâce au mécanisme ingénieux de la réhabilitation de droit, le délinquant ou le criminel en

étaient automatiquement débarassés au bout de quelques années.

Cette mention aurait toutefois perdu beaucoup de son importance aux yeux du monde si la déclaration de faillite n'avait eu pour résultante l'assimilation à beaucoup d'autres points de vue du failli au délinquant.

La conséquence la plus grave et la plus critiquée de l'état de faillite est la privation des droits de citoyen. Le délinquant n'est atteint de cette manière qu'à certaines conditions ; le failli au contraire, toujours, se voit soumis à cette déchéance.

Toutes les lois constitutionnelles ou électorales promulguées depuis le commencement du xix<sup>e</sup> siècle ont maintenu le failli dans cette catégorie de personnes qui ne sont ni électeurs, ni éligibles.

Le premier texte qui ait réglé cette question est l'article 5 de la Constitution du 22 frimaire an VIII. Nous en rappelions plus haut la teneur en indiquant que l'incapacité civique frappait non seulement le failli mais son héritier immédiat.

Les lois postérieures n'ont pas maintenu la clause relative aux héritiers mais se sont montrées aussi rigoureuses pour la personne même du failli.

Le décret organique du 2 février 1852 mentionne à la suite des condamnés pour crimes ou délits et des interdits, parmi les personnes qui ne peuvent être inscrites sur les listes électorales : « 17° Les faillis non « réhabilités dont la faillite a été déclarée soit par les « tribunaux français, soit par jugements rendus à l'é-

« tranger mais exécutoires en France. » La disposition en elle-même est sévère, mais le lieu où elle est placée lui donne son véritable caractère et la rend plus pénible pour ceux qu'elle frappe. Ni le concordat ni la déclaration d'excusabilité ne permettent au failli d'y échapper.

Il va de soi que, privés du droit électoral, les faillis ne jouissent pas non plus de l'éligibilité ; l'article 27 du même décret les déclare « indignes d'être élus ».

La loi du 10 août 1871 sur les conseils généraux, celle du 1<sup>er</sup> août 1874 relative à l'électorat municipal, celle du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés, celle du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale et celle du 9 décembre 1884, relative à l'élection des sénateurs consacrent le même principe.

Un failli, en France, concordataire ou non, déclaré excusable ou non, ne peut, à aucun titre, participer soit comme électeur, soit comme candidat à aucune élection politique : il ne jouit pas de ses droits politiques.

Une difficulté pouvait, en un temps, se présenter pour le pair de France d'abord, puis pour le sénateur inamovible. Il ne faut pas perdre de vue en effet que, pendant la durée de l'état de faillite, l'exercice des droits politiques est seulement suspendu. Priver d'une façon définitive le pair ou le sénateur inamovible de sa dignité excédait donc manifestement les limites du droit. Il fallait trouver un moyen terme : La solution proposée par la doctrine pour le pair de

France était celle-ci : le pair, déclaré en faillite, ne pouvait siéger mais conservait néanmoins son inamovibilité (1).

Il n'est pas à notre connaissance que la jurisprudence et la doctrine aient eu à se préoccuper du sénateur inamovible. L'institution de ces dignitaires n'ayant pris aucune extension, il n'est pas surprenant que la question ne se soit pas posée pratiquement pour eux. La solution, selon nous, aurait dû d'ailleurs être identique à celle qui a été proposée pour le pair de France, et ce pour les mêmes raisons.

## § 2. — *Incapacités civiques et civiles.*

La perte de la capacité politique entraîne avec elle, par voie de conséquence, une infériorité manifeste du failli dans la vie de tous les jours.

Quelques professions lui sont rigoureusement fermées ; il ne peut être agent de change ni courtier privilégié (art. 83 du Code de commerce. Loi du 18 juillet 1866, art. 2, al. 3). Il est inapte à remplir certaines fonctions honorables, réservées aux Français qui jouissent de leurs droits de citoyen.

Le failli ne peut pas être notaire, parce que la loi du 25 ventôse an XI précise que « pour être admis « aux fonctions de notaire, il faudra : 1° jouir de « l'exercice des droits de citoyen ». Peut-on s'étonner de cette exclusion ? Non peut-être ; mais elle existe et pèse sur l'honorabilité de celui qu'elle atteint.

1. Lyon-Caen. *Traité de droit commercial*, t. VIII, pag. 272, note 1.

De même et pour les mêmes raisons, le failli ne peut faire partie d'un jury criminel (art. 381, Code Inst. crim. et loi du 21 novembre 1872 art. 1 et 2-8°); on applique la même règle aux jurys d'expropriation.

Sous l'empire de la loi du 25 ventôse an XI, la question se posait de savoir si le failli non réhabilité pouvait être témoin instrumentaire. L'article 9 de cette loi prescrivait que les témoins devaient être « citoyens français ». Une controverse s'éleva sur le sens de cette disposition. Les uns inclinaient pour la capacité, motif pris de ce que « la privation de ce droit ne se trouvait pas dans la nomenclature que font les lois de commerce des droits dont les faillis doivent être privés » (1). (Rouen, 23 août 1822 et sur pourvoi Req. 10 juin 1824. D. J. G. v° *Obligation* 3298. Trib. civ. d'Amiens 9 mars 1864. *Journal des notaires* 1864, art. 18021 et divers auteurs.) Cette opinion, qui heurtait de prime abord le sens apparent du texte de l'an XI ne prévalut pas et l'article 15 du décret du 28 février 1852 confirma l'incapacité du failli prononcée par l'article 5 de la constitution du 22 frimaire an VIII, en excluant des listes électorales le failli non réhabilité par les tribunaux français. (D. J. G. *Obligation* 3.299, S. 1441, Aubry et Rau, 4<sup>e</sup> édit., t. 8, § 755, p. 203, note 19; Bédarride. *Traité des faillites*, t. 3, n° 1309 etc...) Des décisions en ce sens furent rendues notamment par les cours de

1. D. *Nouv. C. civ. ann.*, appendice à l'article 1317, Loi 25 ventôse an XI, art. 9, n° 127.

Rouen et d'Amiens (13 mai 1839. D. J. G. *Obligation* 3298, 8 juillet 1873. D. P. 74-2-91).

La loi du 7 décembre 1897 fit disparaître toute difficulté quant à la jouissance des droits politiques précédemment exigée chez les témoins instrumentaires ; elle substitue en effet aux « deux témoins citoyens français » « deux témoins de l'un ou l'autre sexe » et ne spécifie même pas que ces personnes doivent avoir la nationalité française.

Enfin, une nouvelle réforme est intervenue en 1902 (loi du 12 août) ; le dernier alinéa de l'article 9 nouveau ordonne en effet que « les témoins instrumentaires devront être Français et majeurs, savoir signer » et avoir la jouissance de leurs droits civils. Ils pourront être de l'un ou de l'autre sexe... ». Donc, maintenant il semble bien que le failli même non réhabilité puisse être témoin instrumentaire ; pourquoi ne le serait-il pas d'ailleurs ? Les droits politiques ne sont sans doute désormais plus pris en considération puisque les femmes comme les hommes peuvent revêtir cette qualité.

Une réserve est faite par l'article 9 actuel de la loi de ventôse pour les testaments qui restent, spécifie-t-il, soumis aux règles spéciales du Code civil. De tous temps, le Code civil fut moins exigeant pour les témoins des testaments que pour ceux des autres actes notariés. La raison, c'est qu'il n'est pas toujours facile, au moment où l'on doit procéder d'urgence à la rédaction d'un tel acte, de se procurer des témoins remplissant de nombreuses conditions de capacité.

Il faut élargir autant que possible le cercle dans lequel on peut les choisir et c'est pourquoi l'article 980 ancien exigeait seulement des témoins mâles, majeurs, républicoles, jouissant des droits civils (1), mais ne demandait pas que ces témoins eussent aussi la jouissance ni à plus forte raison l'exercice des droits politiques. La loi du 7 décembre 1897 qui a modifié l'article 980 n'a donc rien changé à la situation du failli. Après comme avant en effet, ce dernier put assister comme témoin instrumentaire à la rédaction des testaments.

« L'exercice des droits et des prérogatives de membre de la Légion d'honneur est suspendu par les mêmes causes que celles qui suspendent les droits de citoyen français. » (Décret du 16 mars 1852, article 39.) Le failli est donc suspendu de ses droits dans la Légion d'honneur ; il les recouvre automatiquement par la réhabilitation puisque grâce à cette procédure il reprend l'exercice de ses « droits de citoyen français ».

Le décret du 24 novembre 1852 a complété le précédent en étendant au médaillé militaire la règle posée pour le légionnaire et en y ajoutant l'interdiction, aussi longtemps que la réhabilitation n'est pas intervenue, de porter les insignes d'un ordre étranger (art. 7).

En résumé, un nombre considérable d'incapacités

1. V. D. *Nouv. C. civ. ann.*, art. 980, nos 49 et s. *Jurisprudence et doctrine.*

découlent nécessairement pour le failli de la perte de ses droits politiques. Peu de lois le désignent nominativement mais beaucoup excluent de certaines fonctions et dignités les Français privés de l'exercice de leurs droits politiques. Il suffirait donc de rendre ceux-ci au failli pour lui ouvrir de nouveau bien des portes.

Les incapacités commerciales pourraient, dans ce cas, subsister seules puisqu'elles sont généralement établies par le Code de commerce ou des lois spéciales. Le failli resterait dans la cité au même rang que les autres citoyens ; il ne subirait qu'une *capitis deminutio* commerciale. Certains se sont demandés si celle-ci ne serait pas suffisante puisque, seule, dans la faillite, la vie commerciale du débiteur est intéressée.

### § 3. — *Incapacités commerciales.*

On a contesté et on conteste encore l'utilité des incapacités politiques infligées au failli. Au contraire l'accord est à peu près unanime quand il est question des incapacités d'ordre commercial.

Les orateurs, qui ont combattu avec le plus d'ardeur pour la disparition des premières, ont généralement réservé les secondes. Cette différence est d'ailleurs dans l'ordre logique des choses. Il peut être indifférent, aux yeux de certains, qu'un homme malheureux en affaires vote ou ne vote pas pour l'élection d'un député. Il serait au contraire exorbitant

que le même homme puisse faire partie d'une Chambre de commerce ou administrer la justice et prononcer la faillite de commerçants que sa propre faillite a peut-être ruinés. C'est pourquoi le Code de commerce d'abord (art. 618 et 619), la loi du 8 décembre 1883 ensuite ont formellement et nommément écarté des élections consulaires, soit à titre d'électeurs, soit à titre d'éligibles, les faillis non réhabilités.

Les Chambres consultatives des arts et manufactures sont, à cet égard, soumises aux mêmes règles que les Chambres de commerce. Les mêmes textes les régissent. Les faillis ne peuvent ni en faire partie ni prendre part à l'élection de leurs membres. (Décret du 22 janvier 1872. Loi du 9 avril 1898.)

L'accès des Conseils de Prud'hommes est également interdit aux faillis non réhabilités. La loi du 1<sup>er</sup> juin 1853 les excluait implicitement (art. 6). Celle du 27 mars 1907 maintint dans ses articles 5 et 6 cette exclusion en spécifiant que pour être prud'homme électeur ou éligible, il faut être inscrit sur les listes électorales.

Enfin, le failli ne peut être admis à l'escompte de la Banque de France (décret du 16 janvier 1808) et il ne peut non plus se présenter à la Bourse avant réhabilitation (art. 613 du Code de commerce).

Telles sont, en résumé, les incapacités qui frappent le failli. Leur durée est limitée par celle de l'état de faillite et celui-ci ne disparaît que par la réhabilitation. Cette loi évidemment est sévère, mais ne peut-on dire qu'elle honore le peuple qui l'a conçue et ne con-

tribue-t-elle pas pour beaucoup à faire du négoce un état entre tous honorable puisque les erreurs commises par ceux qui l'exercent sont aussi fortement réprimées ?

#### § 4. — *Deux cas particuliers.*

Deux cas particuliers ont fait l'objet de fréquentes controverses : la gérance d'un journal et la direction d'un théâtre peuvent-elles être confiées à un failli non réhabilité ?

1° En ce qui concerne le directeur de théâtre, la situation était primitivement régie par le décret du 8 juin 1806 lequel portait que l'entrepreneur qui avait fait faillite ne pouvait plus *ouvrir* de théâtres. L'ordonnance du 8 décembre 1824 (art. 10) maintint cette prohibition qui s'appliquait non pas à tous les faillis mais à ceux-là seulement qui avaient déjà fait faillite comme directeurs de théâtre. Le décret du 30 juin 1864 ayant posé le principe de la liberté des théâtres, le directeur de théâtre est maintenant traité comme tous les autres commerçants et n'a pas besoin, après une faillite, d'attendre sa réhabilitation, pour reprendre, si les circonstances le lui permettent et si un premier échec ne l'a pas découragé, la direction d'une nouvelle entreprise de spectacles.

2° Logiquement, semble-t-il, la question de savoir si un failli non réhabilité peut être gérant d'un journal ne devrait même pas se poser : l'article 6 de la loi sur la presse du 29 juillet 1881 exige en effet seu-

lement que le gérant ne soit « privé de ses droits « civiques par aucune condamnation judiciaire ». Il est superflu de rappeler que la faillite est un état, que le jugement déclaratif constate mais ne juge pas. A plus forte raison, n'est-ce pas une condamnation ! La considérer comme telle, c'est lui donner un caractère pénal et attribuer aux incapacités qu'elle entraîne, au lieu d'un caractère préventif, un caractère répressif absolument contradictoire avec les principes du droit. La Cour de cassation, dans un arrêt rendu, toutes Chambres réunies le 22 juin 1887 (D. 1887. 1. 231), a cependant admis la solution la moins favorable au failli et décidé que « celui qui a été déclaré en « faillite par le jugement du tribunal de commerce et « qui n'a pas été réhabilité ne peut être gérant d'un « journal » et que « en cas d'infraction à cette défense, « il est passible de l'amende établie par l'article 19 « de la loi sur la presse du 29 juillet 1881 ». Les motifs qui ont déterminé la Cour suprême ne paraissent pas à l'abri de toute critique ; le principal est puisé dans cette constatation que la loi du 29 juillet 1881 est une refonte de la loi du 17 juin 1880 *sur le colportage*, laquelle exigeait du colporteur qu'il eût l'exercice de ses droits civils et politiques. La Cour de cassation en conclut que, si le législateur n'a pas maintenu textuellement cette obligation dans la loi de 1881, c'est uniquement « pour qu'on ne pût mettre « en doute la capacité des femmes pour exercer cette « profession ». Mais on pourrait soutenir par suite, victorieusement semble-t-il, que si, précisément, le

législateur a voulu admettre les femmes à l'exercice de certaines professions, il a manifesté par là que la capacité politique y est indifférente. C'est le raisonnement que nous avons fait pour les témoins instrumentaires, il serait logique de le renouveler à propos du gérant de journal et de conclure que cette fonction peut être remplie par un failli non réhabilité.

Cette solution aurait de plus le mérite d'être en harmonie avec cette règle toujours admise dans notre droit que la capacité est la règle et l'incapacité l'exception et que les incapacités étant de droit étroit ne peuvent être étendues d'un cas à un autre. C'est dans ce sens que la Cour de Paris, le 22 juin 1886, et celle de Caen, le 24 mars 1887, avaient tranché la difficulté avant l'arrêt des Chambres réunies de la Cour de cassation.

## CHAPITRE II

### **Effets de la banqueroute sur la capacité du débiteur.**

La banqueroute, frauduleuse ou simple, ne modifie pas directement le caractère et le nombre des incapacités qui atteignent le failli, mais elle fait de celui-ci un délinquant ou un criminel ; il est par suite atteint des diminutions de personnalité qui résultent de cette nouvelle situation.

La grande différence entre les banqueroutiers et les faillis existe précisément au regard de la réhabilitation commerciale. Cette mesure de faveur est en effet soumise pour les banqueroutiers à des règles spéciales, dont le temps a tempéré un peu la rigueur, mais qui n'en restent pas moins plus étroites (et ce n'est que justice) que celles qui s'appliquent au failli simple.

L'article 402 du Code pénal punit les banqueroutiers frauduleux de la peine des travaux forcés à temps et les banqueroutiers simples de la peine de l'emprisonnement de un mois à deux ans.

Les conséquences particulières de cette pénalité sont alors celles qui se produisent chaque fois qu'un fait est puni des peines de cet ordre. Ce sera, dans

les cas où la peine des travaux forcés à temps sera prononcée, l'interdiction légale, (art. 29, C. pén.) la dégradation civique (art. 28, C. pén.), l'interdiction de séjour pendant vingt ans (art. 46, C. pén.).

Par suite, le banqueroutier frauduleux, à cause même de la condamnation pénale qu'il encourt, subit la perte de ses droits civils, civiques et de famille, tels qu'ils sont énumérés dans l'article 34 du Code pénal. Cette déchéance ne pourra disparaître que par la réhabilitation du condamné.

Au contraire, le banqueroutier simple n'encourt pas, par le seul fait de sa condamnation pénale, les déchéances ci-dessus rappelées. Il ne les subit que dans la mesure où elles s'appliquent au failli. On peut concevoir un cas dans lequel tel individu condamné pour banqueroute ne serait pas déclaré en faillite par le tribunal de commerce. C'est le cas des faillites de fait.

Un commerçant peut se trouver dans l'état de faillite de fait, sans qu'aucun jugement déclaratif intervienne; cette situation n'empêchera pas, s'il y a lieu, une poursuite pour banqueroute simple ou frauduleuse. La poursuite criminelle est indépendante de toute action exercée par les créanciers. Le parquet peut, dans ce cas et en pratique c'est ce qu'il fait, aviser officieusement le tribunal de commerce de l'état de cessation de paiements. La juridiction commerciale prononce alors la faillite d'office (art. 440, C. com.). Mais le Ministère public n'est pas obligé de suivre cette voie. « On fait intervenir d'ailleurs

« en faveur de cette solution, dit M. Thaller, un im-  
« portant principe de droit pénal : la renonciation  
« des particuliers à l'action civile ne peut pas arrê-  
« ter l'exercice de l'action publique (art. 4, C. Inst.  
« crimin.) (1). »

A supposer qu'une telle hypothèse se réalise, qu'un failli de fait soit poursuivi et condamné pour banqueroute sans qu'aucun jugement déclaratif émanant du tribunal de commerce intervienne, que se passerait-il ?

Il arriverait que le banqueroutier se trouverait dans une situation infiniment meilleure que le failli simple ; qu'il ne subirait pas d'autres incapacités que celles prévues par la loi pénale et que l'accès de la réhabilitation lui serait plus facile.

En effet, s'il s'agit d'un banqueroutier simple (c'est à la vérité le seul cas où une telle situation puisse se rencontrer) la peine qui l'atteindrait serait généralement une peine légère (un mois au moins, deux ans au plus) qui pourrait encore être réduite par le jeu des circonstances atténuantes. Théoriquement cette peine n'entraînerait avec elle aucun cortège d'incapacités ; le banqueroutier resterait ainsi électeur, éligible ; il pourrait continuer d'être juré, d'exercer des fonctions publiques, etc... Il est juste néanmoins de noter que la jurisprudence est, dans cette circonstance encore, venue au secours de la loi en déclarant que la seule condamnation pénale pour banque-

1. Thaller. *Traité élémentaire de droit commercial*, nos 1713, 1714, 1715.

route simple, même si elle n'est pas précédée de la déclaration de faillite, empêche celui qu'elle atteint d'être inscrit sur les listes électorales (Cass., 8 juillet 1885, D. P. 85.1.279). Mais ce n'est là qu'une jurisprudence susceptible de changement. D'autre part toute trace de la condamnation disparaîtrait bien vite par le jeu de la réhabilitation de droit (Loi de 1899) ou au besoin par la réhabilitation judiciaire que le condamné pourrait assez facilement obtenir, le remboursement intégral ne lui étant pas imposé. Il est donc exact de dire que ce banqueroutier se trouverait dans une situation meilleure que le failli simple qui, n'ayant pourtant commis aucun délit, n'aurait pas rencontré auprès de ses créanciers les mêmes dispositions favorables que le banqueroutier en question.

Hâtons-nous de répéter que cette différence de traitement n'existe que d'une façon toute théorique; qu'on ne conçoit guère un parquet qui, poursuivant pour banqueroute, ne ferait pas prononcer d'office la faillite; qu'il est d'autre part peu probable que, en présence d'une condamnation pour banqueroute, le tribunal de commerce ne déclare pas la faillite. Mais le cas est possible dans l'état actuel de la législation et cette possibilité suffit pour qu'il soit permis de signaler une lacune dans nos lois sur les faillites et les banqueroutes.

Il y a là des questions délicates à résoudre. On ne peut rendre un tribunal de répression, surtout un jury, juge de la qualité de commerçant chez un pré-

venu ou un accusé. La simultanéité des décisions est donc impossible. Il faut que l'une précède l'autre; logiquement ce doit être celle du tribunal de commerce (1).

1. Nous avons exposé dans ce chapitre la thèse admise par la jurisprudence qui se préoccupe avant tout de la solution pratique du problème.

La doctrine ne s'est pas ralliée à cette thèse et soutient encore que la question de savoir si un débiteur est en état de faillite est *préjudicielle* à toute poursuite pour banqueroute simple ou frauduleuse et que la connaissance de cette question doit être réservée au Tribunal de commerce, seul compétent pour déclarer la faillite.

## CHAPITRE III

### Influence des lois postérieures au Code de commerce sur la capacité du débiteur

La loi de 1838 n'a pas eu pour résultat de modifier le nombre ni la nature des incapacités dont est frappé le failli. La loi du 4 mars 1889, au contraire, *sur la liquidation judiciaire* devait inévitablement avoir une répercussion importante sur ces incapacités.

Quelle est en effet l'idée dominante de cette loi ? Instaurer pour le *débiteur malheureux et de bonne foi* un état de liquidation plus favorable que l'état de faillite ; un état qui, tout en assurant aux créanciers des garanties de paiement au moins aussi grandes, n'inflige pas au débiteur les humiliations et les déchéances graves qui résultent pour lui du jugement déclaratif de faillite. C'est pourquoi la loi de 1889 fait disparaître, pour le cas par elle prévu et régi, le qualificatif de « failli » qui résonne désagréablement à l'oreille des commerçants et provoque la déconsidération. La liquidation judiciaire n'entraîne point non plus avec elle le *dessaisissement* ; le débiteur dirige lui-même la liquidation avec l'assistance

d'un liquidateur. Enfin, ce qui est le point capital : si le débiteur en état de liquidation perd le droit à l'éligibilité, il reste au moins électeur. Il ne peut donc être élu aux Tribunaux, Chambres de commerce, Conseils de prud'hommes, assemblées municipales, départementales, politiques : s'il exerce une fonction élective au moment de sa mise en liquidation judiciaire, il sera réputé démissionnaire mais il est maintenu sur les liste électorales.

Les fonctions publiques lui restent ouvertes dès lors qu'elles ne sont pas données à l'élection. Il ne lui sera cependant pas possible d'être investi d'une charge d'agent de change ni des fonctions de courtier. ( Art. 83, C. com. et 24, Loi 1889). Pourra-t-il être juré, gérant de journal ? Les uns disent oui (1), les autres disent non (2).

Il est difficile de prendre parti dans cette controverse. Cependant, l'article 24 de la loi de 1889 fait application à la liquidation judiciaire des dispositions du Code de commerce non modifiées par elle ; or, il n'est qu'un petit nombre d'incapacités qui soient fixées par le Code de commerce lui-même. La plupart résultent de lois spéciales ou simplement de ce fait que le failli est privé de ses droits civils et politiques. C'est le cas pour les fonctions de juré qui sont interdites au failli par la loi du 21 novembre 1872, et pour la profession de gérant de journal. De

1. Thaller. *Droit commercial*, n° 1865.

2. Lyon-Caen et Renault, t. VIII, n° 1001 et s.

même le débiteur en liquidation judiciaire conservera ses droits dans la Légion d'honneur et par suite il conservera aussi la faculté de porter les insignes de tous les ordres français et étrangers.

Malgré ces améliorations considérables apportées par la loi de 1889 à la situation sociale du débiteur malheureux et de bonne foi, la réhabilitation conserve pour lui un intérêt réel. Seule en effet elle lui rend sa pleine capacité de citoyen français. Seule, elle lui permet de recouvrer ses droits d'éligibilité, de se présenter de nouveau à la Bourse dont l'entrée lui était interdite comme au failli (art, 613, C. com. et 24, loi 4 mars 1889) et lui ouvre de nouveau sans conteste l'accès de toutes les fonctions publiques. Il ne faut donc pas perdre de vue ce débiteur en état de liquidation judiciaire dans une étude sur la réhabilitation et il convient de lui faire application des dispositions qui régissent la matière dans la mesure où elles peuvent lui être utilement appliquées.

Les dispositions transitoires de la loi de 1889 lui donnèrent à l'égard de certains faillis antérieurs à sa promulgation le caractère d'une véritable loi de réhabilitation relative puisqu'elle les plaçait à certaines conditions dans la catégorie nouvelle des débiteurs en état de liquidation judiciaire et les exonérait par là même de certaines des incapacités qu'ils avaient encourues.

Malgré ces dispositions transitoires, la loi de 1889 conserve bien son caractère de loi générale relative à l'état de cessation de paiement du débiteur,

destinée à améliorer la situation de celui-ci, mais non pas à faire disparaître toutes les suites de cet état.

Diverses tentatives furent faites au cours des débats devant la Chambre des députés pour lui imprimer un autre caractère et amorcer une réforme plus profonde qui aurait soit supprimé dans certains cas la nécessité de la réhabilitation commerciale, soit facilité cette réhabilitation.

Ainsi les contre-projets de MM. Millerand et Lecomte (1) tendaient à permettre au Tribunal de commerce de ne pas prononcer la faillite, dans le cas où le débiteur obtiendrait un concordat et verrait ce concordat homologué par le Tribunal de commerce ou dans le cas où le débiteur serait déclaré excusable.

Ainsi encore, l'amendement proposé par MM. Vergoin, Barré et Saint-Martin (Vaucluse) (2) aux termes duquel la réhabilitation devait être accordée « sur quittances légalisées de chacun des créanciers « se déclarant intégralement désintéressé en principal, intérêts et frais », les intérêts ne pouvant toutefois être exigibles au delà de cinq ans.

Enfin l'amendement de M. Saint-Martin spécifiant que si « dans le cours des opérations le débiteur « paie ses dettes, intérêts et capital, les incapacités

1. Chambre des députés, séance du 16 octobre 1888. *J. O. Chambre* 1888, p. 2193.

2 Chambre des députés, séance du 20 octobre 1888, *J. O. Chambre* 1888, p. 2248 et s.

« encourues et les autres effets de la liquidation judiciaire et de la faillite cessent de plein droit ».

Ces contre-projets, ces amendements et d'autres, conçus dans un esprit analogue, qui surgirent au cours des débats, n'obtinrent pas les suffrages de la Chambre et furent écartés. Nos législateurs ne voulurent pas sortir du cadre limité qu'ils s'étaient tracé, réservant pour des lois postérieures et spéciales toutes les dispositions qui, perdant un caractère d'organisation générale, paraissaient tendre ou tendaient réellement à modifier les textes relatifs à la réhabilitation des faillis.

Bien des années se passèrent encore avant que les idées, manifestées au cours des débats qui ont précédé la loi de 1889, aient pris corps.

Les lois du 30 décembre 1903 et des 23-24 mars 1908 furent des lois spéciales sur la réhabilitation des faillis. Elles ne réglementent pas à proprement parler les incapacités encourues par les faillis, mais elles fixent les moyens d'y remédier. Leur examen constituera donc le fonds même de cette étude et nous aurons à voir quelles modifications elles ont apporté à la réhabilitation telle qu'elle avait été organisée par le Code de commerce et la loi de 1838.

## LIVRE II

### LA RÉHABILITATION DES FAILLIS, LIQUIDÉS JUDICIAIREMENT ET BANQUEROUTIERS

---

#### SECTION I

##### De la réhabilitation

Au sens le plus général, la réhabilitation « est un acte qui rétablit une personne dans tous les droits dont elle avait été privée par suite d'un jugement » (D. *Rép.* v<sup>o</sup> *Réhabilitation*, n<sup>o</sup> 1).

Cette définition se peut appliquer indistinctement à toutes les espèces de réhabilitation.

Mais quelle est la nature de cet acte ? Est-ce un acte judiciaire ? Est-ce un acte de la puissance souveraine ? Quelle est sa portée ? Quelle est sa signification ?

Dans l'ancien droit, on délivrait au bénéficiaire de cette mesure des « Lettres de réhabilitation ». La réhabilitation apparaît donc comme un acte de souveraineté, émanant du prince lui-même, une sorte de grâce avec des effets plus complets, plus étendus.

Elle n'est plus telle dans nos codes modernes (1).

1. Néanmoins, la réhabilitation pénale a conservé jusqu'à 1885 (loi du 14 août) un caractère mixte. La Cour d'appel était invitée à donner

Qu'il s'agisse du droit pénal ou du droit commercial, elle est un acte judiciaire. Elle a un but à la fois individuel et social ; d'une part, en effet, elle est la récompense de celui qui par sa conduite a montré qu'il s'est amendé ou a réparé le tort qu'il a causé à ses concitoyens ; d'autre part elle facilite « le reclassement du condamné dans la société ».

C'est ce que dit M. Vidal dans son *Cours de droit criminel et de science pénitentiaire* (p. 709) : « La  
« réhabilitation, après avoir été, pendant longtemps,  
« un acte d'indulgence et de faveur du souverain, est  
« aujourd'hui un acte judiciaire effaçant pour l'ave-  
« nir et avec tous ses effets, la condamnation subie,  
« remise par voie de grâce ou prescrite ; elle a pour  
« but de récompenser et de constater officiellement  
« la bonne conduite et l'amendement du condamné  
« libéré ; aussi ne peut-elle être prononcée qu'après  
« un stage d'une certaine durée et après des enquê-  
« tes de nature à démontrer la réalité et la persis-  
« tance de cet amendement moral. »

Ce sont ces mêmes principes qui avaient inspiré les rédacteurs du Code de commerce.

Un large débat s'est élevé au Conseil d'État quand il s'est agi de fixer la compétence en matière de réhabilitation commerciale. La haute assemblée, ayant décidé de l'attribuer aux Cours d'appel, a par là

son avis sur l'opportunité de la mesure proposée ; mais le chef de l'État seul statuait sur la demande et la réhabilitation était accordée par décret (art. 628 et s. du Code d'Instruction criminelle).

même donné à la réhabilitation le caractère d'un acte judiciaire (1).

Le droit de grâce, au contraire, est un des attributs de la souveraineté. Le roi, sous l'ancien régime, exerçait ce droit. La Législation intermédiaire le supprima. Il fut rétabli par le Sénatus-consulte du 16 thermidor, an X (art. 86) et toujours maintenu depuis. Aujourd'hui la grâce est accordée par décret du Président de la République, contresigné par le Garde des Sceaux (Constitution du 26 février 1875, art. 3, al. 2 et 5). Elle est, nous dit M. Vidal, « la  
« remise par le chef de l'État, de l'exécution des pei-  
« nes prononcées par les tribunaux : cette remise  
« peut être totale ou partielle ou s'opérer par voie de  
« commutation ou substitution d'une peine à une  
« autre (2) ». Ses effets sont plus restreints que ceux de la réhabilitation. Elle n'efface pas la condamnation ; elle ne fait pas disparaître les conséquences de cette condamnation quant à la capacité civile et politique du condamné, au casier judiciaire ou à la récidive mais elle dispense le condamné de subir tout ou partie de la peine qu'il a encourue. Un avis du Conseil d'État, du 8 janvier 1823, met bien en lumière les traits qui différencient essentiellement la grâce de la réhabilitation et justifient la coexistence de l'une et de l'autre : « Considérant... qu'en effet, la  
« grâce et la réhabilitation diffèrent essentiellement,

1. V. Locré, *op. cit.*, t. 17<sup>e</sup>, p. 364 et s.

2. *Op. cit.*, p. 701, n° 595.

« soit dans leurs principes, soit dans leurs effets ;  
« que la grâce dérive de la clémence du roi ; la réha-  
« bilitation de sa justice. Que l'effet de la grâce n'est  
« pas d'abolir le jugement, mais seulement de faire  
« cesser la peine ; qu'aux termes du Code d'Instruc-  
« tion criminelle, le droit de réhabilitation ne com-  
« mence qu'après que le condamné a subi sa peine ;  
« que l'effet de la réhabilitation est de relever le  
« condamné de toutes les incapacités soit politiques,  
« soit civiles qu'il a encourues... »

L'amnistie répond à une préoccupation différente du législateur. La grâce, la réhabilitation même laissent subsister les conséquences ou le souvenir du passé. Avec l'amnistie il n'en va pas de même ; la condamnation est réputée n'avoir jamais été prononcée ; elle disparaît rétroactivement avec toutes ses suites, sauf les droits des tiers. Il est même généralement admis que si le condamné a payé des amendes et le montant des frais de justice, il peut en réclamer le remboursement, sauf disposition contraire de la loi. L'incrimination même de l'acte qui a motivé des sanctions judiciaires est effacée.

Jadis accordée par le souverain, l'amnistie l'est aujourd'hui par une loi (loi constitutionnelle du 25 février 1875, art. 3, al. 2). Elle ne constitue pas une mesure individuelle, mais au contraire elle a un caractère général et objectif. On n'amnistie pas un homme, mais un fait ou une série de faits, par exemple les délits d'insoumission ou les délits de chasse, etc... La loi qui amnistie de tels délits ne pourrait

excepter de son bénéfice un individu déterminé. Les Cours et Tribunaux sont à leur tour liés par les termes impératifs de cette loi qu'ils sont obligés d'appliquer. Ils n'ont pas à accorder ou refuser l'amnistie, ils ne peuvent que constater que tel fait est ou n'est pas couvert par elle (Cass. Crim., 22 janvier 1870 et Ch. réunies, 12 mai 1870, S. 70.1.324 et la note).

La grâce et l'amnistie ne peuvent par essence s'appliquer qu'à des infractions à la loi pénale. Elles supposent nécessairement la commission d'un crime ou d'un délit. On ne voit pas quel rôle elles pourraient juridiquement jouer à l'égard du failli. La réhabilitation au contraire, qui restitue au réhabilité les droits civils et politiques qu'il a perdus et efface certaines conséquences spéciales de la faillite comme l'inscription au casier judiciaire, avait sa place marquée dans la législation des faillites. Aussi voyons-nous qu'elle a de suite préoccupé le législateur et qu'elle a suscité lors de la confection du Code de commerce de longues et intéressantes discussions.

∴

La réhabilitation du failli produit à la fois des effets qui ont un caractère pénal et des effets d'un caractère purement commercial.

Pour le comprendre, il suffit de se rappeler ce qui a été dit des incapacités qui frappent le failli. Celui-ci n'est pas un condamné, mais il est à certains égards traité comme un condamné; c'est ainsi qu'il perd

ses droits politiques et civiques et qu'il voit mentionner sur son casier judiciaire la déclaration de faillite.

La réhabilitation fera immédiatement disparaître ces deux conséquences pénales de la faillite qui donnent dans une certaine mesure au jugement déclaratif les apparences d'un jugement de condamnation.

Les effets commerciaux de la réhabilitation sont également faciles à discerner. Le failli réhabilité pourra de nouveau exercer les fonctions de courtier privilégié et prendre part comme électeur et comme éligible aux élections consulaires.

Jusqu'à la réhabilitation, le failli est frappé d'une sorte de mort civile. Il est au milieu de ses concitoyens comme un étranger ou un sujet. Avec la réhabilitation il ressuscite en quelque sorte, reprend sa place entière dans la société et recouvre toutes les facultés dont il a été quelque temps privé.

\*  
\* \*

Dans le cas de banqueroute, nous rencontrons la réhabilitation strictement pénale. La même opération ne lave pas le banqueroutier à la fois du crime qu'il a commis et de sa défaillance commerciale. S'il veut reprendre place parmi ses pairs, il doit auparavant faire disparaître toute trace de condamnation pénale. Pourra-t-il même après, réhabilité pénalement, se faire réhabiliter commercialement ? Logiquement, il semble que oui. Le banqueroutier réhabilité n'est

plus qu'un failli simple, pourquoi ayant obtenu la réhabilitation pénale ne profiterait-il pas aussi de la commerciale ?

Il est un fait constant : le criminel frappé pour un crime de meurtre ou de vol d'une peine égale à celle qui atteint le banqueroutier frauduleux, peut être réhabilité. Réhabilité, il reprend dans la société sa place tout entière, jouit de ses droits de citoyen. Sa moralité pourtant n'est sans doute pas meilleure que celle du banqueroutier qui, réhabilité pénalement mais non commercialement, ne tirerait de sa réhabilitation pénale qu'une satisfaction illusoire, paralysée que serait cette mesure par la persistance de la sanction commerciale.

Cependant si le Code de commerce et la loi de 1838 avaient explicitement reconnu au banqueroutier simple le droit de participer aux avantages de la réhabilitation commerciale, sous la seule condition qu'il eût subi la peine à laquelle il avait été condamné, il n'en allait pas de même en ce qui concernait le banqueroutier frauduleux. Assimilé aux stellionataires, aux personnes condamnées pour fait de vol ou d'escroquerie et aux personnes comptables, telles que les tuteurs, administrateurs ou dépositaires qui n'ont pas rendu ou apuré leurs comptes (art. 612), le banqueroutier frauduleux était expressément exclu du droit à la réhabilitation commerciale.

Cet état de choses fut maintenu pendant de longues années et c'est seulement la loi du 30 décembre 1903 qui apporta un adoucissement à la malheureuse situa-

tion des personnes visées à l'article 612 du Code de commerce en leur permettant de solliciter leur réhabilitation commerciale, après avoir été admises à la réhabilitation du Code d'instruction criminelle (articles 619 et suivants).

Malgré cette amélioration, la réforme était insuffisante et incomplète. Elle ne tenait compte en effet que de l'un des modes de réhabilitation inscrits dans nos lois pénales et ce mode était le plus ancien, celui qui demandait l'accomplissement du plus grand nombre de conditions et de formalités. Il s'agissait en effet de la réhabilitation proprement judiciaire et facultative pour le juge. Le banqueroutier frauduleux, désireux de recouvrer son honorabilité, était ainsi soumis à la double épreuve de deux opérations judiciaires, précédées d'enquêtes minutieuses, pour rentrer dans la jouissance de droits qui étaient, dès cette époque, rendus automatiquement, par la seule vertu du temps écoulé, à des hommes frappés d'incapacité pour des causes au moins aussi graves que la banqueroute.

C'est seulement en 1908 (loi des 23-24 mars) que devait être comblée la lacune laissée par le législateur de 1903. L'article 612 du Code de commerce fut complété par l'adjonction d'un membre de phrase ouvrant l'accès de la réhabilitation commerciale au banqueroutier frauduleux qui a antérieurement bénéficié de l'article 10 de la loi du 5 avril 1899 sur la réhabilitation de droit.

Ainsi a disparu une inégalité choquante entre le

banqueroutier frauduleux et les autres condamnés de droit commun.

Tous les faillis qui sont en règle avec la loi pénale, sont, depuis 1908, traités de la même manière.

Nous saisissons ici l'influence du droit pénal sur le droit commercial. En cette matière comme en bien d'autres, la sévérité a fait place à l'indulgence et à la pitié.

## SECTION II

### LA RÉHABILITATION DU FAILLI

#### *Observations préliminaires.*

Il ne faut pas perdre de vue dans une étude sur la réhabilitation commerciale que la situation du débiteur en état de liquidation judiciaire est, au regard de cette mesure d'oubli, la même que celle du failli simple..., avec des nuances toutefois correspondant aux différences qui existent entre l'un et l'autre. Ces différences nous les avons indiquées dans le chapitre III de notre livre I. Il en résulte que la réhabilitation a des effets moins étendus pour celui qui est en liquidation judiciaire ; elle n'en demeure pas moins utile pour lui, puisque, seule, elle lui permet de recouvrer sa complète personnalité civile. Les conditions auxquelles la réhabilitation pourra être obtenue sont identiques dans les deux cas ; la compétence et la procédure ne diffèrent pas. La même publicité est requise.

On peut donc dire d'une façon générale que, dans les pages qui vont suivre, ce que nous dirons du failli s'appliquera également, sauf indication contraire, au débiteur liquidé judiciairement.

Dans un grand nombre de pays, l'issue des opérations de faillite a une influence prépondérante sur la situation du débiteur. Suivant que ce dernier a ou n'a pas obtenu un accommodement de ses créanciers, il est épargné ou frappé par la mésestime publique. La loi générale de l'Empire allemand limite singulièrement l'influence de la faillite sur la capacité politique en ce qu'elle décide que les incapacités disparaissent « avec la clôture de la procédure du « concours, et cela d'une manière absolue, sans distinction résultant des événements qui ont amené « la faillite. » (Nouveau Code du concours du 10 février 1877).

En Angleterre, la Cour qui homologue le concordat ou l'arrangement intervenu entre les créanciers et leur débiteur, peut annuler la faillite. Dans ce cas, les incapacités (*disqualifications of Bankrupt*) qui frappaient le failli disparaissent. Elles disparaissent encore quand le failli obtient de la Cour sa décharge avec un certificat attestant que la faillite est provenue de malheurs inévitables sans qu'il y ait eu mauvaise conduite de sa part.

La loi italienne donne au concordat une influence particulière. Le Tribunal qui a prononcé la faillite jouit d'un pouvoir d'appréciation considérable. Il lui est en effet loisible, en homologuant un concordat, d'ordonner que le failli sera, s'il exécute loyalement ses engagements, rayé de la liste des faillis. Le tribunal peut même rapporter le jugement de faillite et en annuler les effets.

Dans notre pays, l'état de faillite comporte trois solutions : *concordat*, *union des créanciers*, *clôture pour insuffisance d'actif*. Enfin, le tribunal peut déclarer le failli *excusable*. Ces trois solutions s'appliquent également à la procédure de liquidation judiciaire. Dans le cas même où le liquidé judiciairement n'obtient pas de concordat, le tribunal n'est pas tenu de convertir la liquidation en faillite (Loi du 4 mars 1889, art. 209).

A chacune de ces trois solutions correspond, semble-t-il, une responsabilité plus ou moins grande du failli.

Le failli, qui obtient un concordat, jouit évidemment auprès de ses créanciers d'une confiance qui devrait, semble-t-il, le mettre dans une situation privilégiée. Replacé à la tête de ses affaires, il va travailler à désintéresser la masse ; il importe donc au bien de tous qu'il soit mis dans les conditions les plus favorables à l'exécution de ses engagements. Malgré l'épithète de failli, qui lui est infligée, il se présente mieux, selon nous, même que le débiteur liquidé judiciairement qui n'a pas obtenu de concordat ou ne bénéficie que du concordat par abandon d'actif.

A leur tour, le débiteur en liquidation judiciaire et le failli, auxquels on a refusé le concordat mais accordé l'excusabilité, méritent plus d'égards que les débiteurs non déclarés excusables.

Tous ceux que nous venons d'énumérer enfin apparaissent plus dignes d'intérêt que le failli dont

la faillite est clôturée pour insuffisance d'actif.

Rencontre-t-on cependant la même gradation dans les sévérités de la loi ? Nous devons répondre : non, tout au moins dans les législations de 1807 et 1838. Les lois postérieures très récentes ont marqué, sous ce rapport, un revirement qu'il importera de mettre en lumière. Mais, primitivement, (il est juste de le noter dès l'abord) aucune différence n'était faite soit au point de vue des incapacités subies, soit au point de vue de la réhabilitation, entre les diverses catégories de faillis.

Une autre observation préliminaire doit être faite ; elle est relative à la situation spéciale de l'associé d'une maison de commerce. Quelle sera-t-elle au regard de la réhabilitation ? A quelles conditions ce débiteur devra-t-il se soumettre pour l'obtenir ? Le code de 1807 n'y faisait même pas allusion et cela semble devoir s'expliquer aisément par ce seul fait que le mode des sociétés de commerce était, à cette époque, peu employé ; le commerce était pratiqué surtout par des individus et peu par des Sociétés.

Les nécessités économiques, le développement considérable des affaires ont amené la transformation des formes du négoce. Dès 1838, le législateur comprit qu'il fallait expressément régler le sort de l'associé d'une maison de commerce ; il le fit dans l'article 604 nouveau, en imposant à cet associé les conditions les plus dures, les plus onéreuses, lui rendant par là même presque inaccessible la réhabilitation. La loi du 30 décembre 1903 maintint cette

situation. En 1908, le fondement même du droit à la réhabilitation ayant été changé, le sort de l'associé d'une maison de commerce s'est, par ce seul fait, trouvé amélioré. Nous aurons à étudier plus loin la transformation qui s'est ainsi produite.

## CHAPITRE PREMIER

### Conditions de fond de la réhabilitation

La réhabilitation est destinée à effacer jusqu'au souvenir de la faillite, quant au failli. Elle supprime les incapacités qui empêchent celui-ci de participer à la vie civile et politique de son pays. N'est-il pas nécessaire et de moralité élémentaire que, avant d'accorder au failli cette réintégration dans tous ses droits, la justice s'assure que toutes les conséquences de la faillite ont disparu aussi quant aux créanciers ?

Le failli, souvent malheureux, est certes digne de pitié. Les créanciers, toujours frustrés, méritent au moins autant la bienveillance du législateur. L'ordre social enfin est intéressé à la limitation du nombre des faillites qui mettent en péril l'honneur du commerce et la richesse du pays.

Les moyens préventifs sont représentés par les incapacités qui menacent le débiteur. Mais à côté du moyen préventif, trop souvent hélas insuffisant, il faut placer le remède qui assure ou facilite la guérison des plaies dont les plus minutieuses précautions ne peuvent pas toujours empêcher l'apparition. Dans la faillite, dans la liquidation judiciaire,

le remède, c'est précisément la réhabilitation ; mais, pour que ce remède ne profite pas au débiteur au détriment des créanciers, il a fallu la soumettre à certaines conditions.

I. — CODE DE 1807 ET LOI DU 28 MAI 1838.

§ 1

Au débiteur qui réclame la *restitutio in integrum*, le code de 1807 et la loi de 1838 répondent : payez d'abord *intégralement*, la réhabilitation vous rendra l'honneur, mais vous ne méritez l'honneur que si vous désintéressez complètement tous vos créanciers.

Donc, la réhabilitation, agissant par le mobile de l'honneur et procurant à celui qui l'obtient des avantages exclusivement moraux, était aussi, dans l'origine, destinée à assurer aux créanciers un remboursement que, sans cela peut-être, ils n'auraient pu, dans bien des cas, espérer.

La justification de ce double objet est dans la nature même de la réhabilitation commerciale. Le législateur ne trouve pas dans la personne du failli un délinquant qui subit sa peine et, après l'avoir subie, a payé en définitive sa dette à la société. On ne peut demander au délinquant que de donner des preuves de repentir et d'amendement. Si la peine a produit chez lui ces heureux effets, il serait sans doute cruel de lui refuser toute possibilité de relèvement social.

Le failli au contraire est seulement un homme qui se trouve en état de cessation de paiements ; il échappe à la loi pénale. La société ne poursuit pas sa guérison morale et ne peut lui demander des marques de repentir car, souvent s'il n'a pas réussi, la cause en doit être recherchée davantage dans son incapacité ou les circonstances que dans son mauvais vouloir. Mais cet état de cessation de paiements entraîne *ipso facto* des incapacités qui lui sont directement corrélatives. Il n'y a aucune raison par conséquent pour que ces incapacités disparaissent avant cette impossibilité de payer. Il est au contraire dans la logique des choses que les unes persistent autant que dure l'autre et il peut être considéré comme utile que la perspective d'être déchargé des premières incite le failli à remédier à la seconde.

C'est pourquoi les rédacteurs du Code avaient admis comme un principe intangible et cela, semble-t-il, à peu près sans discussion, que seul le paiement intégral pouvait donner accès à la réhabilitation.

Les procès-verbaux du Conseil d'État sont à cet égard très précis : il ne suffira pas que le failli rapporte la preuve que ses créanciers le tiennent pour libéré envers eux et déclarent renoncer à lui réclamer dans l'avenir quelque somme que ce soit, il faudra que les sommes dues aient été effectivement payées.

Treilhard, Jaubert et Defermon prirent à ce débat une part prépondérante :

« N° 16. Treilhard... Il serait prudent de ne réhabi-  
« liter que celui qui a effectivement payé ses créan-  
« ciers, car souvent les faillis se libèrent ou rachètent  
« leurs effets à vil prix.

« M. Jaubert voudrait qu'on exclût de la réhabili-  
« tation tous ceux qui ne peuvent être admis au bé-  
« néfice de cession.

« N° 17. M. Defermon est de l'avis de M. Trei-  
« lhard. Il ne lui paraît pas suffire que le failli repré-  
« sente une quittance ; il faut encore qu'il justifie  
« qu'il a réellement et intégralement satisfait ses  
« créanciers. Un failli malhonnête homme extorque  
« souvent à ses créanciers une quittance totale, en  
« ne leur payant néanmoins qu'une partie de sa dette.  
« La crainte de tout perdre fait consentir les créan-  
« ciers à cette complaisance (1).

M. Defermon demandait, pour obvier à ce dernier danger, qu'une instance contradictoire fût ouverte sur la demande en réhabilitation. Le Conseil d'État n'admit point cette forme de procéder et organisa seulement la procédure d'opposition qui permet au créancier de faire valoir et de défendre ses droits à l'encontre du demandeur en réhabilitation ; il posa d'autre part en principe, dans l'article 605, que le paiement intégral de toutes les sommes dues, en principal, frais et accessoires serait la condition essentielle et primordiale de la réhabilitation du failli.

1. Loiré. *La législation civile, commerciale et criminelle de la France ou commentaire et complément des Codes français*, Paris 1829, t. XIX, p. 341 et s., XVI, n° 16 et 17.

Le législateur de 1838 ne remit pas en question ce principe fondamental qui fut admis sans discussion et trouva place dans le nouvel article 604 du Code de commerce.

La jurisprudence en fit une application très stricte et décida à maintes reprises que la bonne volonté des créanciers ne peut subvenir à l'absence de paiement intégral et en dispenser le débiteur demandeur en réhabilitation : c'est une question d'ordre public : « Attendu, dit notamment la Cour de Rouen, que  
« les dispositions du Code de commerce relatives aux  
« faillites et aux effets qu'elles produisent sur la per-  
« sonne du failli, ont été établies dans l'intérêt du  
« commerce et de la société ; *qu'elles intéressent, par*  
« *conséquent, l'ordre public*, et que les particuliers  
« ne peuvent y déroger par des conventions. Qu'il  
« résulte des articles 437, 441, 519, 526 et 603 du  
« Code précité, que lorsqu'il y a cessation de paiement,  
« jugement d'un Tribunal de commerce qui déclare  
« l'ouverture de la faillite, traité ou concordat par  
« lequel les créanciers font remise d'une partie de ce  
« qui leur est dû, l'état de faillite, néanmoins, existe  
« irrévocablement et affecte de telle sorte la personne  
« du failli, qu'il ne peut en être relevé qu'en rem-  
« plissant les conditions prescrites pour la réhabili-  
« tation... » (Rouen, 4 janvier 1839 ; D. Rép.,  
v° *Faillite*, n° 1336, note 1).

## § 2

Le principe du paiement intégral étant posé et admis, à qui va incomber le fardeau de la preuve, de quoi cette preuve résultera-t-elle, à quels éléments doit s'étendre le paiement ?

I. — Le fardeau de la preuve pèsera sur le demandeur en réhabilitation. Cela résulte clairement des termes de l'article 605 du Code de 1807 : « Le demandeur sera tenu de joindre à sa pétition les quittances et autres pièces justifiant qu'il a acquitté toutes les sommes, etc... »

Les modifications, qui ont été apportées plus tard à la rédaction des articles relatifs à la réhabilitation, n'ont rien changé à cette situation. Le texte a pu varier quelque peu, mais l'esprit de la loi est demeuré le même et par suite la preuve du paiement intégral incombe toujours au demandeur. C'est là d'ailleurs seulement l'application à un cas particulier d'une règle fondamentale et bien connue de notre droit : la preuve incombe toujours au demandeur à moins qu'une exception soulevée par le défendeur ne fasse du demandeur principal un défendeur à l'exception. Nous rencontrons d'ailleurs l'application de la seconde partie de ce principe à propos de la procédure d'opposition réservée aux créanciers.

II. — Comment le demandeur en réhabilitation fera-t-il sa preuve ? En principe, par les seuls moyens qui soient à la disposition de tout débiteur, nous

« voulons dire, en produisant les quittances et autres  
« pièces justifiant qu'il a acquitté intégralement toutes  
« les sommes par lui dues en principal, intérêts et  
« frais. » (Art. 605 du Code de 1807.)

1. — Une objection pouvait être faite quant à la valeur probante de ces pièces et elle le fut au Conseil d'État de 1807, comme on a pu le voir par l'extrait des procès-verbaux de cette assemblée que nous donnons plus haut. Pour répondre à la préoccupation de Defermon (1) il fut admis que les créanciers pourraient demander le rejet des quittances dont la sincérité leur paraîtrait suspecte, par la voie de l'opposition, en déposant au greffe les pièces justificatives de leur prétention :

« L'article 605 attache à la quittance une présomp-  
« tion de paiement intégral, en réservant à toute  
« partie intéressée le droit d'opposition (V. n° 1550).  
« Il a été décidé du reste que les quittances généra-  
« les et définitives délivrées par les créanciers du  
« failli, et portant remise de ce qu'il n'a pu leur  
« payer, ne suffisent pas pour faire admettre le failli  
« à la réhabilitation (Rennes, 11 septembre 1846. Aff.  
« Cléry D. P. 51.5, v° *Faillite*). La remise établit que  
« le failli n'a pas payé ses dettes ; elle l'empêche donc  
« de réclamer la réhabilitation » (D. Rép. v° *Faillite  
et banqueroute*, n° 5143 *in fine*).

2. — Les quittances produites par le failli ne doivent pas nécessairement revêtir une forme spéciale.

1. Voir *supra*, p. 94.

Le pouvoir d'appréciation le plus étendu appartient en cette matière aux Cours d'appel qui ne sont même pas obligées, dans leurs arrêts, de s'expliquer sur chacune des pièces produites à moins que ces pièces n'aient fait l'objet d'une contestation et de conclusions spéciales (Req., 9 août 1853. D. P. 1854-1-73. Besançon, 20 mars 1876. D. P. 1876-2-119.) Les parquets cependant réclament des quittances suffisamment détaillées, rédigées en forme de compte : « La  
« quittance doit débiter par l'indication du montant  
« originaire de la créance et de sa cause ; le décompte  
« séparé des intérêts et des frais doit suivre ; puis  
« intervient le certificat de libération et de paiement  
« donné par le créancier (1). »

Ces exigences, sanctionnées par la jurisprudence, ne sont ratifiées par aucun texte de loi. On peut se demander même, avec M. de Folleville, si elles ne vont pas à l'encontre des intentions du législateur qui s'est proposé de faciliter la réhabilitation commerciale.

3. — Des circonstances peuvent survenir qui empêchent le failli de produire des quittances régulières : la mort d'un créancier, la disparition de ses livres de commerce par suite d'un événement accidentel, tel qu'un incendie, par exemple. Dans ce cas, il serait souverainement injuste que le failli pût être privé de la possibilité de prouver sa libération. La Cour aurait alors à rechercher cette preuve dans

1. Note de M. de Folleville sous Douai, 12 mars 1875. D. P. 1875-2-89.

tous les documents et par tous les moyens d'instruction qu'elle jugerait de nature à l'éclairer (Besançon, 20 mars 1876. D. P. 1876-2-119).

I. — La réhabilitation n'intervenant en général que de longues années après la faillite, une difficulté d'un ordre tout spécial est possible : des créanciers ont disparu ; toutes les recherches pour retrouver leur domicile ont été vaines ; le demandeur en réhabilitation, qui est prêt à payer, ne peut produire de quittances de ces créanciers. Va-t-il être pour ce fait à jamais privé de ses droits ? la justice ne le permettrait pas. Aussi la jurisprudence reconnaît-elle à ce débiteur le droit de consigner les sommes qu'il doit encore aux créanciers disparus, en principal, intérêts et accessoires et l'admet-elle ensuite à la réhabilitation (1) (Lyon, 29 juin 1865, D. P. 1865., 2., 191 et les conclusions conformes de M. l'Avocat Général de Prandièrre ; Bordeaux, 6 mai 1874. D. P. 1878., 5., 275 ;

1. « La doctrine enseigne en effet (V. Pardessus, n° 1316), écrit M. de  
« Prandièrre, qu'en cas de contestation sur la consistance d'une dette  
« de la faillite produite par un créancier opposant, le demandeur en  
« réhabilitation peut être autorisé à consigner. A plus forte raison,  
« cet expédient doit-il être admis lorsqu'il y a, comme dans l'espèce,  
« incertitude absolue sur l'identité ou le domicile de créanciers non  
« réclamants. Loin d'entraîner d'ailleurs aucune forclusion contre  
« les créanciers restés inconnus, la réhabilitation, qui fait disparaître  
« l'état de faillite, les rétablit dans l'intégralité de leurs actions,  
« soit contre leur débiteur lui-même soit contre ses héritiers. La  
« mesure proposée a donc un caractère purement conservateur, en  
« même temps qu'elle est une preuve de plus de la parfaite sincérité  
« des demandeurs. — Ceux-ci se trouvent ainsi avoir accompli au-  
« tant qu'il était en eux les prescriptions de l'article 604 : C. Com. »

Paris, 4 mai 1875. *Ibid*; Nancy, 3 février 1876, *Ibid*).

III. — Nous avons maintenant à nous demander quels sont les éléments divers qui concourent à former la dette dont le paiement intégral est imposé au demandeur en réhabilitation ?

Ces éléments sont, aux termes du Code de 1807 (article 605) et de la loi de 1838 (article 604), au nombre de trois : le *principal*, les *intérêts* et les *frais*.

1° *Paiement du principal*. — On ne saurait s'étonner que le paiement de tout le principal de la dette soit exigé. Cette prescription ne nécessite aucun développement. Le principal en effet c'est le montant même de l'obligation contractée par le failli ; il est évidemment dû et, s'il n'est pas exigible avant la déclaration de faillite, il le devient à partir du jugement déclaratif. Nulle controverse ne peut s'élever à ce sujet.

2° *Paiement des intérêts*. — La question est moins simple. De quels intérêts s'agit-il ?

Aux termes de l'article 445 du Code de commerce le jugement déclaratif de faillite arrête le cours des intérêts, mais à l'égard de la masse seulement. Rien n'est changé à l'égard du failli personnellement qui doit, le jour où il forme sa demande en réhabilitation, justifier du paiement de tous les intérêts courus depuis le jugement déclaratif de faillite jusqu'au jour du remboursement du principal de la dette. La raison de cette exigence, consacrée par la jurisprudence, est, d'après les différents arrêts qui en ont reconnu la légitimité, dans le caractère fondamental et l'objet

de la réhabilitation : il faut, pour conserver à celle-ci toute sa valeur, que nul ne puisse rappeler au réhabilité qu'il doit quelque chose ; il est également indispensable, dans l'intérêt des créanciers, que ceux-ci soient remis en même et semblable état que si la faillite n'avait pas eu lieu. Ni la prescription ni la remise de dettes ne peuvent être utilement invoquées par le failli (Douai, 12 mars 1875. D. P. 1875.2.89 ; Douai, 26 décembre 1877, D. P. 1878.2.38).

Une question controversée est celle de savoir dans quelles conditions le failli est tenu d'acquitter les intérêts moratoires.

En ce qui concerne les intérêts conventionnels rien ne sera changé par la faillite ; ils courent dans les termes prévus par la convention. Mais la Cour de Douai, dans les arrêts précités, pose ce principe que l'article 604 du Code de commerce exige non seulement le paiement des intérêts dus en vertu d'une convention expresse mais encore celui « des intérêts de toute dette quelconque à partir du jour de la déclaration de faillite ».

M. de Folleville (1) juge cette décision arbitraire ; selon lui, la Cour de Douai considère, à tort, l'article 445 du Code de commerce impliquant le contraire, le jugement déclaratif comme une mise en demeure : « A nos yeux, écrit-il, les seuls intérêts dus par le failli qui veut obtenir sa réhabilitation sont : 1° les intérêts échus au moment du jugement déclaratif

1. Note précitée, p. 98.

« de la faillite ; 2° les intérêts qui, depuis cette époque, auraient été l'objet d'une demande spéciale en justice dans les termes de l'article 1153 du Code civil. »

Bédarride (1), attribuant au jugement déclaratif la même valeur que la Cour de Douai, fait une distinction intéressante entre les créances qui, aux termes de la convention, ne portent pas intérêts : si elles sont exigibles lors du jugement déclaratif, les intérêts au taux légal courent de cette date ; si elles ne sont pas exigibles, les intérêts courent de la date de leur échéance légale. Cette distinction se justifie en fait, car, en payant les intérêts à partir du jugement déclaratif de faillite, le débiteur paie plus qu'il n'a promis.

En droit, le système de M. de Folleville paraît meilleur. Le jugement déclaratif rend en effet toutes les dettes du failli exigibles. Il ne tient donc qu'aux créanciers de faire courir les intérêts moratoires en réclamant le paiement de ce qui leur est dû.

C'est là le point délicat.

Le jugement déclaratif n'équivaut pas à une mise en demeure. Il fait courir les intérêts seulement au profit de ceux qui ont formé la demande de faillite (2).

Dans le cas où des intérêts ont été expressément convenus, aucune mise en demeure n'est nécessaire,

1. Droit commercial. *Traité des faillites et banqueroutes*, t. III, n°s 1311 et s.

2. Note de M. Boistel sous Cass., 17 janvier 1893, D. 1893, 1,537.

il n'en va pas de même dans le cas contraire. Seuls, les créanciers qui auront fait des actes conservatoires pourront réclamer des intérêts ( D. Rép. v<sup>o</sup> *Faillite*, n<sup>o</sup> 1545) M. de Folleville pense qu'il y a lieu d'appliquer ici l'article 1153 du Code civil. La Cour de cassation dans un arrêt du 17 janvier 1893 se fonde également sur les articles 1146 et 1153 du Code civil pour décider « que les intérêts moratoires sont  
« dus à partir de la mise en demeure du débiteur,  
« laquelle résulte de la demande du capital, qu'il  
« suffit qu'une semblable demande ait été introduite  
« en justice, dans les formes de la loi, contre le re-  
« présentant légal du débiteur lorsque celui-ci est  
« frappé d'incapacité ».

Mais quelles « formes » devront employer les créanciers pour faire courir les intérêts ? M. de Folleville ne précise pas : il exige une demande en justice.

La Cour de cassation nous répond, en adoptant la solution généralement admise et préconisée notamment par M. Boistel dans sa note précitée :  
« Attendu qu'à bon droit la Cour d'appel a envisagé  
« comme constituant une demande en justice la *production* faite à la faillite conformément aux arti-  
« cles 491 et 492 du Code de commerce. »

Les intérêts moratoires courent donc à partir de la production à la faillite.

L'obligation par le failli de payer les intérêts dans les conditions que nous venons d'exposer entraîne pour lui une lourde charge. En peu d'années le chif-

fré de la dette peut se trouver augmenté dans des proportions considérables et quelquefois doublé. Pendant longtemps cependant cette charge s'est trouvée aggravée par une pratique constante des parquets qui, dit M. de Folleville (1), imposent au failli le paiement des intérêts capitalisés. Il en résultait pour le créancier une situation à certains égards plus avantageuse qu'il ne l'aurait eue si son débiteur n'avait pas fait faillite. Cette pratique, violation flagrante de l'article 1154 du Code civil, fut enfin condamnée par un arrêt de la Cour de Paris du 16 février 1900 (D. P. 1902. 2. 42) : « L'article 604 du Code de commerce, aux « termes duquel le failli doit, pour être réhabilité, « désintéresser ses créanciers « en capital, intérêts et « frais » n'ayant pas parlé des intérêts des intérêts, il « y a lieu d'appliquer la règle générale de l'article 1154 du Code civil d'après laquelle les intérêts « ne sont eux-mêmes productifs d'intérêts qu'en « vertu d'une compensation ou d'une demande en « justice ; en conséquence le failli peut obtenir sa « réhabilitation sans être obligé de payer à ses créanciers les intérêts des intérêts. »

3° *Païement des frais.* — L'article 605 (loi de 1838), comme l'article 604 (code de 1807), condamne enfin le failli à payer « les frais ». C'est là une aggravation de charges assez importantes, ces frais comportant « non seulement ceux que chaque créancier avait « légitimement faits avant l'état de faillite, mais

1. Note précitée, p. 98.

« encore tous ceux que la faillite a entraînés et que la masse a été obligée d'acquitter (1). »

On ne peut méconnaître que cette disposition est équitable dans sa sévérité, tous les frais quelconques de la faillite ayant été provoqués par la cessation de paiements du débiteur dont on ne saurait rendre responsable tout autre que lui-même.

### § 3

De ce qui précède, il est facile maintenant de dégager le double caractère de la réhabilitation du failli sous le régime du Code de 1807 et celui de la loi de 1838 : elle est à la fois « de droit » et « judiciaire ».

Elle est « de droit » en ce qu'il n'appartient pas aux Cours d'en refuser le bénéfice au failli qui justifie du paiement intégral de ses dettes dans les termes des articles 605 (code de 1807) et 604 (loi de 1838). La formule employée aurait pu laisser place au doute. Il est dit, en effet, dans l'article 605 (de 1807) : « Le failli, qui....., *pourra* obtenir sa réhabilitation. » On serait tenté d'en déduire que la Cour a tous pouvoirs pour accueillir ou écarter la demande, même quand le paiement intégral est établi. Ce n'est pas ainsi cependant qu'il faut entendre cette formule et il n'est pas douteux que le législateur de 1807 (que celui de 1838 n'a pas réformé sur ce point)

1. D. R. v° *Faillite*, n° 1546.

a eu l'intention formelle de reconnaître au failli un *droit absolu* à la réhabilitation moyennant l'acquit de tout son passif. Cela résulte à n'en pas douter des débats du Conseil d'État : « M. l'Archichancelier  
« dit que l'observation faite par M. Merlin est un  
« trait de lumière qui doit fixer toutes les opinions.  
« L'acte des constitutions de l'an VIII, en effet, réha-  
« bilite de plein droit celui qui, par le paiement de  
« ses créanciers, cesse d'être en état de faillite : il ne  
« dépend donc plus d'aucune autorité de lui accor-  
« der ou de lui refuser sa réhabilitation, et il ne reste  
« qu'à s'en rapporter aux pièces qui attestent la  
« libération.

« Que si l'on entreprend d'éclairer en outre la  
« moralité, on fera souvent des injustices : rien n'est  
« plus trompeur que l'opinion.

« M. Regnaud observe que l'acte des constitu-  
« tions de l'an VIII ne contient pas les mêmes dis-  
« positions que la Constitution de 1791, qui n'ex-  
« cluait de l'exercice des droits de citoyen ceux qui  
« avaient été constitués en état de faillite que jus-  
« qu'à ce qu'ils rapportassent un acquit général de  
« leurs créanciers.

« M. Defermon répond que la différence n'est que  
« dans la rédaction ; qu'au fond la disposition est la  
« même : lorsque l'acte des constitutions décide que  
« l'individu en état de faillite est suspendu de ses  
« droits politiques, il décide aussi nécessairement  
« que la cessation de cet état met fin à la suspen-  
« sion. Il n'y a donc plus qu'un fait à vérifier et

« cette fonction sera bien placée dans la main des « tribunaux (1). »

La question a donc été nettement posée et résolue au sein du Conseil d'État : la réhabilitation commerciale est *de droit* et ne peut être refusée par la Cour au failli qui justifie du paiement intégral.

Elle a néanmoins aussi un caractère *judiciaire*, car elle ne peut être acquise qu'après vérification de la réalité des paiements par l'autorité judiciaire. Mais il y a là seulement une forme à accomplir qui ne change rien au caractère fondamental de l'institution. Il s'agit bien d'une *réhabilitation de droit*, mais qui reste soumise à l'accomplissement d'une condition précise, nettement déterminée : celle du paiement intégral. Pour que l'on sache si cette condition est remplie, il faut évidemment qu'un contrôle s'exerce ; c'est à cette fonction de contrôle qu'est limité le rôle de la Cour d'appel dans la réhabilitation des faillis sous le régime du Code de 1807 et celui de la loi du 28 mai 1838.

## II. — LOI DU 30 DÉCEMBRE 1903.

La réhabilitation, organisée par le Code de 1807 et la loi de 1838, était des plus difficiles à obtenir. Les années écoulées, des efforts constants et reconnus ne pouvaient en rien suppléer au paiement intégral. La situation ainsi faite au failli était, il faut bien

1, Loiré, t. XIX, p. 364 et s., XVIII, n° 4, *in fine*.

le reconnaître, très dure : « Notre législation actuelle, « écrit M. Lauraine (1), est décourageante. Elle est « immorale aussi en ce sens qu'elle met le remède « hors de la portée du condamné en ne lui fournis- « sant pas le moyen d'en user.

« La loi de 1899 dit au condamné : Ayez une vie « droite, exempte de tout écart blâmable et, comme « prix de votre effort, vous verrez s'effacer la trace « de vos torts passés.

« Voilà un stimulant, un ferment d'énergie utile « et sain. En notre matière on dit au failli : ayez de « l'argent, sinon vous ne serez jamais réputé honnête « homme. Riche vous vous ferez pardonner; pauvre « vous serez un éternel paria (2). »

Ces quelques lignes nous révèlent l'esprit dans lequel fut rédigée la proposition de loi qui, présentée au Sénat, donna naissance à la loi du 30 décembre 1903. C'est dans le même esprit aussi qu'en fut abordée la discussion. Le Sénat, gardien qualifié des traditions, fit une réforme moins étendue que ne l'aurait souhaité la Chambre, celle-ci néanmoins la vota comme

1. Rapport fait au nom de la commission de réforme judiciaire et de législation civile et criminelle chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la réhabilitation des faillis. — *J. O., Doc. parl.*, Chambre des députés, p. 368. Annexe 429, sess. extr. Séance du 28 novembre 1902.

2. M. Lauraine indique dans son rapport que 65.000 faillites auraient été prononcées en France et en Algérie de 1890 au 1<sup>er</sup> août 1901. Dans ce même laps de temps, 446 demandes en réhabilitation auraient été formées et 405 accueillies. La moyenne des réhabilitations de faillis ne serait donc que de 0,62 %.

un premier pas réalisé dans la voie d'une indulgence plus grande pour les faillis.

Nos législateurs étaient surtout dominés par le souvenir de leurs propres travaux. La loi du 5 août 1899, sur la réhabilitation de droit des condamnés pour infraction à la loi pénale, avait fait de ces derniers des privilégiés. Était-il possible de les laisser seuls dans cette situation et de ne rien faire pour les faillis ? Les causes de faillite sont multiples, indépendantes souvent de l'honnêteté du commerçant. Un débiteur insolvable, l'abus de la signature sociale par un associé, un vol commis par un employé infidèle peuvent être autant de causes de la cessation des paiements.

La proposition de loi déposée sur le bureau du Sénat par MM. Bérenger, Demôle, Garreau, Millaud, Velten et Guyot, le 15 février 1900, était inspirée par des sentiments de large bienveillance. L'article 604 nouveau établissait la réhabilitation de droit pour les cas où le débiteur aurait soit acquitté intégralement son dû, soit satisfait pleinement aux conditions du Concordat, soit obtenu la remise de ses dettes ou le consentement exprès de ses créanciers.

Le nouvel article 605 accordait la réhabilitation au failli « qui, après dix années de conduite sans repro-  
« ches, justifiera qu'il a fait tous ses efforts pour s'ac-  
« quitter et qu'il a été dans l'impossibilité matérielle  
« de le faire ».

Soumise à l'épreuve de la Commission, cette pro-

position subit des retouches importantes. La discussion au Sénat, de laquelle sortit la loi de 1903, suscita enfin une rédaction nouvelle très différente de la première proposée.

Une fraction importante de la Chambre des députés voulait appliquer à tous les faillis l'article 21 de la loi de 1889 sur la liquidation judiciaire et, par là même, faire en quelque sorte de cette dernière la règle et de la faillite l'exception. Le législateur de 1903, effrayé d'une audace qui aurait bouleversé jusqu'à dans ses fondements la loi des faillites, adopta une solution moyenne.

L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 30 décembre 1903 porte en effet que : « Les faillis non condamnés pour banqueroute simple ou frauduleuse ne peuvent être inscrits sur les listes électorales pendant dix ans à partir de la déclaration de faillite. » Cela revient à dire que, par la seule vertu de dix années écoulées, le failli se trouvera placé, au point de vue des droits politiques, dans la situation privilégiée du débiteur en liquidation judiciaire. La loi porte d'ailleurs que les faillis « ne sont éligibles qu'après réhabilitation ».

Le premier article de la loi de 1903 affecte moins la réhabilitation même que la situation des faillis en général ; l'article 2 au contraire apporte des modifications profondes dans la nature même de la réhabilitation et les conditions auxquelles elle s'obtient.

§ 1. — *Réhabilitation de droit.*

Le principe de la *réhabilitation de droit*, quand le failli a remboursé intégralement « les sommes par lui dues en capital, intérêts et frais » est maintenue. Mais un adoucissement très appréciable est apporté à cette règle : les intérêts ne pourront plus être réclamés « au delà de cinq ans » (art. 604 nouveau).

Nous avons eu l'occasion d'indiquer que l'obligation de rembourser tous les intérêts échus depuis la faillite et quelquefois même les intérêts capitalisés, constituait, sous le régime ancien, l'un des obstacles les plus sérieux à la réhabilitation, cette disposition légale ayant, dans certains cas, pour conséquence de doubler la somme due (1).

L'extension à notre matière de la prescription quinquennale de l'article 2.277 du Code civil devait nécessairement faciliter au failli l'accès de la réhabilitation.

Mais était-ce là une innovation fondée en droit ? M. le sénateur Béranger, rapporteur de la proposition de loi au Sénat, s'expliquait sur ce point, au cours de

1. « Avec l'intérêt calculé au taux légal de 6 % dit la Chambre de commerce de Lyon, un passif de 100.000 francs atteindra, en dix-sept ans, le total de 202.000 francs ; en vingt-cinq ans, celui de 250.000 francs. Impuissant ou découragé, en présence de pareils chiffres, le débiteur reculera presque toujours devant des abandons à faire pour rétablir l'honneur de son nom ». (Roy. *Réhabilitation des faillis et des liquidés judiciaires*, p. 10, note 1.)

la séance du 15 novembre 1901 : « En second lieu, « nous avons proscrit cette coutume, généralement jugée abusive, d'exiger non seulement le paiement des « intérêts mais le paiement des intérêts composés. « Il nous a semblé que c'était exagérer comme à « plaisir les barrières opposées à la réhabilitation ».

« En matière civile, l'intérêt ne peut être réclamé « que pendant cinq ans ; il suffira, par conséquent, « que le failli paie les intérêts de cinq ans, pour « être admis à la réhabilitation ».

En vérité, la prescription quinquennale, en matière civile, repose sur une conception particulière qui ne saurait être admise en matière de faillite. La prescription, au sens général, a été instituée pour « éviter les contestations sur des contrats ou sur des « faits dont les titres sont perdus et la mémoire effacés » (1).

Celle qui nous occupe en particulier se propose d'inciter le créancier à la diligence, car il n'est pas de plus mauvais service rendu au débiteur que de laisser s'accroître automatiquement le chiffre de sa dette ; de plus il est admis dans une certaine mesure que, les intérêts étant des fruits, celui qui ne les réclame pas dans un certain délai les a touchés ou renonce à les toucher parce qu'il n'en a pas besoin. Tant pis pour le créancier négligent qui ne s'occupe pas de ses affaires.

En matière de faillite, de telles hypothèses ne sont

1. Planiol. *Traité de droit civil*, II, n° 630. V. aussi les n°s 637, 638, 639.

pas admissibles. Le créancier qui a fait prononcer la faillite, celui qui a produit sont par essence des créanciers diligents ; ils ont fait le nécessaire pour conserver leurs droits que leur admission au passif de la faillite a rendus incontestables. S'ils laissent les intérêts s'accumuler ce n'est pas qu'ils y renoncent : c'est qu'ils ne peuvent les toucher. C'est ce que mettait en lumière M. le Garde des Sceaux, au cours de la discussion de la loi par le Sénat : on ne peut admettre une présomption de libération « de la part d'un  
« homme à qui il est interdit de faire aucune espèce  
« de paiement, qui est en état de suspension de paiement légale et définitive et contre lequel nulle  
« poursuite ne peut être exercée ».

Il n'y a donc pas de motifs juridiques qui permettent d'opposer aux créanciers du failli une prescription sans fondement à leur égard ; la mesure votée en 1901, par le Sénat sans discussion ne saurait, selon nous, se justifier en droit ; on peut seulement l'expliquer par un sentiment de bienveillance ou de pitié.

La rédaction de l'article 604 nouveau présente une particularité sur laquelle s'est expliqué le rapporteur de la loi au Sénat. Le législateur de 1838 avait indiqué que « le failli... *pourra* obtenir sa réhabilitation ». Cette formule semblait implicitement reconnaître aux Cours la faculté d'accorder ou de refuser la réhabilitation à celui qui la demandait même après paiement intégral. Nous avons dit plus haut pour

quelle raison, d'après nous, la question ne se posait pas et qu'il résultait des travaux préparatoires du Code de commerce que la réhabilitation était de droit pour le failli qui s'est intégralement acquitté.

Selon M. Bérenger cependant un doute aurait subsisté dans l'esprit de certains : « Le Code de commerce, dit-il, semblait laisser, même dans ce cas, un droit d'appréciation aux juges. Quelques documents de jurisprudence l'ont du moins ainsi décidé. Nous avons, en déclarant que la réhabilitation était de droit, supprimé ce droit : *cessante causa, cessat effectus*. Les juges n'auront plus qu'un simple pouvoir de constatation. »

Nous lisons en effet, en tête du nouvel article 604 : « Est réhabilité de droit... » Cette formule désormais doit mettre fin à toute hésitation ou controverse : la réhabilitation après paiement intégral est « de droit ».

Une autre innovation de la loi de 1903 est relative au cas de disparition, d'absence ou de refus de recevoir d'un ou de plusieurs créanciers.

Le paragraphe 3 de l'article 604 nouveau est en effet ainsi conçu : « En cas de disparition, d'absence ou de refus de recevoir d'un ou de plusieurs créanciers la somme due est déposée à la Caisse des dépôts et consignations et la justification du dépôt vaut quittance. »

Refus de recevoir ? Il semble que cette hypothèse ne puisse guère se muer en réalité ! se rencontre-t-il

jamais des créanciers qui refusent le paiement qu'on leur offre? Cela paraît à première vue peu croyable et cela pourtant se rencontre, nous dit M. Béranger :  
« Il y avait un point que je vous signalais tout à l'heure  
« et qui est le suivant : Si le créancier a disparu,  
« j'ajoute si un créancier refuse l'argent qu'on lui  
« apporte, mû par quelque sentiment de malveil-  
« lance ou de rancune — car il est difficile de com-  
« prendre un autre motif à son refus — la réhabi-  
« litation est impossible (1). »

L'utilité du paragraphe 3 de l'article 604 est donc manifeste, elle l'est encore davantage lorsqu'il s'agit de créanciers qui ont disparu, qui sont absents. Que faire en effet dans ces cas? Comment leur rembourser leur dû et obtenir d'eux la quittance libératrice? La consignation seule est possible.

Le texte de la loi de 1838 cependant était muet à cet égard, il y avait là une lacune à combler.

Rappelons néanmoins qu'un droit prétorien s'était formé, sur la matière, dont le législateur de 1903 a pu utilement s'inspirer. La Cour de Lyon suivie par celles de Bordeaux, Paris et Nancy, avait en effet décidé le 29 juin 1865 que « le demandeur en réhabilitation  
« peut être autorisé à consigner pendant un temps  
« déterminé le montant en principal et accessoires  
« des sommes dues à des créanciers dont l'identité et  
« le domicile n'ont pu être constatés » (2).

Malgré les avantages certains de la disposition qui

1. Rapport au Sénat.

2. D. P., 1865.2.191 et 1878.5.275.

nous occupe, il serait puéril de dissimuler qu'elle peut, dans certains cas, faciliter la fraude. Il n'est pas impossible qu'un failli cherche et parvienne à faire passer pour disparu un créancier qui a simplement changé de domicile et que, peut-être grâce à quelque collusion frauduleuse, ce failli obtienne sa réhabilitation en consignait une somme inférieure au montant réel de sa dette. En effet, dans cette hypothèse, il n'est pas d'opposition possible, le créancier lésé étant absent. Si plus tard ce créancier reparait, il pourra, sans doute, aux termes de la jurisprudence, poursuivre le recouvrement de sa créance contre l'ancien failli (1) mais celui-ci continuera de bénéficier d'une réhabilitation frauduleusement obtenue.

En somme, la consignation ne satisfait qu'à demi au vœu de la loi. Mais il faut choisir entre deux dangers : ou bien il adviendra parfois qu'un failli malhonnête obtiendra sans droit sa réhabilitation ; ou bien un débiteur consciencieux sera exposé à se voir pour toujours privé de ses droits par suite de l'insouciance, de la disparition ou de la malveillance d'un créancier. Le premier danger nous paraît certainement moins grand que le second, aussi la solution adoptée par la loi de 1903 est-elle, à nos yeux, sans contredire la meilleure.

Voilà donc que nous pouvons déjà noter à l'actif de la loi de 1903, deux innovations précieuses pour

1. Civ., 20 mai 1846. D. P., 1846.1.185. Conclusions précitées de l'avocat général de Prandières sous Lyon, 29 juin 1865.

le failli qui aspire à la réhabilitation : 1° dispense de payer les intérêts au delà de cinq années ; 2° possibilité de consigner quand le créancier a disparu ou refuse de recevoir.

## § 2. — *Réhabilitation facultative*

Le vote du nouvel article 605 (loi du 30 décembre 1903) a porté aux principes fondamentaux de la réhabilitation des faillis un coup très rude. Il ne s'agit plus là de modification de détail ou d'application, il s'agit de l'introduction dans la loi d'une base d'appréciation toute différente ; jusque-là on n'avait pas pensé qu'un failli pût être réhabilité autrement que par le paiement intégral. Désormais au contraire, des moyens nouveaux vont être donnés au débiteur pour se décharger des incapacités qui l'atteignent.

« Article 605 : Peut obtenir sa réhabilitation en cas  
« de probité reconnue :

« Après cinq années à partir du jugement de déclara-  
« tion de faillite :

« Le failli qui, ayant obtenu un concordat, aura au  
« moment de la demande, intégralement payé les  
« dividendes promis. Cette disposition est applicable  
« à l'associé d'une maison de commerce tombé en  
« faillite qui a obtenu des créanciers un concordat  
« particulier ;

« Celui qui justifie de la remise entière de ses det-  
« tes par ses créanciers ou de leur consentement  
« unanime à sa réhabilitation. »

Laissons pour le moment de côté la disposition particulière à l'associé d'une maison de commerce, qui sera utilement examinée dans un chapitre spécial.

I. — *Conditions d'ordre général.*

1° La première ligne de l'article 605 nous frappe tout d'abord. Elle s'oppose naturellement à celle de l'article 604. Nous lisons tout à l'heure : « Est réhabilité de droit » ; cette phrase établit dans les termes comme dans l'esprit de la loi la réhabilitation de droit après paiement intégral et consacre en cela l'interprétation traditionnelle. L'article 605, à son tour, établit la *réhabilitation facultative*, et cela est une nouveauté.

Qui dit *faculté* dit *appréciation*. La réhabilitation facultative est donc purement judiciaire. La demande du failli qui souhaitera bénéficier de l'article 605 sera soumise à l'examen des magistrats qui auront à décider souverainement si le demandeur est ou n'est pas « de probité reconnue ». Jadis c'était très simple ; la Cour ne jouissait que d'un pouvoir de contrôle ; elle devait dire : un tel a payé ou un tel n'a pas payé. Maintenant elle a le droit et le devoir de vérifier si le demandeur est d'une *probité reconnue*, cette honnêteté officiellement constatée étant la condition essentielle et primordiale de la réhabilitation commerciale facultative.

Celle-ci est évidemment issue du mouvement d'opinion très vif créé en faveur des faillis par les récen-

tes lois sur la réhabilitation des condamnés de droit commun. Il s'est produit une confusion dans les esprits. Le caractère pénal des dispositions sévères concernant les faillis a fini par l'emporter aux yeux de tous sur leur caractère préventif. De là une tendance chaque jour plus marquée à différencier entre eux les débiteurs qui cessent leurs paiements.

Originellement, on a mis d'un côté les faillis simples, de l'autre les délinquants et les criminels. Cela n'a pas suffi. La loi de 1889, en instituant la liquidation judiciaire, a créé parmi les faillis simples une catégorie de débiteurs privilégiés.

La loi du 30 décembre 1903 classe à son tour les faillis au point de vue de la réhabilitation. Il y a les faillis de *probité reconnue* et ceux qui ne le sont pas. Parmi les premiers, il y a ceux qui ont fait faillite depuis moins de cinq ans et ceux qui sont en faillite depuis plus de cinq ans. Dans les rangs de ces derniers, il y a les concordataires qui ont payé les dividendes promis et enfin ceux qui ont obtenu la remise entière de leurs dettes ou le consentement de tous leurs créanciers.

Ainsi, les éléments les plus divers entrent maintenant en ligne de compte. L'opération de la réhabilitation devient infiniment complexe et, de tout cela, il résulte que, pour être replacé dans la catégorie des commerçants sans reproche, il n'est pas nécessaire d'avoir réparé les pertes dont on est l'auteur.

Voyons maintenant de plus près quelles sont les

conditions auxquelles la réhabilitation de l'article 605 peut être obtenue.

2<sup>e</sup> La deuxième condition posée par l'article 605 (§ 2) est une condition de durée. Nous voyons là apparaître l'une des règles inscrites dans la loi de 1899 sur la réhabilitation de droit des condamnés. En ce qui concerne ces derniers, cette règle se fonde à la fois sur la durée de la peine et sur l'espoir de l'amendement du coupable. Le législateur, estimant que la loi pénale se doit préoccuper autant de la guérison morale du délinquant que de la sécurité sociale, encourage cette guérison par la perspective de la réhabilitation de droit qui replace ses bénéficiaires dans la classe des honnêtes gens, sans l'intervention des tribunaux. On peut ainsi épargner au condamné les enquêtes judiciaires qui, en réveillant le souvenir de faits répréhensibles alors qu'ils sont complètement oubliés, rendraient le futur réhabilité suspect et empêcheraient son reclassement.

Il est difficile à première vue de concevoir ce que viendrait faire dans notre matière l'idée d'amendement du coupable. Il est admissible en effet de soutenir qu'il dépend d'un homme jouissant pleinement de ses facultés mentales, de ne pas commettre de délit et par conséquent, s'il en a commis, de ne pas les renouveler. Mieux même, cette conception est le seul fondement du droit pénal qui suppose essentiellement l'intention frauduleuse chez le délinquant. Si l'on excepte le cas de quelques délits conventionnels, là où il n'y a pas cette intention il

n'y a pas délit. Il faut donc extirper cette volonté mauvaise, l'empêcher de se manifester de nouveau. On peut tendre à ce but par la force ou par la douceur. La première méthode use des peines ; la seconde fait luire aux yeux du condamné l'espoir de l'oubli.

Au contraire, les moyens de coercition physique ou morale n'ont pas, selon nous, logiquement leur place dans notre matière. Il serait absurde de prétendre provoquer l'amendement des faillis et de supposer que cet amendement puisse dans certains cas être obtenu au bout de cinq années au lieu que dans d'autres il ne se produirait que beaucoup plus tard. La faillite ne suppose pas chez le débiteur une intention mauvaise. Le seul fondement raisonnable de la réhabilitation des faillis, c'est l'intérêt social.

On peut considérer qu'il y a un intérêt social à replacer dans la classe des électeurs des hommes qui ont cessé leurs paiements il y a plus de cinq ans ; ou au contraire on peut estimer que l'intérêt social réclame impérieusement l'exclusion de cette même classe de tous les faillis qui n'ont pas payé intégralement leurs dettes.

Pendant un siècle, nous l'avons dit, le second système a triomphé du premier. On se faisait de l'honneur commercial et de la sécurité économique du pays une idée qui ne permettait pas de traiter de même les faillis et leurs victimes. Voici quelques années, la situation s'est modifiée. Alors qu'on s'est mis à parler beaucoup plus que jadis de l'intérêt so-

cial, on a, au nom de cet intérêt social, agi dans l'intérêt individuel de chaque failli. On croit être social et l'on est seulement pitoyable... à moins que l'on ne soit simplement politique.

Dans tous les cas, on ne saisit pas quel peut être le fondement juridique de la réhabilitation par un certain laps de temps dans la matière qui nous occupe. La seule explication plausible de la réforme accomplie en 1903 est dans le sentiment de pitié éveillé par la comparaison de l'état du failli, qui en principe n'est pas moralement coupable, avec celui du condamné de droit commun dont la condamnation suppose nécessairement une infraction aux lois pénales toujours, à la loi morale presque toujours, avec accompagnement d'intention frauduleuse.

## II. — *Conditions d'ordre particulier.*

Les deux premiers paragraphes de l'article 605 posent les conditions générales de la réhabilitation facultative ; les deux derniers divisent les bénéficiaires éventuels en deux catégories : la première comprend les concordataires qui ont intégralement payé les dividendes promis ; la deuxième, ceux qui ont obtenu de leurs créanciers une remise de dette entière ou un consentement unanime.

1° Ainsi, tous les faillis ne bénéficient pas de la réhabilitation, par cinq années écoulées. Le législateur exerce parmi eux une sélection en se fondant sur l'attitude même des créanciers à leur égard. Plus

les créanciers se montrent exigeants relativement au règlement de ce qui leur est dû plus fortes sont les barrières que la loi oppose à la réhabilitation des faillis.

L'influence du droit étranger s'est fait ici sentir. Les exemples que l'on y a puisés ont apporté un renfort puissant aux partisans de la loi nouvelle.

Nous avons indiqué d'un mot déjà que dans bien des législations l'issue de la faillite avait une action sur la capacité du failli ou sur son droit à la réhabilitation.

Un principe nouveau est apparu faisant échec au vieux principe, jnsque-là incontesté, du paiement intégral. Nous avons dit plus haut ce que devait être le paiement intégral et noté qu'il ne consistait pas dans l'accomplissement loyal et complet d'une transaction mais bien dans l'acquit total de la dette. En 1903, au contraire, tout a changé. L'obligation du paiement intégral reste bien écrite dans la loi et permet seule l'obtention de la réhabilitation, sans condition de délai. Mais, dans le domaine de la pratique, cette obligation n'est guère plus qu'un mythe par suite de l'institution de la réhabilitation facultative.

Que faut-il penser de cette dernière ? La conception nouvelle qui trouve son expression dans l'article 604 se révélait en termes presque identiques dans la proposition de loi rédigée par la Commission du Sénat ; elle fut très vivement discutée par certains Tribunaux et Chambres de commerce invités à faire connaître leur avis : on y vit l'œuvre d'une sen-

sibilité exagérée et mal placée qui se retournerait peut-être contre celui qu'on voulait précisément protéger : « Il est aisé de penser, dit à cet égard la « Chambre de commerce de Lille (1) que le créancier qui, aujourd'hui, se laisse aller souvent à voter « un concordat proposé à des conditions très basses, « sera beaucoup moins porté à l'indulgence; lorsqu'il considérera qu'en vertu de ce vote il renoncera « à tous droits ultérieurs sur son débiteur. » L'idée est évidemment celle-ci : les créanciers sont assez disposés à accorder à leur débiteur des facilités matérielles quand ces facilités leur sont profitables et ont pour objet de permettre au débiteur de continuer ses affaires pour le plus grand bien de tous. Chacun trouve son compte dans un concordat, les créanciers autant que le débiteur. Les premiers, avec l'ancienne législation, pouvaient légitimement, conserver l'espoir que le failli concordataire, soucieux de recouvrer sa pleine capacité, ferait pour eux plus qu'il n'avait promis. La proposition nouvelle au contraire tue cette espérance. Comment escompter raisonnablement en effet que le débiteur réhabilité par la seule exécution du concordat se préoccupera du remboursement intégral ?

Le failli reclassé par la réhabilitation voit son insolvabilité relative consacrée par la loi et les tribunaux ; qui dit réhabilitation dit réparation complète. Ainsi se trouve éteint forcément le droit des créan-

1. Séance du 22 novembre 1901. Délibération sur la proposition de la loi relative à la réhabilitation des faillis.

ciers. Or l'exécution du concordat ne constitue pas de la part du failli un effort méritant une éclatante récompense.

C'est ce que relève très justement à son tour le Tribunal de commerce de Rouen (1) : « Qu'est-ce en  
« effet que le concordat ? un minimum moyennant  
« lequel le failli, de dessaisi qu'il était, se trouve réin-  
« tégéré à la tête de ses biens. Or, d'où vient dans ce  
« contrat l'effort, c'est-à-dire le mouvement méritoire  
« que M. Béranger se propose de récompenser ? N'est-  
« ce point du créancier qui renonce bénévolement à  
« une partie de la somme qui lui est légitimement  
« due, plutôt que du débiteur qui bénéficie de cette  
« concession ? La loi l'a jusque-là entendu ainsi ; et  
« la preuve c'est qu'elle a prévu une sanction au cas  
« où le failli ne tiendrait pas ce minimum qu'il s'est  
« engagé à servir à ses créanciers et cette sanction  
« c'est la résolution du concordat, c'est-à-dire la re-  
« chute dans la faillite. Et voilà que par suite de la  
« proposition dont nous sommes saisis, il ne s'agit  
« plus de punir celui qui n'observe pas les conditions  
« de son concordat, mais bien de le récompenser, s'il  
« les tient, en le réhabilitant. La mesure est vérita-  
« blement exagérée et son adoption par le Sénat por-  
« terait atteinte à la moralité commerciale. »

Après avoir ainsi rappelé les principes et nettement mis en lumière la contradiction qui existe entre les notions mêmes de faillite et de concordat, telles qu'el-

1. Délibération du 10 juillet 1900.

les nous sont données par le Code de commerce, et la législation nouvelle proposée pour la réhabilitation, le tribunal de commerce admet néanmoins que la réhabilitation serait admissible au profit du débiteur concordataire « ayant obtenu son concordat moyennant promesse de payer 100/100 de son passif dans un délai déterminé et en ayant rempli les conditions ».

Dans ce cas, en effet, le failli se trouverait avoir payé le montant intégral du principal de sa dette et sa situation ne différerait de celle prévue par l'article 604 que sur un point : son concordat le dispenserait du paiement des intérêts auquel, sans lui, il serait demeuré astreint.

Il paraît difficile de ne pas reconnaître aux motifs invoqués par la Chambre de commerce de Lille et le Tribunal de commerce de Rouen beaucoup de force. Quand le législateur cesse en effet de se laisser guider par de pures considérations de droit et cède à la pression des sentiments, il tombe forcément dans l'arbitraire et se trouve fréquemment amené à édifier des systèmes dénués de fondement juridique. Tel paraît être le cas qui nous occupe. Il n'est même pas démontré que l'intérêt social trouve son compte à la législation de 1903. Le résultat certain de celle-ci est en effet de réduire singulièrement la notion de l'honneur commercial, de diminuer les craintes que peut inspirer la faillite en faisant apparaître que les conséquences de cet événement sont temporaires et par là peu graves. La sécurité commerciale devrait,

semble-t-il, singulièrement souffrir de cet amoindrissement de la conscience du négociant.

Est-il sûr au moins que les défenseurs les plus ardents des intérêts du failli, ceux-là qui, sous l'empire d'un sentiment respectable, perdent peut-être un peu de vue l'intérêt des créanciers, aient fait œuvre très bonne pour le failli? Ce n'est jamais rendre service à un individu que de rabaisser le niveau de son être moral. Il est à craindre d'autre part qu'un concordat, comme le signalait la chambre lilloise, soit plus difficilement accordé au failli sous le nouveau régime, les créanciers voulant éviter une réhabilitation trop rapide qui compromettrait leurs intérêts.

Si l'on accorde autant ou presque autant de concordats, ils seront probablement plus rigoureux et les cas de rechute dans la faillite avec toutes ses conséquences risquent ainsi d'être plus fréquents qu'avant la loi de 1903.

Une autre objection fut faite par M. Fortier, sénateur de la Seine-Inférieure, au cours de la discussion au Sénat. Qu'advient-il, demanda l'honorable parlementaire, si après la réhabilitation, un nouvel élément d'actif est découvert? La faillite sera-t-elle rouverte et si elle est rouverte, quelle sera la situation du débiteur antérieurement réhabilité?

C'était là, en effet, une question importante. La réhabilitation intervenue mettait-elle le failli à l'abri de toute poursuite de la part de ses créanciers et

lui conférerait-elle envers et contre tous un brevet d'honnêteté conservée ou reconquise ? « Si le failli ré-  
« habilité, d'après la nouvelle loi, recueille un élé-  
« ment d'actif, que se passera-t-il ? Il semble bien que  
« la faillite est clôturée, qu'il n'en sera plus ques-  
« tion. Qui sera autorisé à venir rouvrir la faillite ?  
« Aurez-vous une faillite ouverte alors que vous  
« aurez un homme réhabilité ? Si la faillite est rou-  
« verte, c'est donc qu'elle continue d'exister (1). » A  
cette préoccupation le rapporteur a répondu dans  
les termes suivants : « La réhabilitation est une mesure  
« gracieuse prise en faveur du failli, mais elle ne  
« peut, en quoi que ce soit, modifier les droits des  
« créanciers. Ces derniers dans certaines circons-  
« tances, ont le droit de faire rouvrir la faillite.  
« C'est le cas que l'honorable M. Fortier vous a indi-  
« qué. Il arrive au failli quelque élément de fortune  
« imprévu : c'est une succession, ce sont des gains  
« particuliers auxquels on ne songeait pas... Les  
« créanciers ont, dans ce cas, le droit de faire rouvrir  
« la faillite Qu'advient-il si la réhabilitation a  
« été accordée ?

« Eh bien, il en sera absolument de même et je  
« n'ai pas de raison d'en douter.

« M. Fortier nous a dit, il est vrai : « Mais du mo-  
« ment que le failli sera réhabilité, il n'y aura plus  
« de faillite. »

« Messieurs, les mots mêmes que M. Fortier a em-

1. M<sup>r</sup>. Fortier, au Sénat.

« ployés : réouverture de la faillite, indiquent bien  
« que, sans réhabilitation, la faillite avait cessé, c'est  
« même pour cela qu'il y avait lieu de la faire ou-  
« vrir de nouveau. Il en sera de même en cas de  
« réhabilitation.

« La situation personnelle du failli sera modifiée,  
« mais il ne sera rien changé aux droits des créan-  
« ciers. La réhabilitation n'empêchera pas, en effet,  
« le failli de rester débiteur vis-à-vis de ses créan-  
« ciers. Il ne sera nullement libéré à leur égard de  
« ses anciennes obligations.

« La réouverture, à quoi équivaldra-t-elle ? Elle  
« équivaldra à une nouvelle faillite prononcée. »

Sur une nouvelle et plus pressante question de  
M. Fortier, le rapporteur apporte une précision plus  
grande et fait les déclarations suivantes : « Voilà  
« un failli qui s'est montré digne d'être réhabilité.  
« Il l'a été. Or, il se trouve que, dans le cas indiqué,  
« il a manqué à la loyauté et à l'honneur ; n'accom-  
« plissant pas les obligations auxquelles il était  
« tenu, il est remis en faillite et les conséquences  
« seront les mêmes pour les créanciers comme pour  
« lui, que celles de la première déclaration de fail-  
« lite. »

Ce qui signifie à n'en pas douter que le débiteur  
perd ce qui était pour lui le plus clair bénéfice de  
la réhabilitation, ses droits politiques et autres. Il  
est de nouveau frappé par toutes les incapacités in-  
hérentes à l'état de faillite. La réhabilitation, en ce  
cas, lui a procuré seulement le bénéfice d'une sus-  
pension momentanée de cet état. Comme d'ailleurs

il résulte de la réouverture de la faillite que cette faveur avait été obtenue par des moyens frauduleux, il est juste qu'elle ne continue plus à produire ses effets lorsque l'indélicatesse du failli est dévoilée.

Les objections des parlementaires partisans de l'état de choses établi pas plus que celles des Tribunaux et des Chambres de commerce ne triomphèrent du courant d'opinion qui avait suscité la proposition Béranger. Il fut admis que les faillis concordataires pourraient être réhabilités quand ils auraient exécuté les conditions de leur concordat.

2° Devait-on aller plus loin et admettre la réhabilitation facultative en faveur de faillis non concordataires, de faillis même qui n'auraient rien payé de leurs dettes ?

Le législateur de 1903 l'a pensé et consacre à cette catégorie de faillis le dernier paragraphe de l'article 605 : « Celui qui justifie de la remise entière de ses  
« dettes par ses créanciers ou de leur consentement  
« unanime à sa réhabilitation. »

Cette disposition se subdivise d'elle-même de façon bien apparente en deux termes distincts. Ou bien les créanciers ont accordé une remise formelle et complète de la dette, ou bien ils consentent unanimement à la réhabilitation ; le mode de clôture des opérations de faillite n'est pas envisagé. Cependant, on ne peut appliquer cette disposition quand il y a eu clôture pour insuffisance d'actif : les créanciers dans ce cas pouvant n'être pas tous connus, l'unanimité néces-

saire ne pourrait être réunie. Au surplus, la clôture pour insuffisance d'actif étant une suspension des opérations de faillite plutôt qu'une solution de la faillite, puisque le dessaisissement du failli ne cesse pas, on comprendrait difficilement qu'il puisse être dans ce cas question de réhabilitation (V. Thaller, *op. cit.*, p. 1064).

Ce paragraphe de l'article 605 a été généralement bien accueilli et fut voté sans grande difficulté. Et cela s'explique ! L'idée fondamentale en est évidemment celle-ci : La société n'a pas le droit d'être plus sévère que les créanciers. Or les créanciers, dans la circonstance, en renonçant formellement à recouvrer le surplus de leurs créances ou en consentant unanimement à la réhabilitation prennent une décision nette, claire, qui ne peut être attribuée à de la lassitude ou de la légèreté de leur part. Certes, cette faveur peut avoir pour conséquence d'amoinvrir les efforts du débiteur. Mais les créanciers restent maîtres de la dispenser comme ils l'entendent. Évidemment ils ne l'accorderont qu'après avoir constaté des mérites réels chez ceux qui la solliciteront. Le chantage, la lassitude des créanciers ne sont pas à craindre dans un cas où l'unanimité est nécessaire. On concevrait la possibilité du premier à l'égard d'une ou deux personnes ; cette possibilité disparaît en présence de l'exigence de la loi. La négligence pourrait exister de la part de quelques-uns ; trop de facilité pourrait aussi se rencontrer chez un créancier riche, elles ne peuvent être redoutées chez tous. Par des-

sus tout d'ailleurs, le contrôle du tribunal demeure, puisque cette réhabilitation est purement facultative et ne s'impose pas comme un droit. Le juge restera donc libre de dire que le mérite du débiteur est insuffisant, que les créanciers ont été abusés par lui et qu'il n'y a pas lieu d'accueillir la demande.

3° Les auteurs de la proposition de loi, la commission du Sénat avaient été beaucoup plus loin encore. Non contents de faciliter largement la réhabilitation, après cinq années, du débiteur qui a payé ses créanciers, dans les termes du concordat, ou obtenu une remise de dette, ils avaient jugé possible d'admettre la réhabilitation alors même que les créanciers n'auraient reçu aucune satisfaction ni accordé aucune remise ni consentement. Entraîné par les sentiments généreux de son cœur, frappé par quelques cas particuliers dont il citait l'un à la tribune, M. Bérenger, au nom de la commission, demandait au Sénat de placer à la suite des paragraphes précédemment votés de l'article 605 la disposition suivante :

« Après dix années, dans les mêmes conditions : Le  
« failli reconnu excusable par le jugement, qui jus-  
« tifie qu'il s'est libéré dans toute la mesure compa-  
« rable, avec l'état de ses ressources et qu'il est, mal-  
« gré ses efforts persévérants, dans l'impossibilité de  
« s'acquitter entièrement. »

Avec le vote de ce texte, on tombait nécessairement dans l'arbitraire. Là, rien de fixe : ni concordat ni

remise de dettes, ni consentement unanime des créanciers : des allégations du failli plus ou moins étayées par des justifications dont la nature restait indécise ? Quant aux créanciers ils étaient absolument désarmés, n'ayant pour tout recours que leur droit d'opposition et demeurant exclus de l'instance par l'article 608 nouveau comme par l'ancien. Le rapporteur, à la page 17 de son rapport, était obligé de faire cette déclaration : « La presque unanimité  
« des tribunaux consultés, il faut le reconnaître, re-  
« poussaient cette disposition. »

Le Tribunal consulaire de Rouen signalait, dans sa délibération du 10 juillet 1900, les dangers encourus, insistant particulièrement sur celui qui résulterait de l'arbitraire et rappelant le mot de Jules Simon :  
« La justice n'est la justice qu'à la condition qu'elle  
« soit rendue en vertu de règles fixes enchaînant la  
« conscience des juges. »

La Chambre de commerce de Lille, de son côté, dans sa délibération du 22 novembre 1901, s'élevait contre la possibilité d'une assimilation quelconque entre la réhabilitation du failli et celle du condamné. Ce dernier n'a pas d'autre moyen que sa bonne conduite de prouver son amendement : « Mais tout  
« autre est la situation du débiteur. Il ne s'agit pas  
« de savoir s'il s'est amendé ; une vie sans reproche  
« n'ayant pas effacé la cause de sa déchéance. Un  
« seul mode de réhabilitation doit s'offrir à lui, c'est  
« de payer. Comment d'ailleurs apprécier si le failli  
« a fait des efforts persévérants pour s'acquitter ?

« N'est-ce pas la faveur et l'arbitraire qui entrai-  
« neront la décision du juge ?

« Les moyens offerts au débiteur pour se réhabi-  
« liter sont réellement trop simples. Jusqu'ici il ar-  
« rivait que des faillis, par un vif effort de travail et  
« d'intelligence, parvinssent à désintéresser intégral-  
« lement leurs créanciers. S'imposeraient-ils à l'avè-  
« nir les mêmes sacrifices ? Il est permis d'en dou-  
« ter. Ne faut-il pas supposer qu'ils attendront pa-  
« tiemment l'expiration des dix années pour deman-  
« der au bout de ce terme la réhabilitation gratuite. »

MM. Théodore Girard et Chaumié, obéissant au même sentiment qui avait dicté ces délibérations, élevèrent vigoureusement la voix au Sénat dans l'intérêt des créanciers : « J'estime, dit le second, qu'en-  
« tre un créancier qui perd et un débiteur qui ne  
« paye pas, toute la pitié ne doit pas aller au débi-  
« teur. »

M. Théodore Girard demandait, quant à lui, que si le vote de la proposition était obtenu, on y apportât un correctif par le vote d'un article 608 donnant aux créanciers non plus seulement un droit d'opposition illusoire mais un véritable droit d'intervention dans l'instance, justifié suffisamment par l'intérêt du créancier. C'était là d'ailleurs simplement demander l'application du droit commun à notre matière.

Le Sénat, appelé à se prononcer sur la proposition de la Commission, la rejeta purement et simplement et limita l'article 605 aux dispositions que nous avons précédemment analysées.

### III. — LOI DU 23 MARS 1908.

Dans le temps où le Sénat votait la loi du 30 décembre 1903, la Chambre des députés était saisie de propositions de loi beaucoup plus favorables au failli ; nous voulons parler des propositions Berry et Lauraine.

Celle de M. Berry notamment, dont son auteur justifiait l'opportunité par un rapprochement impressionnant entre le sort du voleur condamné à six mois de prison au plus et réhabilité au bout de dix ans (Loi 11 juillet 1900, art. 10) et le sort du failli, incapable jusqu'au paiement intégral, était aussi radicale que brève. Elle ne comprenait qu'un article aux termes duquel : « Lorsqu'il se sera écoulé dix ans après sa « déclaration de faillite, la réhabilitation sera acquise « de plein droit au failli qui, depuis cette époque « n'aura subi aucune condamnation (1). »

La proposition Lauraine se rapprochait davantage de la loi votée au Sénat. Comme cette dernière, elle établissait des degrés, mais au lieu d'une réhabilitation, dans certains cas facultative, elle ne comportait qu'une réhabilitation de droit. Il n'était plus question de « probité reconnue ».

Dans les cas les moins favorables, la seule condition de cet ordre était l'absence de condamna-

1. *J. Off.* Doc. parl. Chambre, p. 368 (Chambres annexes S. E , 13 décembre 1902) Annexe n° 499, séance du 28 novembre 1902.

tion depuis le jugement de faillite. L'auteur de la proposition, continuant même une confusion fâcheuse entre l'état de faillite et le délit, s'exprimait ainsi : « Seront réhabilités s'ils n'ont subi de *nouvelles* condamnations à une peine autre que l'amende « depuis le jugement prononçant la faillite. » On ne saurait trop s'élever contre cet abus de langage qui révélait une fâcheuse méconnaissance de la véritable situation du failli ou une tendance également regrettable à créer ou maintenir une erreur favorable à la nouvelle disposition proposée. Sous la seule condition d'honnêteté relative que nous venons de rappeler, tous les faillis auraient été réhabilités de droit après des périodes de temps plus ou moins longues, suivant les cas. L'excusabilité, faveur sans portée depuis la suppression de la contrainte par corps, devait jouer dans la loi nouvelle un rôle important. Il en était tenu compte pour abréger les délais.

Dès la transmission du texte voté par le Sénat le 29 novembre 1901, la Commission, qui sans doute reflétait l'opinion de la majorité de la Chambre, manifesta sa tendance en confiant à ce même M. Octave Lauraine, auteur de la proposition que l'on sait, la tâche de faire le rapport sur la proposition de loi votée par le Sénat et l'on ne saurait s'étonner de trouver reproduits dans ce rapport tous les arguments déjà développés devant la Chambre Haute par les partisans d'une réforme plus large. *L'honneur commercial* justifie-t-il, se demande à son tour le rapporteur, les mesures rigoureuses prises à l'égard du

failli ? Ne peut-on craindre que le défaut d'harmonie entre les lois qui régissent la réhabilitation pénale et celles qui organisent la réhabilitation commerciale n'amènent des résultats choquants et immoraux ? et ici reparaît la lamentable histoire du commerçant qui, volé par son caissier et par ce fait acculé à la faillite, traînerait encore à sa suite le boulet des incapacités du Code de 1807, alors que son voleur, après avoir purgé sa peine mais s'être abstenu de rembourser sa dette, réhabilité de droit au bout de dix ans, jouirait en paix d'un bien mal acquis et d'une honorabilité reconquise ? On aurait pu aisément répondre que le commerçant victime d'un tel vol, trouverait auprès de ses créanciers des facilités ; que, dans tous les cas, il obtiendrait la liquidation judiciaire et, à un autre point de vue, qu'il pourrait poursuivre son voleur en justice ou lui demander des dommages-intérêts. Mais c'étaient là des arguments de fait et de droit qui n'avaient rien à faire avec le sentimentalisme de la Chambre et n'auraient pas influé sur son vote. Ce que nous voulons seulement noter, c'est l'état d'esprit dans lequel les députés ont accueilli l'œuvre du Sénat. Cet état d'esprit apparaît très nettement dans les quelques lignes du rapport que nous citons ici : « De l'examen auquel votre « commission s'est livrée, il résulte que le texte voté « par le Sénat n'apporte pas toutes améliorations « souhaitables à l'état de choses actuel. »

« Mais, tel qu'il est, ce projet peut être considéré.  
« *comme une première étape vers la réforme complète*

« Aucune de ses dispositions ne constitue un obsta-  
« cle à de nouvelles et plus profondes modifications  
« de la législation en vigueur. »

Et plus loin : « Ceux de nos collègues qui, comme  
« votre rapporteur, comme votre Commission, esti-  
« ment qu'il y aurait lieu d'amender dans un sens  
« plus large la proposition qui vous est soumise au-  
« ront toute facilité de discuter leur opinion lorsque  
« sera déposé le rapport sur la proposition de M. Lau-  
« raine. »

« En attendant, et pendant les lenteurs de la pro-  
« cédure parlementaire, les faillis honnêtes trouve-  
« ront une atténuation sensible à leur situation. »

La proposition votée par le Sénat ne devait donc constituer qu'une pierre d'attente, une étape, sans doute bientôt franchie. Pour éviter des discussions interminables et faire de suite quelque chose pour les faillis, on vota cette première loi. On sentait et l'on savait par l'expérience faite que le Sénat n'était pas mûr pour une réforme plus large. Il fallait attendre.

On n'attendit pas longtemps. La question se posa de nouveau dès 1905 à propos de l'amnistie. La Chambre comprit les faillis au nombre des bénéficiaires de cette mesure, le Sénat au contraire les écarta. En 1906 la même manœuvre se renouvela suivie du même résultat, mais, cette fois encore, le Sénat, cédant à la pression exercée sur lui par la Chambre, remit en chantier une nouvelle loi relative à la réhabilitation des faillis.

La loi de 1903 avait inauguré les réhabilitations

« facultative » et « partielle automatique ». La loi de 1908 va plus loin et institue une « réhabilitation complète automatique ». C'est la grande réforme accomplie par la loi nouvelle, réforme qu'une partie du Sénat avait essayé de faire triompher dès 1903 mais qui avait rencontré alors une opposition irréductible. On peut le noter dès l'abord, cette réhabilitation automatique par le seul fait du temps écoulé a en somme précisément le même inconvénient fondamental que l'amnistie repoussée par le Sénat ; en fait la situation créée est la même : tous les faillis, quels qu'ils soient, sont englobés dans la même mesure : Le danger est celui que l'on avait déjà signalé en 1903 : le failli ne s'embarrassera plus d'acquiescer par des sacrifices une réhabilitation qui lui viendra tout naturellement au bout de dix années. Il faut considérer d'ailleurs que les requêtes à fin de réhabilitation, n'étant en général introduites que plus de dix ans après la déclaration de faillite, deviennent absolument inutiles avec la nouvelle loi ; on peut dire qu'il n'y aura plus de requêtes ou peu s'en faudra.

Il est inutile d'examiner en détails les motifs qui déterminèrent le législateur de 1908. L'idée dominante est toujours celle-ci : la société n'a pas le droit d'être plus rigoureuse à l'égard des faillis qu'à l'égard des délinquants.

§ 1<sup>er</sup>. — *Propositions diverses.*

Un texte de M. Théodore Girard, déposé le 30 septembre 1907 sur le bureau du Sénat, servit de matière aux travaux de la Haute Assemblée.

Ce texte n'apparut pas tout d'un coup et sans préparation. Il vint après d'autres plus hardis ; ce fut en somme un texte de conciliation entre la loi de 1903 et des propositions très radicales qui furent faites d'abord.

La première proposition de loi déposée émanait de M. Vagnat, sénateur, rapporteur de la proposition de loi d'amnistie votée par la Chambre. En même temps que la commission du Sénat décidait le 9 juillet 1907 de refuser aux faillis le bénéfice de l'amnistie, elle engageait M. Vagnat à déposer une proposition de loi visant leurs droits civils et politiques (1).

M. Vagnat fit immédiatement table rase des incapacités civiles et politiques : « Tous les articles de « loi visant les droits civils et politiques des faillis « simples et des liquidés judiciairement sont abrogés » (art. 1<sup>er</sup>). Seules les conséquences commerciales de la faillite devaient subsister (art. 2). Le casier judiciaire ne porterait plus trace de la mention de faillite simple (art. 3). Cependant la réhabilitation com-

1<sup>er</sup> Rapport Vagnat. *J. Off. Doc. parl. Sénat*, annexe n° 16, p. 5 (1908) et annexe n° 276 (1907).

merciale serait conservée car seule elle permettrait au failli de recouvrer l'éligibilité aux fonctions de juge aux Tribunaux de commerce, d'escompter à la Banque et de représenter à la Bourse (art. 4 et 5). Les formes de la réhabilitation seraient celles de la loi de 1903.

L'auteur du projet estimait que les modifications proposées par lui, en rendant aux faillis malheureux « la plus grande partie des droits civils et politiques dont ils étaient privés », respectaient les droits des tiers et sauvegardaient le bon renom du commerce français.

On ne peut s'empêcher d'être moins optimiste : certes les droits des tiers étaient respectés strictement, mais les chances de remboursement intégral ou partiel étaient diminuées sensiblement, le failli conservant tous ses droits civils et politiques : éligibilité, électorat, port des décorations, etc. D'autre part, si le bon renom du commerce paraissait sauvegardé par les articles 4 et 5 du projet, le lustre de nos assemblées électives ne pouvait qu'être singulièrement diminué par la présence, parmi les législateurs de faillis jugés pourtant indignes d'être pourvus des charges consulaires. Il aurait été ainsi permis de devenir député, sénateur ou même garde des Sceaux à un homme que la faillite rendait incapable d'exercer la justice commerciale. Hypothèse ? C'est vrai, mais rendue menaçante par des manifestations telles que celles auxquelles le monde a assisté sur le nom d'un ancien ministre d'une nation voisine,

condamné pour concussion et néanmoins toujours réélu !

Cette proposition, déposée le 11 juillet 1907, fut le même jour renvoyée à la commission d'amnistie du Sénat. M. le sénateur Gourju présenta, au cours des délibérations de celle-ci, un amendement qui revêtait les caractères d'un véritable contre-projet. A l'article 1<sup>er</sup> de M. Vagnat supprimant, d'un seul coup, toutes les incapacités civiles ou politiques résultant de la faillite, il en substituait un autre qui les limitait seulement : « les seules incapacités politiques » ou civiles résultant de la faillite seront les suivantes ». Le failli devait être privé de l'éligibilité à toutes les fonctions jusqu'après sa réhabilitation ; s'il exerçait une fonction élective au jour du jugement déclaratif, il devait être réputé démissionnaire ; par contre, il conservait le droit d'électorat (art. 2). Les banqueroutiers frauduleux devaient perdre à la fois la qualité d'électeur et celle d'éligible (dans les termes du droit commun) mais les banqueroutiers simples ne pouvaient être retranchés des listes électorales que pendant deux ou cinq ans suivant l'importance de la peine prononcée (art. 3). L'article 4 excluait le failli non réhabilité de l'exercice des fonctions de juré, d'officier ministériel et de la profession d'avocat.

Voilà résumées les innovations contenues au projet Gourju. Point n'est besoin d'y regarder de très près pour se rendre compte que cette proposition était beaucoup plus modérée que la première puis-

que la seule véritable réforme qu'elle contenait consistait à conserver au failli l'électorat, ainsi qu'il est fait pour le liquidé judiciairement.

Certains pensent peut-être que le failli, non condamné et toujours soumis comme chacun de ses compatriotes aux charges publiques résultant notamment des impôts et du service militaire, devrait être admis à exercer par son bulletin de vote les droits corrélatifs de telles charges. ? On admet au contraire difficilement qu'il puisse, avant d'avoir réglé son dû, devenir un mandataire officiel, un homme de confiance et être chargé d'administrer la chose publique alors qu'il n'a pas su mener à bien ses propres affaires. Il paraîtrait sans doute moins étonnant qu'il jouît du droit de vote, juste compensation des charges qui pèsent sur lui. Les propositions Vagnat et Gourju, cette dernière surtout, ne portaient pas à proprement parler sur la réhabilitation du failli. Elles tendaient plutôt à en supprimer l'utilité qu'à l'organiser. Au contraire, la proposition déposée par M. Girard (1) rentrait dans le cadre des lois de réhabilitation et était simplement modificative de la loi de 1903. M. le sénateur Girard estimait qu'il serait excessif de supprimer toutes les incapacités attachées à l'état de faillite : « La loi du  
« 30 décembre 1903 qui ne touche pas aux principes  
« établis par le Code de commerce peut être, en ef-  
« fet, modifiée et complétée. Les auteurs n'ont ja-  
« mais pensé à relever tous les faillis des conséquen-  
« ces de la faillite... Ce qu'on voulait, c'est faire

1. Doc. Parl., J. O., Sénat 1907, Annexes n° 309, p. 43.

« cesser les conséquences de la faillite au profit seulement de la probité reconnue et du malheur incontesté, en leur rendant la réhabilitation plus largement accessible. »

S'inspirant de la législation étrangère et d'un projet de loi voté par la Chambre en 1885 en première lecture, projet qui admettait un système de réhabilitation partielle, l'auteur de la proposition nouvelle demandait que l'on supprimât la condition de temps imposée au failli concordataire par la loi de 1903 pour l'obtention de la réhabilitation en cas de probité reconnue.

Désormais donc, le failli concordataire, qui aurait satisfait aux conditions de son concordat, le failli simple qui bénéficierait d'une remise de dette ou aurait obtenu le consentement unanime de ses créanciers, pourraient être réhabilités sans délai : la condition des cinq années disparaîtrait (art. 605 nouveau). M. Girard complétait en outre son nouvel article 605 par l'adjonction d'un paragraphe qui reproduisait une disposition déjà proposée lors de la discussion de la loi de 1903. Cette disposition qu'il ne motivait pas spécialement tendait à établir une réhabilitation automatique presque aussi absolue que celle du droit pénal : tout failli serait réhabilité après dix années du jour de la déclaration de faillite, à condition que sa probité fût reconnue, que sa conduite eût été honorable et qu'il justifiât n'avoir pu se libérer complètement faute de ressources suffisantes (art. 605. al. dern.) : « Ce sera, dit l'auteur de la pro-

« position, affaire d'appréciation de la part des juges, qui ne feront bénéficier de la faveur sollicitée que les faillis vraiment dignes d'intérêt et non les aigrefins qui seraient tentés de faire de nouvelles dupes. » C'était peut-être compter un peu trop sans la faiblesse humaine ; le juge le plus honnête est sujet à l'erreur quand il doit juger moins sur des pièces que sur des impressions !

Voilà bien la solution mitigée que nous annoncions tout à l'heure. Avec M. Vagnat, aucune incapacité ne subsistait, avec M. Gourju l'électorat n'était jamais ôté au failli qui n'obtenait d'ailleurs aucune autre amélioration de la loi de 1903.

Dans la forme même, M. Girard suivit une voie meilleure ; il existait une loi sur la réhabilitation, le mieux lui parut être de s'en servir et de se contenter de l'accommoder aux idées nouvelles et il proposa alors cette législation moyenne, moins large que celle de M. Vagnat, mais à la fois plus et moins élastique que celle de M. Gourju. Rien n'était modifié quant à l'électorat des faillis en général, qui demeurerait réglé par la loi de 1903 et de ce côté la proposition Gourju donnait plus au failli. Par contre, M. Girard supprimait la condition de temps dans les deux cas de réhabilitation facultative prévus par l'article 605 (L. de 1903) et en ajoutait un troisième au bout de dix ans : en ce sens il se montrait plus bienveillant aux faillis que M. Gourju. Dans l'ensemble M. Girard restait plus classique ; il ne se proposait pas d'arriver du premier coup à une réforme complète,

il procédait par degrés suivant une méthode chère au Parlement : on s'effraie d'une idée la première fois qu'elle est défendue à la tribune et on la rejette au loin avec véhémence. Le temps passe, l'idée fait son chemin sourdement et quand de nouveau elle prend forme, il semble tout simple de l'accueillir. Ainsi fit M. Girard pour l'alinéa 3 de l'article 605, il prit la responsabilité de le présenter de nouveau à l'assemblée même qui l'avait rejeté cinq ans auparavant.

Il nous reste à voir ce que la Commission saisie de ces projets si divers décida.

## § 2. — *L'œuvre de la Commission.*

La Commission (elle le déclare par la bouche de son rapporteur, M. Vagnat, lui-même) a trouvé excessives les propositions Vagnat et Gourju (1) et s'est refusée, « pour conserver à notre commerce le bon « renom dont il jouit dans le monde entier », à supprimer complètement les incapacités attachées à la faillite. La loi de 1903 étant cependant, de l'aveu de tous les commissaires, insuffisante, M. Girard se chargea d'élaborer le projet que nous avons analysé plus haut.

Aux yeux de certains commissaires, le texte Girard n'apparaissait que comme le complément des propositions Vagnat et Gourju. Mais, nous dit le rappor-

1. Doc. Parl., *J. Off.*, Sénat 1908, Annexe n° 16, p. 5 (rapport fait à la séance du 6 février 1908).

teur, la Commission n'adopta pas cette manière de voir et prit comme base de discussion la proposition même de M. Girard. Elle lui fit subir un certain nombre de modifications, qualifiées *améliorations* par le rapport.

M. Girard avait laissé de côté l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 30 décembre 1903 fixant à dix années le laps de temps pendant lequel les faillis non condamnés, mais aussi non réhabilités, ne pouvaient figurer sur les listes électorales. Le premier soin de la Commission fut de corriger sur ce point le texte de M. Girard. L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 30 décembre 1903 fut modifié et l'exclusion du failli simple des listes électorales dut avoir lieu non plus pendant dix ans mais seulement pendant trois ans sous le régime de la nouvelle loi.

Le projet Girard comportait dans sa partie nouvelle (art. 605, al. 3) quelques restrictions : d'abord le failli ne pouvait être réhabilité *après dix ans* que dans le cas de probité reconnue (et dans ce cas encore, il s'agissait d'une réhabilitation *facultative*) ; ensuite, il fallait que la conduite de ce failli eût été honorable et qu'il justifiât n'avoir pu se libérer faute de ressources suffisantes. L'accomplissement de ces conditions était peut-être un peu difficile mais leur exigence garantissait au moins que la réhabilitation par simple laps de temps écoulé ne profiterait vraiment qu'à des infortunes imméritées.

La Commission demanda beaucoup moins. Dans son dispositif d'abord, nous remarquons une contra-

diction : l'article 605 en effet instituait bien toujours une réhabilitation facultative sous une condition spéciale : « Peut obtenir sa réhabilitation en cas de probité reconnue », mais le troisième alinéa ajouté à cet article ne concordait plus avec le début : « Lors-  
« qu'il s'est écoulé dix ans depuis la déclaration de  
« faillite ou de liquidation judiciaire, le failli non  
« banqueroutier et le liquidé judiciaire sont réhabi-  
« lités de droit sans remplir de formalités. »

Nous voici ramenés à une conception toute différente de la réhabilitation qui trouverait, semble-t-il, sa place uniquement à la suite de l'article 604. C'est pourtant à l'article 605 qu'on la rattache. Nous ne nous chargeons pas d'expliquer cette contradiction ? Enfin il est inutile d'insister sur le danger, maintes fois signalé déjà en matière de faillite, d'une réhabilitation purement automatique, indépendante de tout paiement et même de toute tentative de paiement. Il ne paraît pas en effet qu'on puisse se méprendre sur les intentions de la Commission qui fit disparaître complètement de son texte les réserves prudentes et sages que M. le sénateur Girard avait eu soin d'introduire dans le sien. C'est là évidemment la grande idée de la Commission, c'est l'amélioration considérable et jusque-là imprévue qu'elle jugea indispensable d'apporter à la proposition Girard ; la première était de peu d'importance en somme. Celle-ci au contraire révélait une conception absolument nouvelle et hardie jusqu'à laquelle on ne paraissait pas s'être élevée auparavant. Le

Sénat avait rejeté en 1902 la proposition de M. Bérenger présentée dans des termes à peu près identiques à ceux employés par M. Girard et cela parce qu'elle risquait d'empêcher les créanciers d'être remboursés. Cependant, en 1902, il était bien spécifié qu'il s'agissait d'une réhabilitation *purement facultative* et qui ne s'appliquerait qu'au failli « reconnu « excusable par le jugement, qui justifie qu'il s'est « libéré dans toute la mesure compatible avec l'état « de ses ressources et qu'il est, malgré ses efforts « persévérants, dans l'impossibilité de s'acquitter « entièrement ». En 1908, c'est bien autre chose; il n'est plus question de l'intérêt des créanciers, on ne demande même plus un acte du débiteur manifestant son regret et son désir de réparer, et on lui accorde la réhabilitation de droit. Les temps sont bien changés !

### § 3. — *L'œuvre du Sénat.*

Il nous reste à voir quelle va être l'œuvre du Sénat, saisi de la proposition définitive de la Commission.

La discussion générale s'ouvre par un discours de M. Vagnat qui reproduit l'argumentation de sentiment que nous avons déjà rencontrée : les faillis sont souvent de très honnêtes gens qu'il n'y a pas lieu de traiter plus sévèrement que les délinquants de droit commun et auxquels par suite il est légitime de faciliter l'accès de la réhabilitation. M. Fortier,

sénateur de la Seine-Inférieure, intervenant alors, fait remarquer que la pratique de la juridiction commerciale lui a révélé au contraire que beaucoup de faillis sont médiocrement honnêtes et que le débiteur vraiment digne d'intérêt et d'estime obtient la liquidation judiciaire et échappe ainsi à la situation décriée de failli. Il proteste surtout contre l'assimilation des plus honnêtes avec les moins délicats par l'organisation d'une réhabilitation de droit acquise, au bout de dix ans, même au failli qui n'a rien payé du tout : l'inconvénient majeur qui ne peut manquer de frapper tout esprit non prévenu, c'est que nul ne sera pressé de s'imposer pour payer des sacrifices immenses alors que la réhabilitation viendra nécessairement relever tout failli au bout de dix ans. La patience suppléera à la délicatesse.

A cela MM. Gourju et Legrand répondent que la réhabilitation obtenue n'empêche pas le failli de rester débiteur ; que, dans bien des cas, la réhabilitation est accordée à un failli concordataire qui a obtenu son concordat en promettant seulement 5 ou 10 %, que ces faillis concordataires ne sont pas cependant plus dignes d'intérêt que bien d'autres faillis en état d'union. Enfin le dernier alinéa de l'article 603 nouveau prévoit précisément le maintien des liquidateurs et syndics et indique que les droits des créanciers sont conservés.

M. Bérenger, à son tour, prend la parole pour rappeler qu'il a été partisan, en 1902, d'une réhabilitation facultative accessible à tous les faillis au bout de dix

ans, mais en cas de probité reconnue seulement et sous le contrôle du tribunal, et proteste contre la réhabilitation *de droit* proposée dans laquelle il ne reconnaît plus l'expression de sa pensée.

Cependant M. Gourju, mettant en relief des cas particuliers et faisant valoir des considérations d'ordre sentimental, réunit encore une fois un grand nombre d'approbations.

La note juste est donnée par M. Dominique Delahaye : l'intérêt particulier doit céder le pas à l'intérêt général : « Jusqu'ici, dit-il, de part et d'autre, on ne « s'est occupé que de l'intérêt individuel, comme si « le législateur n'avait pas à mettre toujours au premier plan l'intérêt général.

« La question n'est pas de savoir si des faillis plus « ou moins malheureux, plus ou moins coupables, « pourront récupérer le droit de se faire inscrire sur « les listes électorales ; cela, c'est un intérêt politique ; mais il est un intérêt économique qui domine « cet intérêt politique. » Et, ajoute l'orateur, si la solvabilité française est la première du monde, c'est que la loi sur les protêts et les faillites est une loi rigoureuse.

La discussion générale terminée, le Sénat passa à la discussion des articles. M. Fortier qui avait proposé un amendement à l'article 1<sup>er</sup>, l'ayant retiré, on procéda au vote. La modification proposée par la Commission à l'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1903 fut admise sans difficulté.

Il en fut de même des deux premières parties de

l'article 605 nouveau qui ne sont que la reproduction textuelle de la loi de 1903, avec cette seule différence que la condition de temps (après cinq années à partir du jugement de déclaration de faillite) a disparu. On avait fait remarquer au cours de la discussion générale, et avec raison, que la condition de temps était dénuée d'intérêt et d'importance puisque la réhabilitation était seulement facultative et soumise à des conditions de probité reconnue et d'exécution du concordat ou d'assentiment des créanciers. Le point important en effet dans la loi de 1903 est non pas le délai, mais le paiement ou la dispense de paiement. Pourquoi faire attendre cinq ans un failli qui a de suite payé les sommes promises lors du concordat ou de suite obtenu une remise de dette ? Dans les deux cas, en effet, les créanciers ont eu satisfaction, c'est tout ce qu'a voulu le législateur.

Sur le paragraphe 3 de l'article 605 nouveau au contraire, M. Bérenger ayant déposé un amendement, la discussion reprit. Elle mit aux prises MM. Girard, Bérenger et Legrand.

La question était-celle-ci : devait-on admettre pour tous les faillis une réhabilitation purement automatique obtenue par le seul fait d'un certain laps de temps écoulé ? ne devait-on au contraire admettre l'intervention du temps que si le débiteur avait par des actes manifesté l'intention de désintéresser ses créanciers ou témoigné d'une probité certaine ?

Rappelons ici que M. Girard, par les termes mêmes de la proposition de loi dont il était l'auteur,

avait manifesté ses préférences pour la seconde solution. Il proposait en effet seulement la réhabilitation du failli, qui n'a rien payé comme un troisième cas de réhabilitation facultative, exclusivement réservé à celui qui, étant de conduite honorable, justifierait qu'il n'a pu se libérer « faute de ressources suffisantes ».

L'amendement proposé par M. Bérenger reproduisait à peu de choses près la disposition primitive de M. Girard. Il s'agissait aussi d'un cas de réhabilitation facultative :

« 3° Après dix ans, tout failli ou liquidé judiciaire  
« qui justifiera avoir fait tous les efforts compatibles  
« avec sa situation pour payer ses créanciers. »

M. Girard cependant prit dans la discussion une position toute différente. Combattant en somme sa propre proposition et se ralliant à celle de la Commission, il demanda au Sénat de rejeter l'amendement Bérenger non sans donner à l'appui de sa demande des motifs qui auraient paru plus propres à soutenir l'opinion contraire. En effet il s'exprimait ainsi (1) :  
« Il n'y a dans aucune législation d'exemple de fail-  
« lite qui n'entraîne pas une incapacité. On a voulu  
« justifier cette thèse (2) en essayant de faire une as-  
« similation entre le débiteur civil et le débiteur com-  
« mercial. Il n'y en avait pas à faire en ce sens que,

1. *J. Off.*, Sénat. Compte rendu *in-extenso*. Séance du 12 mars 1908, p. 335.

2. Il s'agit de la thèse par laquelle on prétend justifier la suppression de toutes les incapacités.

« en matière civile, le créancier peut prendre des  
« précautions que, en matière commerciale, il n'a  
« pas toujours le temps d'exiger. Le commerce roule  
« sur la bonne foi, la probité, la confiance, et il  
« faut nécessairement, messieurs, qu'il y ait une sanc-  
« tion, lorsque le débiteur commerçant ne paie pas  
« ses dettes. De là l'origine de la faillite qui, à elle  
« seule, c'est cela qu'on oublie trop, constitue une  
« présomption de fraude.

« Il y avait déjà à la disposition des débiteurs  
« malheureux et de bonne foi une loi de 1884 (*sic*)  
« qui permettait précisément aux tribunaux, lorsqu'ils  
« se trouvaient en présence de débiteurs comme ceux  
« que j'indique, de prononcer la liquidation judi-  
« ciaire. »

Après cet exposé si judicieux, M. Girard, remarquant que la présente loi ne s'appliquera qu'aux faillis simples, non condamnés, déclarait qu'en ce qui concerne ces derniers il y a présomption qu'il s'agit seulement de débiteurs malheureux. Puis, continuant son discours, il notait que cette formule : « En cas de probité reconnue », sur laquelle le Sénat venait de se prononcer de nouveau et qui avait reçu encore la consécration d'un vote quasi-unanime, était conçue dans des « termes assez vagues » ; ce qui revenait à dire que ces termes étaient trop vagues pour qu'une pareille formule pût être appliquée à la réhabilitation des faillis qui n'ont rien payé. Notons cependant qu'elle était apparue à M. Girard comme suffisamment précise quand il s'était agi de la réhabilitation

facultative du failli concordataire et nous pourrions à bon droit, ce semble, relever là une contradiction de plus.

Enfin, l'auteur de la proposition de loi avoua en toute simplicité qu'il avait renoncé à son texte « pour en finir » et parce qu'on lui avait expliqué que les tribunaux refuseraient rarement la réhabilitation au bout de dix ans et qu'il était par conséquent inutile pour en arriver à un tel résultat de soumettre le failli à des formalités pénibles et coûteuses.

Laissons à M. Girard le bénéfice et la responsabilité de ses déclarations.

M. Bérenger ne voyait pas ainsi les choses. Pour lui, il y avait avant tout un double principe qu'il fallait sauvegarder, c'était : d'une part qu'il n'est pas moral qu'un homme puisse être réhabilité sans avoir fait au moins un effort pour réparer le mal dont il a été la cause ; d'autre part, qu'il est dangereux au point de vue économique, périlleux pour les intérêts des créanciers de réhabiliter un failli sans que celui-ci soit contraint de payer ou tout au moins de justifier qu'il a fait tous ses efforts pour payer ce qu'il doit ou ce qu'il a promis. Il ne faut demander à chacun que ce qu'il peut donner : le condamné de droit commun n'a d'autre manière de manifester son bon vouloir qu'en menant une vie pure et sans reproche pendant un certain temps après avoir accompli sa peine. Le failli n'a pas de peine à accomplir, mais un seul moyen efficace de faire acte de bonne volonté lui est offert, c'est le remboursement

ou l'essai de remboursement. Les dispositions proposées et soutenues par M. Béranger quant à la réhabilitation commerciale étaient bien en harmonie avec celles qu'il a soutenues quant à la réhabilitation pénale : par les unes et par les autres, il cherchait à encourager l'effort et promettait la réhabilitation comme une récompense à celui qui tente loyalement de réparer le passé. C'est là une conception assurément noble, élevée et profondément sociale dont il est permis de regretter l'échec.

Le Sénat, en effet, abandonnant les voies qu'il avait suivies en 1902 et qui l'avaient maintenu en deçà de la proposition Béranger d'alors, se porta immédiatement au delà de ce qu'on lui demandait à cette époque et par 184 voix contre 98 écarta l'amendement Béranger au profit de la disposition législative œuvre de la Commission d'amnistie.

Il ne restait plus pour fixer complètement les conditions des diverses réhabilitations qu'à voter le dernier alinéa de l'article 605 nouveau proposé par la Commission et destiné à sauvegarder théoriquement les droits des créanciers en maintenant dans leurs fonctions les syndics et liquidateurs même après la réhabilitation. Est-il permis de penser que cet alinéa n'a été ajouté à la dernière heure que pour emporter le vote du Sénat sur l'alinéa précédent ? Peut-être. En tous cas il fut voté sans difficulté, ainsi que l'ensemble de l'article 605 nouveau et la loi tout entière au cours de la séance du 12 mars 1908.

§ 4. — *L'œuvre de la Chambre.*

La proposition de loi votée par le Sénat fut, le 13 mars 1908, transmise à la Chambre qui la renvoya à la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle. M. Lauraine, député, qui avait fait le rapport sur la loi de 1903 et pouvait revendiquer au moins la paternité d'une proposition de loi analogue sur la même question, fut cette fois encore chargé de rapporter la loi votée par le Sénat.

L'urgence fut déclarée, la discussion immédiate ordonnée.

Examinant la première question qui se posait et qui était relative à la durée de la privation du droit électoral, le rapporteur se demandait, sans d'ailleurs proposer de solution, s'il n'aurait pas mieux valu laisser aux juges le soin de fixer cette durée. Mais il constatait qu'en présence de deux écoles très opposées, l'une tenant pour la conservation complète du droit électoral au failli, l'autre au contraire désirant le maintien des règles anciennes destinées à sauvegarder l'honneur commercial, la disposition votée par le Sénat constituait une sorte de transaction de nature à donner satisfaction à tous. C'est pourquoi, le rapporteur conclut à l'acceptation de l'article 1<sup>er</sup> nouveau de la loi de 1903 par la Chambre. Nous n'insistons pas sur la modification prévue pour la première partie de l'article 605 et qui portait suppression du délai de cinq ans pour la réhabilitation du failli con-

cordataire ; cette innovation qui devait avoir pour résultat de stimuler l'ardeur du débiteur concordataire, le rapport, bien entendu, en proposa l'adoption.

La question la plus grave était celle de la réhabilitation automatique par le bénéfice du temps écoulé. Sur ce point encore l'opinion de la Chambre et de son rapporteur ne pouvait être douteuse. Il suffit de se rappeler les propositions d'amnistie votées par la Chambre, les propositions de loi présentées par MM. Berry et Lauraine pour prévoir que ce dernier devait se faire le champion d'une disposition bienveillante en faveur des faillis. Voici en effet comment il s'exprimait : « La réhabilitation de droit accordée  
« par la seconde partie de notre article à tous les  
« faillis simples met en harmonie la réhabilitation  
« commerciale avec la réhabilitation pour les con-  
« damnations de droit commun. »

La conclusion du rapport fut donc la suivante : il aurait peut-être été souhaitable que quelques modifications de texte fussent apportées à la proposition votée par le Sénat, mais le temps presse, il faut avant tout assurer à plus de 150.000 citoyens la possibilité d'être inscrits sur les listes électorales avant le 31 mars, le devoir qui s'impose à la Chambre est donc celui de voter sans délai et sans modification la proposition de loi telle qu'elle lui est parvenue du Sénat. En somme, le dernier mot est à l'intérêt électoral !

La Chambre n'eut garde de se dérober au devoir qui lui était si nettement indiqué par son rapporteur

et, dans sa séance du 23 mars 1908, elle sanctionna de son vote, ainsi qu'elle l'avait fait cinq ans auparavant, sans y rien modifier, la proposition de loi venue du Sénat. Celle-ci pourtant ne donnait pas satisfaction complète aux plus zélés défenseurs des faillis. M. Berry se fit leur interprète en déclarant : « Je demande à la Chambre de passer à la discussion « immédiate du projet de loi parce qu'ainsi nous « obtenons une *demi-satisfaction*. Nous devons, dans « ces conditions, prouver au Sénat notre bonne « volonté en acceptant son texte et en l'acceptant « intégralement. »

A vrai dire, il y eut bien une délibération, un débat, mais il ne porta que sur ce qui, dans la loi, avait un caractère essentiellement temporaire et politique, nous voulons parler de la disposition transitoire. Celle-ci n'offre pas d'intérêt dans une étude de la nature de celle que nous poursuivons ici. Ce qui nous préoccupe, ce sont les conditions auxquelles un failli peut obtenir sa réhabilitation depuis la promulgation de la loi du 24 mars 1908 mais non pas la procédure spéciale qui dut être suivie par ceux qui étaient en position de bénéficier de cette loi dès sa promulgation pour demander inscription sur les listes électorales avant le 31 mai 1908.

L'ensemble de la loi fut voté à la Chambre par 561 voix sur 563 votants.

Devons-nous dire maintenant que cette loi votée par la presque unanimité des députés et une forte

majorité sénatoriale donne satisfaction au commerce national ? Ce serait là peut-être une assertion dange-reuse.

Les grandes Compagnies consulaires, Chambres et Tribunaux de commerce, consultées, ne délibérè-rent pas toutes sur le projet de loi qui leur était sou-mis. Peut-être, le peu de cas que l'on avait paru faire des avis qu'elles avaient donnés avant 1903 fut-il pour quelque chose dans cette abstention. Le Tribunal de commerce de Rouen qui, en 1900, avait pris une délibération très importante et très bien motivée s'abstint de manifester à nouveau son opinion. Et cela se comprend : il n'augurait rien de bon de la loi de 1903 ; comment aurait-il pu être favorable à la loi de 1908 qui n'est qu'une extension de la pre-mière !

La Chambre de commerce de Lille fit de même et encore celles de Marseille, de Bordeaux, du Havre, de Lyon ! La Chambre de commerce de Rouen au contraire prit, le 17 mars 1908, une délibération, dans laquelle elle protestait contre la proposition de loi en question et en demandait le rejet sauf en ce qui concerne l'exemption des frais de procédure et la dispense des droits d'enregistrement et de timbre, parce qu'elle craignait que la réhabilitation de droit sans formalités, après dix années, n'eût pour effet certain « de supprimer de la part des faillis tout effort « pour se libérer envers leurs créanciers et réparer « dans la mesure de leurs forces, les ruines qu'ils au-« raient causées ».

Et qui tient ce langage sévère ? Des assemblées de commerçants notables, tous exposés pourtant à tomber eux-mêmes en faillite (la fortune a de ces retours imprévus !), mais qui ne conçoivent pas qu'il soit possible à un commerçant de prétendre reprendre rang parmi ses pairs s'il n'a auparavant réparé les pertes qu'il a pu causer.

..

En résumé, les lois de 1903 et de 1908 ont singulièrement adouci la condition du failli.

Tout d'abord, celui-ci peut réclamer son inscription sur les listes électorales trois ans après la déclaration de faillite.

Ensuite, s'il est encore inéligible jusqu'après sa réhabilitation, celle-ci est aujourd'hui beaucoup plus facile qu'autrefois. Dans le dernier état de la législation en effet, il existe trois sortes de réhabilitation :

*Réhabilitation de droit ;*

*Réhabilitation facultative ;*

*Réhabilitation automatique.*

I. — *Réhabilitation de droit.* — Elle est acquise au failli qui a intégralement acquitté les sommes par lui dues en capital, intérêts et frais, sans que les intérêts puissent être réclamés au delà de cinq ans.

L'intervention du Tribunal de commerce est nécessaire. C'est à lui qu'incombe la mission de constater la réalité des paiements. A cela se borne d'ailleurs le rôle de cette Compagnie qui agit, dans la cir-

constance, moins comme une juridiction que comme un organe de contrôle ayant pour fonction de garantir la sincérité de la réhabilitation.

II. — *Réhabilitation facultative.* — La réhabilitation *peut* être accordée, sans condition de délai, au failli de « probité reconnue » dans deux cas :

1° Quand le failli a obtenu un concordat, et intégralement payé les dividendes promis.

2° Quand le débiteur justifie avoir obtenu de ses créanciers une remise entière de dette ou un consentement unanime à sa réhabilitation.

Dans ces deux cas, le Tribunal de commerce jouit du plus large pouvoir d'appréciation, soit pour déclarer que le débiteur est de « probité reconnue », soit pour accorder ou refuser la réhabilitation, même si la probité du failli est certaine.

III. — *Réhabilitation automatique.* — Elle est acquise au bout de *dix ans* à tout failli non banqueroutier et à tout liquidé judiciairement sans aucune condition et sans intervention de justice. C'est un mode de réhabilitation absolument identique à celui que la loi du 5 août 1899 a institué pour les condamnés de droit commun.

## CHAPITRE II

### **Dans quels cas la réhabilitation est impossible.**

Nous avons, dans le chapitre précédent, exposé les conditions générales de la réhabilitation, celles qui doivent être remplies par tout failli qui veut reprendre rang dans la société. Pour être admis à la postuler il faut de plus que le débiteur présente certaines garanties personnelles. La réhabilitation des faillis n'a pas originairement le caractère d'une grâce, mais celui d'un droit que peut revendiquer tout failli qui a réparé le tort qu'il a causé. Si on lui accorde ce droit c'est qu'on le présume plus malheureux que coupable.

Dans certains cas au contraire, il apparaît que le failli n'est plus un failli simple, mais un délinquant véritable ou un criminel, un homme qui, non content de ne pas faire face à ses engagements commerciaux, a usé de manœuvres malhonnêtes pour tromper ses créanciers, ou contrevenu aux lois qui régissent le commerce ; ce failli-là est déclaré indigne d'être réhabilité. Peu importe qu'il ait payé ou non ses créanciers, ce n'est plus un homme seulement malheureux, négligent ou léger, c'est un malhonnête homme,

il n'est pas admis à se prévaloir des lois qui réglementent la réhabilitation des faillis.

Cependant, ces lois ont toujours distingué, et avec juste raison, entre le banqueroutier simple et le banqueroutier frauduleux. Il suffit d'ailleurs de relire les articles 585 et 586 du Code de commerce d'une part et 591 du même Code d'autre part pour s'expliquer cette différence de traitement. Dans les premiers nous relevons une série de cas où se sont surtout manifestées la négligence, l'imprudence ou la sottise du failli. Dans l'article 591 au contraire, la faute du débiteur est caractérisée par sa mauvaise foi.

Nous suivrons donc, en les distinguant, à travers les différentes époques et les changements de législation les banqueroutiers frauduleux et les banqueroutiers simples.

#### I. — CODE DE 1807 ET LOI DE 1838.

Le Code de 1807 et la loi de 1838 ne comportent entre eux que des différences de rédaction, de forme. Le fond est identique ; la disposition, l'ordre des idées varient un peu. On peut donc avantageusement les réunir dans une seule et même étude.

##### § 1<sup>er</sup>. — *Cas d'indignité absolue.*

Ce premier paragraphe sera consacré à ce que l'on pourrait appeler les empêchements dirimants à la réhabilitation. Ce sont des cas d'indignité absolue.

Le législateur de 1807 les a réunis et groupés dans un article spécial, l'article 612 ; le législateur de 1838 les a énumérés dans l'alinéa 1<sup>er</sup> de son article 612 nouveau. Voici, juxtaposées, les deux rédactions.

**Code de 1807**

ART. 612. — Ne seront point admis à la réhabilitation les stellionataires, les banqueroutiers frauduleux, les personnes condamnées pour fait de vol ou d'escroquerie, ni les personnes comptables, tels que les tuteurs, administrateurs ou dépositaires qui n'auront pas rendu ou apuré leurs comptes.

**Loi de 1838**

ART. 612. — Ne seront point admis à la réhabilitation les banqueroutiers frauduleux, les personnes condamnées pour vol, escroquerie, ou abus de confiance, les stellionataires, ni les tuteurs, administrateurs ou autres comptables qui n'auront pas rendu et soldé leurs comptes.

Le législateur de 1838 modifia quelque peu l'ordre de l'énumération. Il supprima aussi la mention expresse des « dépositaires », mais cette mention n'était faite en 1807 qu'à titre d'exemple et d'autre part on conserva en 1838 les mots « ou autres comptables » ; ce qui permet de dire que, aux deux époques, la loi visa tous les comptables quelconques, les dépositaires comme les autres.

La législation ancienne des faillites excluait donc du bénéfice de la réhabilitation tous ceux qui ne pouvaient obtenir la déclaration d'excusabilité (art. 540).

Il y avait un lien étroit entre ces deux dispositions.

Une objection d'ordre pratique ne pouvait-elle être élevée à l'encontre de ce système ?

Nous avons eu déjà l'occasion d'indiquer que la réhabilitation, si elle est instituée dans l'intérêt du failli, l'est également dans celui des créanciers. On espère que le désir d'obtenir sa réhabilitation incitera le débiteur à se libérer : si on lui ôte cet espoir sous prétexte qu'il est banqueroutier, ne va-t-on pas agir à l'encontre des intérêts des créanciers ? Jusqu'en 1867 on pouvait répondre : Non, parce que le failli, non concordataire ni déclaré excusable, restait jusqu'au paiement intégral de sa dette sous le coup de la contrainte par corps. C'était là un stimulant suffisant pour sauvegarder les intérêts des créanciers.

En 1867, en même temps que la contrainte par corps disparaissait de la loi commerciale, il eût pu paraître utile de lui substituer un autre moyen d'intimidation. Excusable ou non, le failli ne risquait plus l'emprisonnement s'il ne payait pas sa dette. Si d'autre part ce même failli n'entrevoyait pas la possibilité de reconquérir son honorabilité commerciale, était-il raisonnable d'espérer qu'il se soucierait beaucoup de se priver lui-même du seul soulagement qui pourrait, dans sa triste situation, lui venir d'un retour à la fortune ? Cependant la loi de 1867 ni aucune autre jusqu'en 1903 ne se préoccupèrent de cette situation. Sans doute avait-on perdu de vue le double rôle de la réhabilitation et ne la refusait-on au banqueroutier qu'à titre de peine, sans apercevoir

que les conséquences de ce refus atteignaient les créanciers eux-mêmes.

Toutefois, alors que la loi interdisait la réhabilitation commerciale du banqueroutier frauduleux, celui-ci pouvait obtenir sa réhabilitation pénale. Il avait ainsi l'illusion d'arriver au port ; mais il ne sortait pas en réalité de sa situation misérable.

Les auteurs du Code d'instruction criminelle de 1808 ne paraissent pas s'être occupés spécialement du sort du banqueroutier frauduleux : Celui-ci est évidemment à leurs yeux un criminel comme les autres. La loi pénale ne le connaît que par la peine qu'elle lui applique. L'importance, la durée de cette peine le placent dans la catégorie des condamnés à des peines afflictives et infamantes. La réhabilitation pénale sera pour lui ce qu'elle est pour tous ceux de sa catégorie. Il n'y a pas lieu de la mettre en harmonie avec la loi commerciale. Chaque loi opère dans son domaine ; la conciliation entre elles s'établit comme elle peut.

On devait ainsi nécessairement arriver à un conflit. Le juge pénal ne s'occupe que de la loi pénale. La loi pénale statuait que : « tout condamné à une « peine afflictive ou infamante qui aura subi sa peine « pourra être réhabilité », que « la demande en ré-  
« habilitation ne pourra être formée par les condam-  
« nés aux travaux forcés à temps ou à la réclusion  
« que cinq ans après l'expiration de leur peine » (art. 619. Texte de 1808). Quand, après cela, le banqueroutier frauduleux voulait exercer les droits que

lui restituait sa réhabilitation pénale, il se heurtait à l'interdiction formelle de l'article 612 du Code de commerce. Il est vrai que nul article du Code d'instruction criminelle de 1808 n'exigeait du banqueroutier le paiement du passif et que, si l'article 612 n'y avait fait obstacle, on aurait pu voir un banqueroutier frauduleux réhabilité sans avoir rien payé alors qu'un failli simple ou même concordataire aurait continué d'être privé de ses droits civils et politiques, faute de paiement intégral.

Il y avait donc une véritable utilité à la coexistence de l'article 612 du Code de commerce et des articles du Code d'instruction criminelle relatifs à la réhabilitation, dès lors que le banqueroutier frauduleux pouvait obtenir sa réhabilitation pénale sans désintéresser ses créanciers.

Néanmoins le défaut d'obligation de payer le passif pour obtenir la réhabilitation pénale devait frapper le législateur et le frappa en effet. On voulut y remédier ; mais, comme il arrive souvent en matière de réformes, on y remédia si bien qu'on passa d'une facilité relative à une excessive sévérité.

La loi du 3 juillet 1852 apparut. Antérieurement, le banqueroutier était soumis pour la réhabilitation aux mêmes conditions que les autres criminels, c'est-à-dire essentiellement à l'exécution de la peine. Et il était juste alors que l'exécution de la peine ne lui permit pas d'être réhabilité complètement, sans payer. Le législateur de 1852 estima que même pour la réhabilitation pénale, il fallait exiger davantage

et il imposa au banqueroutier frauduleux demandeur en réhabilitation de « justifier du paiement du « passif de la faillite en capital, intérêts et frais « ou de la remise qui lui a été faite ». Voici donc que le banqueroutier fut à son tour astreint, même en vue de la réhabilitation pénale, au paiement intégral, avec cette atténuation toutefois que la remise de dettes fut admise pour lui comme une équivalence à une époque où elle était insuffisante pour permettre au failli simple de solliciter la réhabilitation commerciale.

Relevé moyennant l'exécution de sa peine, le paiement du passif, etc..., de « toutes les incapacités qui résultaient de la condamnation » ; il restait cependant failli et par là même atteint des incapacités qui frappent le failli ; sa réhabilitation pénale demeurait en fait inutile ; l'article 612, remanié par la loi de 1838, persistait en effet et continuait d'interdire au banqueroutier frauduleux la réhabilitation commerciale. Or la réhabilitation, n'effaçant pas, comme l'amnistie, le passé, ne pouvait faire que le crime fût considéré comme n'ayant jamais été commis ; le banqueroutier frauduleux restait donc, bien que réhabilité, banqueroutier frauduleux ; la réhabilitation pénale effaçait seulement théoriquement les conséquences civiles et politiques de son crime ; elle était la constatation officielle que le coupable avait expié, qu'il s'était amendé mais ne lui procurait aucun avantage positif.

Était-ce justice ? Nous pensons comme Bédar-

ride (1) qu'il n'y avait pas lieu de prolonger ainsi les effets de l'article 612 au delà des effets de la condamnation criminelle ou correctionnelle. La loi commerciale ne peut être, pour le même fait, plus sévère que la loi pénale et la société ne doit pas retirer d'une main ce qu'elle donne de l'autre..

La justice et la logique veulent que la réhabilitation commerciale et la pénale se produisent de concert.

Cette unification des deux législations devait pourtant se faire attendre longtemps encore et la loi du 14 août 1885, qui apporta à la procédure de réhabilitation pénale des modifications assez nombreuses, au lieu d'opérer cette unification, marqua plus nettement encore la divergence des deux lois en spécifiant expressément que « les interdictions prononcées « par l'article 612 du Code de commerce sont maintenues nonobstant la réhabilitation obtenue en « vertu des dispositions qui précèdent » (art. 634, texte du 14 août 1885).

En résumé, sous le régime du Code de commerce de 1807 et de la loi de 1838, la réhabilitation pénale du banqueroutier frauduleux était possible ; la réhabilitation commerciale au contraire était impossible : donc, pratiquement, le banqueroutier frauduleux ne pouvait être réhabilité.

1. Droit commercial. *Traité des faillites et banqueroutes*, t. III, n° 1,330 *bis*.

§ 2. — *Cas d'indignité relative.*

Le sort du banqueroutier simple était beaucoup moins dur. Beaucoup moins grave aussi, il faut le dire, est la faute qu'on lui reproche. Alors que chez les indignes de l'article 612 nous trouvions dol, mauvaise foi, nous ne voyons le plus souvent chez le banqueroutier simple que légèreté ou ignorance. Aussi la réhabilitation de ce dernier a-t-elle toujours été possible tant au point de vue commercial qu'au point de vue pénal.

Le Code de 1807 et la loi de 1838 non seulement ne le plaçaient pas parmi les indignes mais encore spécifiaient expressément qu'il pourrait être réhabilité. Les termes employés étaient exactement les mêmes dans les deux lois. Mais le Code de 1807 comportait un article spécial, l'article 613, au lieu que, dans la loi de 1838, l'article 613 ancien est devenu un deuxième alinéa de l'article 612 : « Pourra être admis « à la réhabilitation le banqueroutier simple qui aura « subi le jugement par lequel il aura été condamné ». Le législateur de 1838 a substitué aux mots « le jugement par lequel » les mots « la peine à laquelle. » Le sens n'en est pas pour cela modifié. Il paraît très simple et très clair.

Cependant, des divergences d'interprétation se sont élevées. Il est entendu que le banqueroutier simple n'était en mesure de demander sa réhabilitation même commerciale qu'après avoir subi sa peine. Mais,

s'est-on demandé, si le banqueroutier simple avait dès lors le droit de solliciter sa réhabilitation, la Cour d'appel était-elle obligée d'accueillir sa demande (tout et autant bien entendu qu'il réunissait les autres conditions imposées au failli), ou conservait-elle un pouvoir d'appréciation ? En d'autres termes, la réhabilitation était-elle pour lui comme pour les autres faillis, « de droit » ou seulement facultative ?

M. Bédarride estime que la Cour a un pouvoir d'appréciation (1).

Cependant, il paraît difficile d'admettre cette thèse. Les termes employés par le législateur dans l'article 512 alinéa 2 (loi de 1838) sont en effet les mêmes que ceux que nous trouvons dans l'article 604 (même loi) dans lequel il est dit : « le failli, qui..... *pourra* obtenir sa réhabilitation..... ».

Or, nous avons démontré déjà plus haut, que la réhabilitation de l'article 604 est une réhabilitation de droit ; que le pouvoir d'appréciation du juge ne porte que sur le point de savoir si les conditions de paiement intégral prescrites par la loi ont été remplies. En présence des termes de l'article 612 alinéa 2, il n'y a pas lieu de donner la moindre extension à ce pouvoir du juge qui reste en somme seulement un pouvoir de vérification, de contrôle, organisé dans l'intérêt des créanciers et aussi dans l'intérêt social.

Le Code de 1807, la loi de 1838 ne fondaient qu'une sorte de réhabilitation, la réhabilitation de droit ;

1. Bédarride. *Traité des faillites et banqueroutes*, t. III, n° 1330.

celle-ci était accessible à tous les faillis, sauf à ceux expressément déclarés indignes par la loi ; seulement quand ces faillis étaient des banqueroutiers simples, ils devaient remplir, outre les conditions générales, une condition particulière à leur état, celle de l'exécution de la peine qui leur avait été infligée. Que devient dans ceci la réhabilitation pénale ? Le délit de banqueroute simple n'ayant pas en lui-même de répercussion sur la capacité civile et politique du condamné, il ne sera pas nécessaire d'une réhabilitation pénale pour que celui-ci recouvre les droits de vote et d'éligibilité (1). La réhabilitation commerciale seule suffira. Il n'y aura donc pas entre les deux réhabilitations le conflit que nous signalions plus haut à propos de la banqueroute frauduleuse. Les incapacités résultant dans ce cas non pas du délit, mais de l'état de faillite déclaré, disparaîtront naturellement quand la réhabilitation commerciale interviendra et ne disparaîtront que dans ce cas.

## II. — LOIS DU 30 DÉCEMBRE 1903 ET DU 24 MARS 1908.

Les banqueroutiers devaient nécessairement bénéficier du courant d'indulgence qui a traversé le pays depuis une trentaine d'années. Les criminels avaient les premiers profité des tendances nouvelles qui nous

1. Cependant la seule condamnation pénale pour banqueroute simple, même si elle n'a pas été précédée de la déclaration de faillite, empêche celui qu'elle atteint d'être inscrit sur les listes électorales (Cass., 8 juillet 1885. D. P. 85.1,279).

valurent les lois du 14 août 1885 *sur les moyens de prévenir la récidive*, du 26 mars 1891 *sur l'atténuation et l'aggravation des peines*, du 5 août 1899 *sur le casier judiciaire et sur la réhabilitation de droit*. Les faillis, nous l'avons dit déjà, furent le second objet de la sollicitude des pouvoirs publics. Un adoucissement des lois sur la faillite devait apporter au banqueroutier des avantages.

C'est ce qui arriva avec les lois du 30 décembre 1903 et du 24 mars 1908.

Ici encore il faut distinguer entre les banqueroutiers frauduleux et les banqueroutiers simples.

#### § 1. — *Banqueroutiers frauduleux et autres indignes.*

Nous avons noté la cruelle situation faite aux faillis énumérés dans l'article 612 par les lois de 1807 et de 1838. Aucune rémission n'était possible pour eux. Si, dans un esprit louable de réparation, ils parvenaient à désintéresser leurs créanciers et à conquérir la réhabilitation pénale, ils se heurtaient à une impossibilité absolue de recouvrer l'honorabilité commerciale à cause de l'article 612 du Code de commerce.

Au point de vue des créanciers, la loi de 1867, en supprimant la contrainte par corps, avait fait disparaître le seul stimulant qui pût, semble-t-il, déterminer des efforts vers le paiement intégral. Il semblait donc que l'esprit de justice et l'intérêt bien compris des créanciers militaient en faveur d'une transformation radicale de l'article 612.

C'est ce qu'indiquaient déjà MM. Millaud et Bardoux, dans une proposition de 1889 rappelée par M. Bérenger dans celle qu'il présentait au Sénat le 15 février 1900 : « Si le commerçant failli qui a été « condamné pour banqueroute frauduleuse a plus « tard obtenu la réhabilitation pénale, on se demande « pour quels motifs d'ordre public il ne pourrait être « admis à la réhabilitation commerciale. » La conclusion pratique était donnée par M. Larombière, vers la même époque (1889) dans son rapport à la Cour de cassation cité par MM. Millaud et Bardoux : « Il s'agit « rait donc d'abroger le paragraphe 2 de l'article 634 « du Code d'instruction criminelle et de modifier la « rédaction de l'article 612 du Code de commerce ».

Les Tribunaux de commerce du Havre, de Limoges, Nice, Nîmes, se montrèrent hostiles à la réhabilitation commerciale des banqueroutiers frauduleux et autres indignes déjà réhabilités pénalement.

Le Sénat et la Chambre estimaient, comme les auteurs de la proposition de loi, qu'il était urgent de faire quelque chose pour ouvrir aux banqueroutiers frauduleux et aux autres faillis déclarés indignes par la législation ancienne l'accès de la réhabilitation et ils votèrent sans difficulté le nouvel article 612 (Loi du 30 décembre 1903)

Il n'est plus question des stellionataires, tuteurs, administrateurs ou autres comptables : seuls, les banqueroutiers frauduleux et les personnes condamnées pour vols, escroqueries ou abus de confiance font l'objet de la disposition nouvelle.

L'article 612 nouveau prononçait encore contre eux une exclusion mais atténuée. Il dépendait d'eux en partie de redevenir dignes de la réhabilitation commerciale : ils étaient indignes « à moins qu'ils « n'aient été réhabilités conformément aux articles 619 « et suivants du Code d'instruction criminelle ; — le « deuxième paragraphe de l'article 634 du Code d'ins-  
« truction criminelle est abrogé ».

C'était un pas considérable fait vers la réhabilitation commerciale des banqueroutiers. C'était un pas insuffisant néanmoins.

Il existait en effet dès 1903 une loi, celle du 5 août 1899, qui organisait la réhabilitation de droit des condamnés par le simple effet du temps écoulé.

Ce pouvait être une question et, malgré même la loi du 24 mars 1908, ce peut être encore une question de savoir si l'on a bien fait d'admettre l'introduction du principe de la réhabilitation automatique dans la matière qui nous occupe. On pouvait soutenir avec succès en 1903 que la réhabilitation automatique commerciale n'était pas admissible. Cela n'empêchait pas d'admettre au point de vue pénal la réhabilitation automatique du banqueroutier.

Le législateur de 1903 n'y prit pas garde et, pour admettre le banqueroutier frauduleux à faire valoir ses droits à la réhabilitation commerciale, il lui imposa d'avoir été préalablement réhabilité en vertu des articles 619 et suivants du code d'instruction criminelle c'est-à-dire qu'il mit indirectement entre les mains de la justice criminelle la situation commer-

ciale du banqueroutier. Il y avait là une anomalie singulière : aux yeux du juge criminel, le banqueroutier ne pouvait être qu'un criminel quelconque et il était vraiment singulier d'astreindre un homme qui, au point de vue pénal, était réhabilité de plein droit, sans formalité et sans contestation possible, à réclamer sa réhabilitation judiciaire après enquête pour pouvoir ensuite bénéficier des dispositions nouvelles du Code de commerce.

Ce fut ainsi cependant durant quelques années.

C'est au législateur de 1908 que revient l'honneur d'avoir mis l'article 612 en harmonie avec la logique, en ajoutant à la partie finale du premier alinéa ces mots : « et 10 de la loi du 5 août 1899 ». Cette modification n'existait pas dans le projet de la commission ; elle est due à l'initiative de M. le sénateur Richard qui la proposa, dans la séance du 12 mars 1908, sous forme de disposition additionnelle à l'article premier de la loi en cours de discussion.

Depuis cette adjonction, le banqueroutier frauduleux est suffisamment en règle avec la loi pénale quand il remplit les conditions de l'article 10 de la loi du 5 août 1899. Il redevient alors au regard de la loi commerciale un failli simple. C'est à la juridiction commerciale qu'il doit justifier du paiement intégral de ses dettes ou de la remise entière obtenue de ses créanciers.

En somme, le banqueroutier frauduleux est traité à peu de chose près comme l'était le failli simple sous les régimes de 1807 et de 1838 : la réhabilitation

de droit après paiement intégral lui est ouverte ; sans doute en profitera-t-il assez peu, cette réhabilitation supposant des disponibilités pécuniaires importantes. Il sera cependant mieux traité que le failli simple sous le régime des lois anciennes, car il nous paraît rentrer dans la catégorie prévue au paragraphe 2 de l'article 605, réglant un cas de réhabilitation facultative ; « celui qui justifie de la remise entière de ses « dettes par ses créanciers ou de leur consentement « unanime à sa réhabilitation ».

Il sera par contre, et c'est justice, exclu de la réhabilitation automatique.

La loi de 1908 a donc heureusement complété celle de 1903 et l'une et l'autre ont mis fin à cette antinomie fâcheuse qui existait entre la loi pénale et la loi commerciale. Désormais la réhabilitation pénale du banqueroutier frauduleux ne sera pas un mirage, mais une réalité.

## § 2. — *Banqueroutier simple.*

Qu'est devenue avec les lois nouvelles la situation du banqueroutier simple ?

Assurément, et cela résulte expressément de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 30 décembre 1903 non modifié en cela par celle du 24 mars 1908, le banqueroutier simple, comme le frauduleux, est exclu même du droit électoral jusqu'à sa réhabilitation commerciale.

C'est une déchéance dont l'indication trouverait plus heureusement sa place dans le Code pénal, puis-

qu'elle est la conséquence d'un délit et d'une condamnation.

Tout bien considéré, le sort du banqueroutier simple a été lui aussi, peut-être sans que le législateur l'ait cherché, l'objet d'une amélioration.

Les auteurs de la proposition de loi Béranger craignaient qu'il ne fût excessif d'admettre à la réhabilitation commerciale les banqueroutiers simples non réhabilités pénalement. Cependant rien n'a été fait pour éviter ce résultat.

Au contraire, les lois votées en 1903 et 1908 ont facilité au banqueroutier simple l'accès de la réhabilitation en l'exonérant de la condition d'exécution de la peine. Cette condition était prévue jusqu'en 1903 par l'article 612, 2<sup>e</sup> alinéa.

Cet alinéa a disparu complètement dans la loi votée en 1903 et il n'a pas été question de le rétablir en 1908.

Cette omission avait, au cours de la discussion au Sénat, frappé M. Charles Prevet, qui la signala dans une interruption, au moment où le président proposait l'article 612 au vote de la haute assemblée : « On ne parle pas des banqueroutiers simples ? »

A quoi le rapporteur de répondre : « Notre proposition reproduit le texte du Code de commerce. » Cette réplique contenait une erreur à laquelle personne ne prit garde. C'était bien, en effet, à peu de choses près, le texte du Code de commerce que reproduisait la loi nouvelle, mais c'était celui d'un Code de commerce dans lequel l'article 613 réglait le sort des

banqueroutiers simples. Or, depuis 1838, ce texte avait vécu et c'était l'article 612 (Loi de 1838) qui réglait à la fois la situation du banqueroutier simple et celle du banqueroutier frauduleux.

C'est ce texte que la loi de 1903 allait anéantir pour le remplacer par le sien.

Le Sénat accomplit donc son œuvre ; il vota l'article 612, nouveau, croyant que le cas du banqueroutier simple restait régi par la loi ancienne. Or, dans le Code de commerce, maintenant, le texte de 1908, après celui de 1903, a remplacé le texte de 1838 et aucune loi ne restreint plus le droit du banqueroutier simple qui « peut aujourd'hui se faire « réhabiliter, même avant d'avoir purgé sa peine, « soit en cours de condamnation soit après avoir « obtenu sa grâce ou achevé la prescription (1) ».

Et c'est là quelque chose d'assez grave ! Passe encore pour les cas de réhabilitation en cours de condamnation ou après la grâce obtenue. Dans ces deux conjonctures, le banqueroutier a subi la loi. Mais dans le cas de prescription, il n'en va pas de même et pourtant le banqueroutier simple pourra invoquer les dispositions de l'article 605, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, qui lui ouvrent l'accès d'une réhabilitation rapide. Il est juste néanmoins d'indiquer que la réhabilitation automatique lui étant interdite, le contrôle du tribunal s'exercera toujours à son égard et que le juge pourra décider, s'il l'estime préférable, qu'il ne se trouve pas en

1. Thaller, *op. cit.*, n<sup>o</sup> 2183.

présence d'un homme de « probité reconnue » (1).

En résumé, la loi de 1903, qui ne devait profiter qu'au banqueroutier frauduleux et au failli simple, s'est trouvée, par une inadvertance du législateur, comporter aussi une disposition de faveur pour le banqueroutier simple.

1. Notons cependant que le cas du banqueroutier ne constitue pas une exception à la règle admise en droit pénal. D'une façon générale en effet, la réhabilitation judiciaire peut avoir lieu après la prescription article 634 C. instr. crim. modifié par la loi du 10 mars 1898).

## CHAPITRE III

### Réhabilitation du failli décédé

La réhabilitation de la mémoire du failli n'a pas toujours été possible.

Pendant de longues années (nous l'avons rappelé plus haut), les héritiers du failli ont participé de la disgrâce de leur auteur, l'article 5 de la constitution du 22 frimaire an VIII suspendant l'exercice des droits de citoyen français pour l'« héritier immédiat » détenteur à titre gratuit de la succession totale ou partielle d'un failli ».

Cet état de choses dura jusqu'aux lois électorales de 1849 et 1852.

Des innocents supportaient ainsi, dans leur propre personne, les conséquences d'une faute qui n'était pas la leur.

La contre-partie légitime d'une loi aussi exigeante aurait dû être, semble-t-il, la possibilité pour l'héritier du failli de faire réhabiliter la mémoire de celui-ci. Cette faculté pourtant n'était écrite nulle part dans la loi et il fallut attendre l'année 1838 avant qu'un texte clair et précis garantît formellement au failli, même après sa mort, le droit à la réhabilitation (1).

1. Article 614 nouveau du Code de commerce.

L'œuvre de 1838 fut une œuvre utile. Les dispositions nouvelles « conformes au principe de la réhabilitation » (1), étaient de nature, sans altérer le caractère de cette institution, à augmenter pour les créanciers les chances de remboursement intégral.

Les lois postérieures ont respecté l'article 614. Son utilité est devenue éclatante quand, par suite des changements apportés à la législation électorale, les héritiers du failli se sont vus enfin déchargés, par la loi du 15 mars 1849, des incapacités que leur auteur, jusqu'alors, leur transmettait. La perspective de réhabiliter une mémoire chérie devenait désormais le seul stimulant de nature à déterminer l'héritier d'un failli à s'imposer de gros sacrifices pécuniaires pour désintéresser des créanciers qui n'étaient pas les siens. La réhabilitation, dans ce cas plus que dans tout autre, agit donc bien, comme le souhaitaient en 1807, ses organisateurs, par le « mobile de l'honneur ».

1. Rapport de M. Quénauld à la Chambre des députés.

## APPENDICE

### Réhabilitation de l'associé d'une maison de commerce

Les conditions de la réhabilitation, que nous avons successivement examinées, sont des conditions générales qui s'appliquent à tous les faillis et liquidés judiciairement, quels qu'ils soient. Mais à aucun moment il n'est spécialement question, dans le chapitre que le Code de commerce de 1807 a consacré à la réhabilitation, des sociétés de commerce. Elles sont<sup>t</sup> nombreuses pourtant, surtout aujourd'hui.

Il est vrai qu'elles l'étaient bien moins en 1807 et que c'est surtout dans les deux derniers tiers du XIX<sup>e</sup> siècle qu'elles se sont développées sous des formes diverses.

Il est vrai aussi que l'on ne conçoit pas très bien que les sociétés puissent avoir besoin de la réhabilitation. Elles peuvent évidemment être mises en faillite, demander leur liquidation judiciaire, obtenir ou se voir refuser un concordat ; mais les incapacités qui sont la conséquence ordinaire, obligatoire de la cessation de paiement, ne les atteignent pas, puisque ces sociétés sont seulement des personnes fictives.

Cela est vrai d'une façon absolue, mais, derrière la personne fictive, il y a les personnes réelles, des membres de la société. Les sociétés anonymes, qui deviennent aujourd'hui de plus en plus nombreuses, échappent à cette espèce de dédoublement ; leurs administrateurs ne sont pas personnellement commerçants, ne courent pas par suite les risques de faillite et n'ont que faire de la réhabilitation. Mais il n'en va pas de même dans d'autres sociétés, nombreuses elles aussi, les sociétés en nom collectif et les sociétés en commandite.

Dans ces dernières sociétés il y a toujours un ou plusieurs associés qui sont personnellement responsables vis-à-vis des créanciers. A la faillite de la société vient se surajouter celle de chacun des associés. Ceux-ci vont donc encourir personnellement les déchéances, les incapacités prescrites par la loi. Ils ont besoin par suite de la réhabilitation comme tous les autres faillis et la loi doit régler les conditions auxquelles ils peuvent l'obtenir.

C'est pourquoi il est nécessaire de consacrer un chapitre, non pas peut-être à la réhabilitation des sociétés qui n'offre pas un grand intérêt pratique, mais à la réhabilitation de l'associé d'une maison de commerce.

## I. — CODE DE 1807 ET LOI DE 1838.

Le Code de 1807 ne traitait pas la question. Rien n'y révèle que l'on se soit, à un moment quelconque,

demandé si l'associé d'une maison de commerce devait faire l'objet d'une disposition spéciale de la loi. Et pourtant, la situation est vraiment délicate. Que constatons-nous en effet ? Nous constatons que, sous l'empire de la législation de 1807, comme sous celui de la législation de 1838, d'ailleurs, la réhabilitation du failli simple est subordonnée à l'accomplissement d'une condition essentielle et très sévère : paiement intégral des sommes dues en capital, intérêts et frais.

Quand il s'agit d'un failli qui a fait le commerce seul par ses propres moyens, il n'y a pas de question ; puisqu'il est seul débiteur, c'est à lui qu'incombe le soin de payer tout, s'il veut obtenir sa réhabilitation ; mais que va-t-il se passer si, au lieu de se trouver en présence d'un seul failli, on se trouve en présence de deux, trois ou quatre faillis solidaires. Ces faillis peuvent avoir été chacun, dans la société en déconfiture, pour des sommes différentes ; l'un peut y avoir apporté 100.000 francs un autre 150.000, un troisième 50.000. Si le passif de la société est de 500.000 francs, il restera après absorption de l'actif au moins 200.000 francs, à verser aux créanciers ; en fait, ces 200.000 francs seront dus par les trois associés dans la proportion de leurs mises. Faudra-t-il cependant que le troisième, le moins riche, soit tenu de payer précisément la totalité de cette somme pour obtenir sa réhabilitation, ne suffira-t-il pas qu'il verse sa quote-part ou exécute son concordat particulier s'il en a obtenu un ? Telle est la question très importante, qui se pose et que le Code de 1807 pa-

rait avoir ignorée. Il ne disait rien en effet de l'associé d'une maison de commerce, laissant sans doute aux tribunaux le soin d'interpréter son texte et, pour ainsi parler, de développer et compléter la loi.

La loi de 1838 est venue, sur ce point encore, apporter des précisions nécessaires. Elle l'a fait dans un sens rigoureux pour le failli, mais en appliquant en somme les principes qui régissent les débiteurs solidaires. Les associés d'une maison de commerce, a-t-elle dit, sont vis-à-vis des créanciers de la société des codébiteurs solidaires, ils ne sont donc pas seulement responsables chacun de leur part, mais ils doivent au contraire chacun la totalité des sommes sauf à recourir les uns contre les autres pour finalement ne payer que leurs parts respectives. Dans ces conditions chacun d'eux n'aura payé ce qu'il doit que si toutes les sommes dues ont été versées. Et ce paiement intégral étant exigé pour l'obtention de la réhabilitation, si chaque associé ne fait pas son devoir, celui qui veut être réhabilité doit tout payer.

C'est ce qui fut indiqué dans l'article 604 (loi de 1838) : « Il (le failli) ne pourra l'obtenir (sa réhabilitation) s'il est associé d'une maison de commerce  
« tombée en faillite, qu'après avoir justifié que toutes les dettes de la société ont été intégralement  
« acquittées en principal, intérêts et frais, lors même  
« qu'un concordat particulier lui aurait été consenti. »

Le débat sur ce point paraît avoir été assez étendu devant la Chambre des députés. M. Quénault, dans son rapport, indiquait qu'un amendement tendant à

accorder la réhabilitation à l'associé d'une maison de commerce qui, après avoir obtenu un concordat particulier, justifie du paiement de sa part proportionnelle dans la dette sociale, avait été présenté et discuté sérieusement par la Commission. Des arguments pressants, ajoutait-il, s'offrent en faveur de ce failli : ses créanciers l'ont entre tous reconnu excusable, ils l'ont par ce concordat particulier, dégagé de toute solidarité avec ses coassociés moins honnêtes ; en payant sa part sociale, il paie toute sa dette, etc...

La réponse de la Commission avait été sévère : il ne faut pas faire de concession au sentiment ; il faut seulement voir et dire le droit ; le concordat réduit la dette civile mais laisse subsister l'obligation naturelle : « La dette sociale, écrit le rapporteur, est la  
« dette personnelle de chaque associé, c'est le paie-  
« ment intégral de cette dette qui lui est imposé par  
« l'honneur, par la conscience, s'il acquiert les  
« moyens de s'acquitter. Lui accorder, sans qu'il ait  
« payé cette dette tout entière, le bénéfice de la  
« réhabilitation, c'est se départir des conditions qui  
« font le mérite et l'honneur de cette institution. »

La thèse contraire avait été éloquemment soutenue devant la Chambre des pairs par l'illustre jurisconsulte Tripier, rapporteur du projet de loi : « S'il  
« appert du traité que cette remise a été totale, com-  
« plète, si les créanciers ont consenti à ce que cet  
« associé ne soit considéré comme débiteur que de  
« la portion des dettes égale ou correspondante à  
« sa part d'intérêt dans la Société ; à ce que ce paie-

« ment le libère intégralement et efface à son égard  
« toutes les traces de la Société, la loi ne doit pas  
« interdire la réhabilitation lorsque le paiement a  
« été réellement effectué. » Le fondement juridique  
de cette argumentation résidait en cette idée que la  
solidarité n'est pas d'ordre public et que le créancier  
peut toujours y renoncer. En réalité, ce débat don-  
nait lieu à la première manifestation de la pensée  
qui devait plus tard faire fortune et trouver son ex-  
pression dans la loi du 30 décembre 1903, qui déclare  
la réhabilitation possible quand les créanciers du  
failli lui ont fait remise de sa dette.

Il était trop tôt pour faire triompher ces principes  
nouveaux et la loi fut votée dans les termes que nous  
rappelions au début de ce paragraphe. La réhabilita-  
tion était ainsi, pour l'associé d'une maison de com-  
merce, encore plus difficile que pour le failli seul com-  
merçant.

## II. — LOIS DU 30 DÉCEMBRE 1903 ET DU 22 MARS 1908.

La loi du 30 décembre 1903 laissa subsister, ainsi  
que nous l'avons déjà indiqué, la réhabilitation de  
droit obtenue par le seul fait du paiement intégral des  
sommes dues en principal et des intérêts pendant  
cinq ans. Elle maintint dans l'article 604, alinéa 2, la  
règle établie par la loi de 1838 pour l'associé d'une  
maison de commerce pour des motifs évidemment

identiques à ceux qui furent proposés en 1838 : solidarité des débiteurs, permanence de l'obligation naturelle, en dépit du concordat, honneur du commerce.

Du moins l'associé d'une maison de commerce bénéficia-t-il, comme tous les faillis simples, de la réduction des intérêts.

La nécessité d'opérer un changement dans cette situation s'imposait d'ailleurs d'autant moins que l'article 605 nouveau créait de toutes pièces cette réhabilitation facultative sur laquelle nous nous sommes déjà amplement expliqué. Aucun motif ne permettait plus de distinguer pour l'obtention de celle-ci entre le failli ordinaire et l'associé d'une maison de commerce. Il était juste que le second auquel on réclamait tant pour la réhabilitation de droit, pût profiter largement de l'innovation de l'article 605.

Et là sa situation devenait bien meilleure. Le critérium en effet est le concordat.

Pour postuler la réhabilitation facultative, le failli simple ordinaire doit justifier qu'il s'est acquitté dans les termes du concordat. Rigoureusement, le législateur aurait pu n'admettre l'associé d'une maison de commerce au même bénéfice que dans le cas où la société commerciale en faillite aurait obtenu un concordat et moyennant le paiement intégral par le demandeur en réhabilitation des dividendes promis par la société.

Au contraire, la loi de 1903 a distingué. Ce qu'elle a pris en considération, ce n'est plus la société elle-

même c'est l'associé demandeur et elle a décidé que cet associé pourrait solliciter la réhabilitation facultative moyennant l'exécution du concordat particulier par lui obtenu (art. 608 al. 2). La Société commerciale peut donc avoir été mise en faillite dans les conditions les plus désastreuses pour les créanciers et les plus révélatrices d'une administration malhonête, s'il est parmi les associés un seul homme qui ait mérité et obtenu, à titre personnel, des créanciers ce témoignage de confiance qu'est un concordat, cet associé pourra, moyennant qu'il remplisse les autres conditions générales, solliciter sa réhabilitation.

C'est là une réforme considérable. Le concordat particulier peut être accordé à l'associé failli à des conditions très douces, uniquement en considération de sa bonne foi : il sera en mesure de solliciter sa réhabilitation. Voilà donc rompue cette solidarité contre laquelle Tripier s'élevait en 1838, déclarant qu'elle « n'est pas d'ordre public ». Comme il arrive presque toujours on est allé en 1903 plus loin que ce jurisconsulte. Le législateur de 1903 en effet ne se préoccupe pas des conditions du concordat ; il ne demande pas que son taux soit égal ou proportionné à la part de l'associé dans la Société ; il ne demande pas non plus si les créanciers ont entendu faire une remise complète de dettes à leur débiteur : Y a-t-il eu concordat particulier ? ce concordat a-t-il été loyalement exécuté ? tout est là, on n'en veut pas savoir davantage.

L'antinomie entre les articles 604 et 605 est manifeste.

On demandait tout à l'associé dans l'article 604, on ne lui demande même plus une somme proportionnelle dans l'article 605. Cette antinomie, il est vrai, est peu importante car tout associé intéressant obtiendra facilement un concordat particulier.

Et puis, si elle profite à l'associé, vraiment jusqu'alors soumis à une loi trop draconienne, on ne peut qu'en féliciter le législateur de 1903.

Appliquera-t-on aussi à l'associé d'une maison de commerce le dernier alinéa de l'article 605 nouveau prescrivant que la remise entière des dettes par les créanciers ou leur consentement unanime rendra possible la réhabilitation du failli simple ?

La réponse ne paraît pas douteuse. Pourquoi y aurait-il à cet égard une différence ? Il n'y a pas dans cette disposition de restriction relative à l'associé d'une maison de commerce. Elle est conçue au contraire dans des termes très larges qui embrassent sans difficulté tous les faillis. Elle constitue d'ailleurs relativement à l'associé d'une maison de commerce une prescription qui n'a pas le caractère exceptionnel que nous relevions dans la précédente ; nous devons conclure qu'elle s'applique à lui comme à tous les faillis.

La loi du 24 mars 1908 ne contient aucune disposition particulière au failli qui nous occupe. L'associé de maison de commerce en bénéficie comme tous les faillis en ce qu'elle supprime la condition de délai précédemment imposée par la loi de 1903 avant toute réhabilitation facultative (article 605).

Il en bénéficie ensuite comme tous les autres faillis en ce qu'elle institue la réhabilitation automatique.

Cette dernière n'étant soumise à aucune espèce de condition autre que celle qui est relative au laps de temps par lequel elle s'acquiert, il est évident qu'elle profite à tous les faillis simples, y compris l'associé d'une maison de commerce.



## LIVRE III

### PROCÉDURE

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### **Juridiction compétente**

Les conditions de la réhabilitation arrêtées, il fallait fixer la compétence et dire quelle juridiction ou quelle autorité aurait mission de rendre au failli sa capacité civile et politique.

La question était délicate : il pouvait y avoir intérêt à remettre ce soin à l'autorité gouvernementale ou à le confier au contraire à une juridiction. Parmi les juridictions, devait-on faire choix de la Cour d'appel ou du Tribunal de commerce ? La première donnerait à cet acte considérable plus d'éclat ; le second serait plus à même peut-être de prononcer la réhabilitation vite et sans frais. Enfin parmi les Tribunaux de commerce, lequel importait-il éventuellement de désigner ? Le failli n'est pas attaché au lieu de sa faillite ; souvent, après cette triste aventure, il quitte son pays pour un autre dans lequel ses malheurs sont restés inconnus, devra-t-on attribuer compé-

Tence au Tribunal de commerce qui a prononcé la faillite ou à celui du domicile nouveau du débiteur ?

## I. — CODE DE 1807.

Le Code de 1807 a tranché le débat en faveur de la compétence de la Cour (art. 604) ; la loi du 28 mai 1838 n'a rien innové sur ce point : « Toute demande en « réhabilitation sera adressée à la Cour royale dans « le ressort de laquelle le failli sera domicilié. » (Art. 605.)

Cette disposition, qui ne fit en 1838 l'objet d'aucun débat, n'avait pas été, en 1807, arrêtée sans une discussion assez vive.

Le Conseil d'État comptait encore parmi ses membres des tenants de l'ancien système législatif qui avaient du mal à s'adapter aux nouveaux principes.

Une rédaction proposée par M. de Ségur (1) portait : « Article 151 : Toute demande en réhabilitation de « la part du failli sera adressée à l'Empereur par « l'intermédiaire du grand juge Ministre de la Justice. « Article 153 : Le grand juge après avoir examiné « la demande et pris les ordres de l'Empereur, la « renverra s'il y a lieu au procureur général de la « Cour d'appel dans le ressort de laquelle le pétitionnaire est domicilié. — Article 158 : Le procureur général de la Cour d'appel transmettra le tout « avec son avis au grand juge Ministre de la Justice :

1. Locré, *op. cit.*, t. 19, p. 364.

« Il en sera fait rapport à Sa Majesté qui statuera « définitivement en Conseil d'État. » L'article 159 prescrivait ensuite que le procureur général fit donner lecture publique de l'arrêt portant réhabilitation et veillât à sa transcription sur les registres de la Cour d'appel.

Cette proposition était très éloignée de celle qui fut adoptée. La Cour d'appel n'aurait joué qu'un rôle d'organe enregistreur. Ses fonctions auraient été analogues à celles qu'elle remplit en entérinant des lettres de grâce. Le parquet de la Cour n'aurait agi que comme agent de renseignements du pouvoir et non comme rouage judiciaire. Dans cette hypothèse le droit d'accorder la réhabilitation aurait constitué un privilège impérial dont l'exercice aurait en définitive dépendu du bon plaisir de l'Empereur ou de ses bureaux. Il est difficile en effet d'admettre qu'un pareil texte eût pu instaurer la réhabilitation de droit, car on y trouve à l'article 153 qu'il est prescrit au grand juge de prendre les ordres de l'Empereur, de renvoyer « s'il y a lieu » au procureur général la demande; et au procureur général de donner son avis.

L'Archichancelier fut frappé dès l'abord du danger de cette procédure qui faisait sortir le Conseil d'État de ses attributions pour le transformer en corps judiciaire.

Il lui fut répondu que le texte proposé avait pour objet de donner à la réhabilitation plus de solennité et que d'ailleurs « ces sortes d'affaires sont essentiellement administratives », puisqu'il s'agit de

réintégrer un particulier dans ses droits politiques :  
« Or, la puissance qui gouverne a seule ce droit...  
« Cependant on peut ne pas faire intervenir le Conseil d'État, pourvu que la réhabilitation s'opère  
« par lettres du prince qui soient entérinées. »

La thèse de la section prend forme ici. Au fond l'objet de la disposition proposée était moins de donner à la réhabilitation plus de solennité que de poser en principe que, seul, le pouvoir souverain a le droit de la prononcer. Le porte-paroles de ce parti était, dans le Conseil d'État, Regnaud de Saint-Jean-d'Angély. Il précisa encore sa pensée dans une interruption que nous a conservée Locré dans son ouvrage : dans un gouvernement monarchique, les grâces n'émanent que du prince.

L'Archichancelier se tenait sur un terrain moyen. Il souhaitait les lettres du prince par « convenance » mais il lui paraissait que la réhabilitation était avant tout une affaire judiciaire puisque des oppositions pouvaient se produire, sur lesquelles il faudrait bien statuer et il proposait alors une combinaison : la procédure serait faite en entier devant la Cour d'appel, mais le jugement ne serait exécuté qu'avec l'*approbation du prince*.

Merlin se montra nettement favorable à la procédure judiciaire ; il fit remarquer qu'en matière criminelle la réhabilitation est prononcée par les cours de justice (1) et écartant l'intervention du Conseil

1. Cette assertion de Merlin était d'ailleurs inexacte ainsi qu'il résulte de notre note (*supra*).

d'État il déclara que la même attribution de compétence s'imposait en matière de réhabilitation des faillis.

Tout le malentendu gisait dans le terme employé par Regnaud qui assimilait la réhabilitation à la grâce. Il ne s'agit pas de grâce, mais de justice rigoureuse, répondait Ségur. Et il avait raison !

L'idée de Regnaud ne pouvait se concilier avec la réhabilitation de droit après paiement intégral du passif, qui était au fond ce que le Conseil d'État voulait instituer. C'est à Merlin que revient l'honneur d'avoir fait triompher la réhabilitation de droit et avec elle la compétence judiciaire.

Ce premier point étant acquis, à quelle juridiction confier le soin d'accomplir la vérification indispensable et de rendre le jugement constatant que le débiteur, ayant tout payé, doit être remis en possession de ses droits ?

Les juges du commerce, compétents pour déclarer la faillite, auraient pu paraître naturellement désignés. Leur présence au lieu de l'ouverture, leurs connaissances personnelles pouvaient leur faciliter la tâche.

Mais il fallait donner à la réhabilitation une certaine solennité et il s'agissait d'autre part de se prononcer sur une question qui est assurément la conséquence d'un événement commercial, mais qui n'a par elle-même aucun caractère commercial.

D'une part la solennité pouvait être obtenue par l'attribution de compétence à la Cour d'appel, la

plus haute juridiction de jugement, la Cour de cassation étant un tribunal de contrôle. D'autre part le Conseil d'État fut séduit par l'idée que les Tribunaux de commerce étant des tribunaux d'exception, il ne fallait pas leur donner le soin de statuer sur une demande qui tenait à l'état civil des citoyens,

Il se trouva bien un membre de cette haute assemblée pour proposer que la compétence fût attribuée au Tribunal de commerce quand la Cour d'appel serait trop éloignée (1). Cette solution était inadmissible puisqu'elle ramenait à une question de fait, ce qui ne peut être qu'une question de principe et tendait à rendre incertaine la compétence que l'on se proposait de fixer.

Aussi cette opinion ne fut-elle pas accueillie et la compétence en matière de réhabilitation fut dévolue à la Cour d'appel du domicile actuel du failli. Cette solution, très conforme peut-être aux principes du droit civil, très propre aussi à donner aux jugements sur la réhabilitation cette solennité qui devait frapper la masse avait l'inconvénient de ne pas laisser ouverte la voie de l'appel. Il est vrai que cet inconvénient se trouvait réduit par ce fait qu'il n'y avait qu'une seule espèce de réhabilitation ; que celle-ci s'obtenait de plein droit par le paiement intégral ; que l'œuvre de la Cour ne devait être qu'une œuvre de vérification et qu'il n'y avait pas de débat entre les opposants et le demandeur. Malgré toutes ces

1. Regnaud de Saint-Jean-d'Angély.

atténuations, l'inconvénient demeurait et demeura longtemps.

## II. — LOI DE 1903.

Près d'un siècle s'écoula avant qu'aucune modification fût apportée aux dispositions que nous analysons plus haut. La loi du 30 décembre 1903 seule devait retirer aux Cours le droit de prononcer, à la fois en premier et en dernier ressort, sur les demandes de réhabilitation formées par les faillis.

Avec la nouvelle loi, la compétence, en premier ressort, passa au Tribunal de commerce. La même disposition remit la connaissance des instances en réhabilitation, non pas au Tribunal de commerce du lieu du domicile du failli, mais à celui du lieu d'ouverture de la faillite (art. 606 nouveau). C'était encore une innovation, l'article 606 du Code de 1807 attribuant au contraire la compétence « à la Cour royale dans « le ressort de laquelle il (le failli) sera domicilié ».

Cette réforme fut généralement bien accueillie. Les compagnies consulaires, pour la plupart contraires sur les points les plus essentiels à la proposition Béranger, furent presque unanimes à accepter le changement de juridiction. Seuls quatre tribunaux, ceux d'Amiens, Le Mans, Toulouse et Rouen, demandèrent le maintien du *statu quo*.

La réforme réalisée sur ce point par la loi de 1903 présente de réels avantages.

Le Tribunal de commerce qui a prononcé la faillite

a sous la main tous les éléments d'appréciation. La procédure paraît nécessairement devoir être plus simple, plus rapide et moins coûteuse que devant la Cour d'appel. Il s'agit seulement en définitive d'annuler une partie des effets d'un jugement rendu par la juridiction commerciale.

Enfin et surtout la réforme s'imposait comme le corollaire des modifications profondes apportées par la loi de 1903 dans les principes mêmes qui régissent la réhabilitation commerciale.

Jadis, il ne s'agissait que d'une vérification à faire : nul débat, peu de risques d'erreur ou d'injustice pour le failli, pas d'appréciation de faits.

Depuis 1903 tout est différent. Il n'est plus seulement question de savoir si le débiteur a payé ce qu'il doit ; il faut dans les cas les plus fréquents juger sa conduite, dire s'il est de « probité reconnue », s'il mérite qu'on s'intéresse à lui. On ne saurait pour de semblables appréciations s'entourer de trop de garanties. Il est nécessaire qu'un contrôle puisse s'exercer ; il est indispensable que le demandeur et aussi le ministère public (1) jouissent d'une voie de recours contre la décision rendue. Il faut en un mot que l'appel soit possible et le seul moyen de le rendre tel, était de restituer aux juges du commerce leur rôle de magistrats du premier degré en conservant à la Cour son rang de tribunal d'appel. C'est ce qu'a fait la loi de 1903 et cela nous paraît une œuvre sage, utile et profitable à tous.

1. Il s'agit du procureur de la République près le tribunal de première instance de l'arrondissement.

## CHAPITRE II

### Introduction et Instruction de la demande.

#### I. — INTRODUCTION DE LA DEMANDE.

##### § 1. — *Code de 1807 et loi de 1838.*

L'instance en réhabilitation était introduite par voie de « pétition » (Code de 1807) ou de « requête » (loi de 1838), présentée sous le régime des lois de 1807 et de 1838, à la Cour royale dans le ressort de laquelle le failli était domicilié (art. 604 de 1807 et 603 de 1838).

Cette requête, rédigée dans les formes habituelles à tous les actes de ce genre, devait être accompagnée des quittances et autres pièces justifiant que le failli avait payé intégralement toutes les sommes par lui dues. Ces pièces constituaient l'élément principal du dossier de réhabilitation.

Elles n'étaient pas tout cependant et la Cour ne statuait pas sur le seul vu de ces pièces. Cela aurait pu être admissible pourtant en principe dans le cas où aucune opposition ne se produisait de la part des créanciers. Il s'agissait en effet d'une réhabilitation de droit qui était en somme déjà acquise par le failli,

au moment où il se présentait devant la Cour. Merlin l'exposait au Conseil d'État (1) : « Ainsi, lorsque cet  
« état (de failli) cesse à raison du paiement des créan-  
« ciers, la réhabilitation s'opère de plein droit par  
« la seule force de la loi, et sans qu'il soit besoin  
« qu'aucune autorité l'accorde ; il ne s'agit donc que  
« de faire vérifier les faits, d'examiner si l'état de  
« failli subsiste encore ou s'il a cessé. » On peut donc  
dire que les renseignements sur le failli étaient dé-  
pourvus d'importance, le rôle de la Cour étant ainsi  
strictement délimité.

Cependant, le Parquet entraînait en scène et l'article 606 (Code de 1807) lui attribuait un rôle : « Le pro-  
« cureur général près la Cour royale, sur la commu-  
« nication qui lui aura été faite de la requête, en adres-  
« sera des expéditions, certifiées de lui, au procureur  
« du roi près le tribunal d'arrondissement et au  
« président du tribunal de commerce du domicile du  
« pétitionnaire et, s'il a changé de domicile depuis la  
« faillite, au tribunal de commerce dans l'arrondisse-  
« ment duquel elle a eu lieu en les chargeant de re-  
« cueillir tous les renseignements qui seront à leur por-  
« tée, sur la vérité de faits qui auraient été exposés. »  
La loi de 1838 élargit encore ce cercle d'information  
en prescrivant que, dans le cas de changement de  
domicile postérieurement à la faillite, les mêmes ex-  
péditions seraient aussi adressées aux mêmes fins au  
procureur du roi de l'arrondissement dans lequel  
s'était ouverte la faillite.

1. Loqué, *op. cit.*

Ces divers magistrats étaient, comme nous le verrons tout à l'heure, chargés d'assurer la publicité de la demande. Mais ils avaient aussi une autre mission, sorte de mission de police : ils recueillaient et transmettaient tous les renseignements à leur portée sur la vérité des faits et donnaient leur avis (1). Il semble que si le procureur du roi et le président du Tribunal de commerce n'avaient été en réalité dans l'espèce que des agents de publicité, il n'y aurait pas eu lieu de leur demander ces renseignements particuliers, ni leur avis.

## § 2. — *Lois de 1903 et 1906.*

La loi de 1903 qui a apporté, et dans l'essence de la réhabilitation et dans la compétence en cette matière, des transformations profondes, a naturellement dû modifier aussi la procédure prescrite.

Elle l'a fait dans l'article 606. Le tribunal compétent n'est plus la Cour d'appel (nous l'avons vu au

1. « Le ministère public, chargé en cas de demande en réhabilitation formée par un failli de vérifier les allégations du demandeur, ne procède pas par voie d'instruction judiciaire, mais se livre à une information confidentielle dont aucune disposition légale ne prescrit la communication au failli (Code com. 606, 608, 609). En conséquence le failli ne peut se plaindre de ce défaut de communication, alors d'ailleurs qu'il est constaté en fait qu'il a été prévenu que les conclusions du Ministère public lui seront contraires, et qu'il a été ainsi mis en mesure de donner les explications nouvelles que pouvaient nécessiter les renseignements transmis à la Cour. » Req., 17 novembre 1857. D. P. 58.1.241.

chapitre précédent), c'est maintenant le Tribunal de commerce qui a prononcé la faillite.

Cependant, ce n'est pas ce tribunal qui doit être saisi par le demandeur. Celui-ci adresse sa demande « au procureur de la République de l'arrondissement » dans lequel la faillite a été prononcée avec les « quittances et pièces qui la justifient ».

Ce magistrat est, par la nouvelle loi, investi du rôle jadis réservé au procureur général : c'est lui qui fait dresser le nombre d'expéditions nécessaires et les envoie au président du Tribunal de commerce et au procureur de la République du domicile du demandeur.

Ces deux derniers magistrats recueillent tous renseignements sur la vérité des faits exposés. Ils les transmettent ensuite au procureur de la République à qui appartient la direction de la procédure et celui-ci les fait parvenir, toujours avec son avis motivé (art. 609 nouveau), au président du Tribunal de commerce qui a prononcé la faillite.

Sous le régime de la loi de 1903, cet avis du procureur de la République apparaît dans les cas de réhabilitation prévus à l'article 605 comme absolument indispensable. En effet, si, dans l'hypothèse de la réhabilitation de droit par paiement intégral, on peut contester l'opportunité d'une enquête du parquet, il n'en va plus de même dans les cas de réhabilitation facultative. Il s'agit maintenant de procurer une faveur à un failli qu'on suppose digne de la mériter. Ce mérite résultera d'une part de sa « probité re-

connue », d'autre part, de l'exécution des clauses du concordat ou de la remise totale des dettes ou du consentement des créanciers. Dans tous ces cas, il importe que le procureur de la République, défenseur-né de la morale publique et de l'ordre social, intervienne pour déjouer les manœuvres malhonnêtes, les collusions frauduleuses, les tentatives de chantage dont pourraient se rendre coupables soit le failli lui-même, soit ses créanciers. Ces avis et renseignements néanmoins, fournis à titre confidentiel, ne sont pas nécessairement, dit M. Brégeault, communiqués au demandeur en réhabilitation.

Les lois de 1906 et 1908 n'ont pas touché au fond même de cette disposition essentielle de la loi de 1903.

La loi du 31 mars 1906 s'est contentée d'y apporter une modification de détail. Nous pensons que cette modification constitue pour les faillis un grand bienfait, sans pour cela porter atteinte à l'institution de la réhabilitation.

La proposition qui est devenue la loi de 1906 a eu pour auteur M. Lauraine député, qui s'est constamment distingué par sa sollicitude pour les faillis. L'article 606, expose M. Lauraine, soulève dans la pratique de très réelles difficultés.

Le législateur de 1903 a voulu évidemment faciliter la réhabilitation et supprimer les frais, cela résulte même du changement de juridiction et des simplifications de procédure. Cependant, ce législateur lui-même, malgré ses bonnes intentions a prescrit des formalités coûteuses que l'on pourrait faci-

lement supprimer. Il en est ainsi par exemple des expéditions que le procureur de la République doit faire dresser et envoyer au Tribunal de commerce et au Parquet du domicile du demandeur, et M. Lauraine de citer le cas d'un commerçant qui, ayant produit six mille pièces justificatives, se voyait forcé de supporter le coût de douze mille expéditions. La solution est donc le remplacement des expéditions par la simple communication d'autorité à autorité.

Même remarque pour les frais d'enregistrement qui atteignent très vite un chiffre considérable. Il faut rendre facile au failli qui paie intégralement ou dont la probité est reconnue l'accès de la réhabilitation.

Dans ce dernier cas même, il ne faut pas que le failli qui a exécuté son concordat et payé les dividendes promis soit moins bien traité parce qu'il produit beaucoup de pièces, que celui qui, ayant obtenu une remise entière de ses dettes ou le consentement de ses créanciers n'a qu'un dossier très réduit.

La Chambre adopta la manière de voir de M. Lauraine et vota cette loi du 31 mars 1906 qui a modifié heureusement l'article 606 du Code de commerce et prescrit que le procureur de la République de l'arrondissement où la faillite a été prononcée communiquera toutes les pièces du dossier au procureur de la République et au président du Tribunal de commerce du domicile du failli. Enfin le troisième alinéa de ce même article porte que « la production des « quittances et autres pièces en vue de la réhabilita-

« tion n'en rendra pas, par elle-même, l'enregistre-  
« ment obligatoire ».

## II. — PUBLICITÉ DE LA DEMANDE.

L'examen de l'article 606 nous a montré que le rôle principal du Parquet consistait non seulement à recueillir des renseignements généraux sur le failli, mais aussi et surtout à organiser la publicité de la demande.

On sent en effet que la publicité est dans notre matière une chose essentielle. Que se propose-t-on ? On se propose de rendre les droits civils et politiques à un homme qui a donné satisfaction à ses créanciers. Il en est ainsi tout au moins dans les systèmes de 1807, de 1838, et de 1903. Pas de réhabilitation possible sans cela.

Il faut donc de toute nécessité que le demandeur rapporte les pièces justificatives, soit de sa libération complète, soit de sa libération dans les termes du concordat, soit de la remise entière de dettes qu'il a obtenue ou du consentement de tous ses créanciers ! Il est évident que la fraude aurait trop beau jeu si les déclarations du failli n'étaient pas soumises à la contestation possible des créanciers. Or, pour que ceux-ci puissent au besoin discuter le bien-fondé de la demande, il est indispensable qu'ils connaissent cette demande.

C'est à cette nécessité que répond la publicité. Mais la demande peut être portée à la connaissance des

créanciers de diverses manières et la publicité peut être soit absolue, c'est-à-dire exister à l'égard de tout le monde, soit relative, c'est-à-dire n'être réalisée qu'à l'égard des créanciers. La législation s'est ralliée successivement à chacun de ces deux systèmes.

§ 1. — *Code de 1807 et loi de 1838.*

Le Code de 1807, la loi de 1838, préoccupés avant tout des intérêts des créanciers, donnèrent à la demande de réhabilitation la plus large publicité.

« Comme nous l'indiquions quelques lignes plus haut, le but de cette publicité est d'appeler les renseignements de nature à éclairer la religion de la Cour sur la sincérité des paiements allégués par le débiteur. La loi ne se contente pas de la production des quittances, elles peuvent n'être que le fruit d'une transaction et déguiser une perte réelle. Or, elle ne permet pas que la condition qu'elle a imposée à la réhabilitation puisse être éludée et qu'on puisse jouir des avantages qu'elle produit sans avoir réellement fait disparaître tous les obstacles. »

Aussi l'article 607 (1807 et 1838) prescrivait-il l'affichage de la requête en réhabilitation pendant *deux mois* dans les salles d'audience du Tribunal civil, du Tribunal de commerce et à l'Hôtel de ville. En outre l'insertion par extrait de cette requête dans les journaux était ordonnée.

Il est certain que, par ce moyen, on pouvait espérer atteindre à peu près tous les créanciers et cela

de quelque manière que la faillite ait été clôturée. La publicité très large ainsi organisée présentait donc à cet égard de très grands avantages, spécialement quand le demandeur était un débiteur dont la faillite avait été close pour insuffisance d'actif. Dans ce cas, en effet, il est fréquent qu'aucun inventaire complet n'ait été dressé, que la liste des créanciers n'ait pas été arrêtée, que les créances n'aient pas été affirmées.

L'affichage permettait à ces créanciers de connaître la demande de leur débiteur et par suite de s'élever contre elle dans le cas où ils n'auraient pas été désintéressés selon le vœu de la loi.

D'autre part ce système présentait un inconvénient peut-être égal à ses avantages. En rendant publique la demande, il rappelait au souvenir de chacun la faillite du demandeur ; il pouvait ainsi compromettre à nouveau son crédit et sa réputation. Et dans le cas où la demande n'était pas accueillie, c'était pour le failli une nouvelle déchéance plus profonde que la première. Si l'on songe que l'échec de la demande pouvait être dans certains cas, exceptionnels sans doute, mais non invraisemblables, l'œuvre de la rancune et de la mauvaise foi d'un créancier, on ne peut s'empêcher de convenir que la publicité de 1807 et de 1838 prêtait bien à la critique. Et cependant ses inconvénients étaient fort atténués par ce que la seule réhabilitation possible était la réhabilitation de droit par paiement intégral qui laisse bien peu de place à la fraude et à la malveillance.

§ 2. — *Loi de 1903.*

Il n'en alla pas de même quand on abandonna les voies simples et rigides de la justice intégrale pour suivre celles de l'équité, moins nettement définies.

Dès lors qu'il est question de « probité reconnue », de « consentement unanime des créanciers », de « remise entière de dettes », la porte est ouverte bien plus grande à la malice, aux manœuvres douteuses. Certes le Ministère public est là, qui veille, mais auquel aussi des choses nécessairement échappent. La fraude peut se produire aussi bien de la part du créancier que de la part du débiteur.

Comment dans ces conditions n'apercevrait-on pas les dangers que l'affichage peut faire courir à la réputation du demandeur en réhabilitation? Depuis bien des années, celui-ci croit avoir vécu selon l'honneur; il a fait tous ses efforts pour payer ce qu'il doit à ses créanciers dans les limites prévues par la loi. Voici qu'il forme sa demande, révélant à un grand nombre qui ne le connaissait pas son état de faillite, est-il juste qu'il soit dès lors à la merci d'un créancier peu scrupuleux qui se plaira à entraver ses efforts vers la réhabilitation, réussira peut-être à l'en écarter et le fera retomber ainsi dans la mésestime publique, grâce au retentissement donné à sa demande.

Le législateur du 30 décembre 1903 obéissant au souci d'éviter au failli une semblable disgrâce restreignit notablement les mesures de publicité. Il con-

tinua d'exiger, malgré les protestations de certains tribunaux (Nîmes, Tourcoing) du procureur de la République son avis motivé sur la demande, mais il n'ordonna plus l'affichage de celle-ci que pendant un mois et seulement dans la salle d'audience du Tribunal de commerce. Il ne fut plus question d'insertions dans les journaux. Pour le surplus, il prescrivit qu'il fût donné avis du dépôt de la demande par lettre recommandée « à chacun des créanciers vérifiés à la « faillite, ou reconnus par décision judiciaire postérieure, qui n'auraient pas été intégralement payés « dans les conditions de l'article 604 ». Ces derniers en effet sont seuls intéressants, ceux qui ont au contraire reçu leur paiement intégral ne le sont plus. Un point restait obscur : qui devait envoyer les lettres ?

La loi de 1906 vint heureusement le préciser : les lettres recommandées devaient être envoyées par le greffier du tribunal de commerce. Jusqu'en 1906, le principe en effet était posé, mais l'exécution de la loi n'était pas assurée.

La mesure nouvelle prescrite par la loi de 1903 devait rencontrer une grande difficulté d'exécution.

L'article 605 nouveau donnait à tout failli non banqueroutier le droit de demander sa réhabilitation, s'il était « de probité reconnue » et remplissait certaines conditions exclusives du paiement intégral. Il fallait donc admettre par la force des choses que même les faillis, dont la faillite avait été close pour insuffisance d'actif, pouvaient se trouver dans les

conditions voulues pour solliciter leur réhabilitation. Or le régime de 1903 imposait au greffier d'envoyer aux créanciers non payés l'avis que nous rappelions tout à l'heure. Quand la faillite a été close pour insuffisance d'actif avant affirmation des créances, des créanciers demeurent inconnus et il est impossible de les aviser. La réhabilitation était donc interdite au failli qui se trouvait dans cette situation, à moins, semble-t-il, de rouvrir les opérations de faillite, de procéder aux affirmations de créance et, pour ce faire, d'exposer des frais et de se livrer à une publicité qui font reculer les faillis.

Or, ces faillis-là sont la majorité; on pouvait donc se demander si les effets de la loi de 1903 ne seraient pas plus illusoires que réels.

La justice s'est occupée de la question et lui a procuré des solutions, diverses suivant les lieux. D'un jugement du Tribunal de commerce de la Seine en date du 10 août 1904, qui n'a pas été frappé d'appel, il résulterait que les requêtes à fin de réhabilitation doivent être, dans le cas qui nous occupe, précédées de jugements de réouverture des opérations et ne sont transmises à la présidence qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi en matière de faillite (2). Tous les faillis dont les opérations ont été closes pour insuffisance d'actif, dans le ressort du Tribunal de commerce de Paris auraient accepté cette manière de pratiquer.

1. V. Jug. tr. com. Seine du 10 août 1904.

2. Lettre de M. Roy du 5 février 1908.

Le Tribunal de commerce de Marseille au contraire apporte une solution toute différente (1), qui paraît être en harmonie avec l'avis du Parquet, mais en contradiction avec les décisions des autres Tribunaux de commerce.

Il déclare en effet que le Tribunal de commerce, saisi de la demande en réhabilitation, n'a pas à ordonner, préalablement à l'examen de cette demande, la réouverture des opérations de la faillite, cette formalité n'étant pas prescrite par la loi. Il constate d'autre part que les droits des créanciers n'étant pas compromis par la réhabilitation, rien ne s'oppose à celle-ci (2).

Ce n'est pas là, en somme, répondre à la préoccupation que nous indiquions précédemment. Assurément, la loi de 1903 ne prescrit pas la réouverture de la faillite, mais elle prescrit nettement l'avis aux créanciers vérifiés. Cet avis ne pouvant être donné qu'après réouverture de la faillite et vérification des créances, il apparaît clairement que le seul mode juridique de procéder à la réhabilitation du débiteur dont la faillite a été close pour insuffisance d'actif, est celui du Tribunal de commerce de la Seine.

Ce litige, dont les Tribunaux de commerce de Paris et de Rennes, consultés avant le vote de la loi de 1903, avaient prévu l'événement, aurait mérité d'être soumis à la juridiction supérieure. Il n'en a rien été à notre connaissance.

1. *Dépêche de Rouen* du 16 juin 1906.

2. Trib. com. Marseille, 10 avril 1907, *Rec. Marseille* 1907.1.261.

§ 3. — *Loi de 1908.*

La loi de 1908, en instaurant la réhabilitation automatique accessible à tous les faillis non banqueroutiers, a supprimé l'intérêt de cette question.

Quel failli maintenant aurait la pensée après avoir vu clore sa faillite pour insuffisance d'actif d'interester un procès pour faire juger que l'absence d'avis adressés aux créanciers n'empêche pas qu'il puisse obtenir sa réhabilitation. Il est plus simple d'attendre patiemment que les dix ans soient écoulés et d'éviter ainsi frais, démarches et ennuis : aussi la loi nouvelle ne s'est-elle pas préoccupée de cette situation particulière.

Elle a purement et simplement supprimé toute espèce d'affichage. Celui même que la loi de 1903 avait conservé dans la salle d'audience du Tribunal de commerce ne se fait plus (art. 607 nouveau).

L'avis au créancier par les soins du greffier du tribunal de commerce subsiste seul. Cette modification ainsi que celle qui fut apportée à l'article 608 a eu pour objet, écrit le rapporteur, « de répondre en « partie aux critiques qui se sont fait jour de certains « côtés et de rendre plus accessible la procédure de « réhabilitation ». Comme nous l'avons dit déjà, il n'était pas nécessaire de supprimer l'affichage pour cela, il suffisait de dispenser les faillis dont la faillite a été close pour insuffisance d'actif de l'avis aux créanciers.

Et dans tous les cas, avec la rédaction nouvelle de l'article 605, instituant la réhabilitation automatique, la suppression de l'affichage devait être sans action sur le nombre des instances en réhabilitation.

Cette suppression pouvait par contre faire naître une petite difficulté d'exécution pratique.

Naguère, le greffier du Tribunal de commerce dressait un acte authentique pour constater l'affichage de la demande. Cet acte donnait date certaine à la requête en réhabilitation et faisait courir les délais d'opposition. Avec la loi de 1908, plus d'affichage, donc plus d'acte authentique le constatant, faudrait-il le remplacer par un autre acte authentique comme serait un acte de dépôt de la requête par exemple ?

La loi a répondu en partie à cette préoccupation, en décidant que le délai d'opposition courait « à partir de cet avis », mais cela est encore un peu vague.

M. Chapuis président du Tribunal de commerce de la Seine propose la solution suivante (1) : « Pour  
« répondre à vos préoccupations, et la loi n'ayant  
« prévu que l'envoi de lettres recommandées, j'es-  
« time que le talon de la poste qui vous sera délivré  
« marquera suffisamment le point de départ de la  
« procédure et sera en tous les cas un commence-  
« ment de preuve par écrit que vous devrez conser-  
« ver soigneusement. »

1. Lettre du 5 mai 1908.

### III. — TRANSMISSION DU DOSSIER :

L'article 609 limite, sous les divers régimes, le délai à l'expiration duquel le dossier du demandeur en réhabilitation doit être transmis à la juridiction compétente.

Le Code de 1807 et la loi de 1838 fixaient à deux mois le temps au terme duquel le procureur du roi et le président du Tribunal de commerce devaient transmettre chacun séparément au procureur général, « les renseignements qu'ils auront recueillis et « les oppositions qui auront pu être formées » avec leur avis. Nous laisserons de côté pour le moment les oppositions qui feront l'objet d'une étude spéciale.

Il est assez singulier de voir demander, à une époque où n'existait que la réhabilitation de droit, des renseignements sur le failli. Cette singularité était encore plus accentuée en 1807, car il était spécifié que les magistrats cités plus haut devaient transmettre au procureur général « les connaissances particulières qu'ils auraient sur la conduite du failli ». Le législateur de 1838 fit disparaître cette anomalie vraiment trop forte, mais maintint la demande générale de renseignements.

De plus, en invitant le procureur de la République et le président du Tribunal de commerce du domicile du failli à donner leur avis sur la demande, on mêlait à la procédure de réhabilitation deux magistrats

de plus dont l'opinion, dans un temps de réhabilitation de droit, ne pouvait être d'un très grand intérêt.

La loi de 1903 a apporté des modifications sensibles à l'article 609.

D'abord, le délai d'opposition et d'enquête a été réduit à un mois. Puis, comme conséquence de la réforme opérée dans la compétence, le dossier doit être retourné non plus au Parquet général, mais au procureur de la République de l'arrondissement du Tribunal de commerce qui a prononcé la faillite.

Les magistrats qui sont chargés de renseigner ce dernier, ont une mission nettement délimitée ; ils doivent « recueillir tous les renseignements qu'ils pourront se procurer *sur la vérité des faits exposés* ». On ne leur demande pas leur avis (et pourtant c'est évidemment depuis la loi de 1903 instituant la réhabilitation facultative que cet avis aurait pu présenter le plus d'utilité) et c'est au procureur de la République chargé de la direction de la procédure seul, qu'il appartient de faire connaître son avis motivé au Tribunal de commerce qui finalement statuera.

Dans l'espèce, le procureur de la République agit vraiment comme Ministère public près du Tribunal de Commerce avec cette différence que ses conclusions sont seulement écrites et non pas orales.

### CHAPITRE III

#### **Des parties intervenantes dans l'instance en réhabilitation.**

La réhabilitation a été instituée sans doute dans l'intérêt du failli ; pour lui permettre de reprendre un jour dans la société sa place, mais elle ne l'a pas été seulement pour cela et nous avons eu déjà l'occasion d'indiquer que la société et les créanciers trouvaient leur compte à l'existence de la réhabilitation, aussi bien que le failli.

La conséquence de cette situation, c'est que la société et les créanciers doivent pouvoir faire entendre leur voix quand le débiteur sollicite sa réhabilitation.

L'intervention de la société nous est apparue dans le rôle confié au Ministère public. Nulle réhabilitation judiciaire, fût-elle de droit, ne peut profiter au failli sans que le Parquet fasse connaître son avis. Nous avons sur ce sujet donné toutes explications utiles au chapitre précédent en exposant comment est introduite la procédure de réhabilitation. Il n'y a pas quant à présent à y revenir. Disons seulement que sous les régimes du Code de 1807 et de la loi de 1838, c'était le procureur général qui provoquait la

décision de la Cour sur la demande (article 610). C'est lui qui répondait à la requête présentée, il était véritablement partie au procès.

Nous avons au contraire, jusqu'ici, volontairement laissé dans l'ombre le rôle des créanciers en présence de la demande formée par le débiteur. Le moment est venu maintenant d'examiner comment ils vont pouvoir défendre leurs droits dans le cas où ceux-ci seraient menacés par la prétention du failli.

Nous devons à cet effet reprendre les divisions que nous avons suivies jusqu'ici et passer en revue les différents systèmes admis successivement par le législateur.

#### I. — CODE DE 1807 ET LOI DE 1838.

A des nuances près le Code de 1807 et la loi de 1838 ont traité dans les mêmes termes du rôle du créancier dans l'instance en réhabilitation: « Tout  
« créancier qui n'aura pas été payé intégralement de sa  
« créance en principal, intérêts et frais et toute autre  
« partie intéressée, pourront, pendant la durée de  
« l'affiche, former opposition à la réhabilitation, par  
« simple acte au greffe, appuyé des pièces justifica-  
« tives. Le créancier opposant ne pourra jamais être  
« partie dans la procédure de réhabilitation. » (Article 608, texte de 1838.)

Ce texte, disons-le de suite, diffère de celui de 1807 sur deux points: 1° il exige toujours la production de pièces justificatives à l'appui de l'opposition, au

lieu que le texte de 1807 n'ordonnait cette production que « s'il y a lieu » ; sans doute le législateur a-t-il voulu ainsi écarter formellement, d'avance, toute tentative d'opposition uniquement malveillante, faite sans titre et pour retarder la solution de l'affaire. Il faut toujours des pièces justificatives, s'il n'en est pas produit, l'opposition n'existe pas. — 2° Le Code de 1807, interdisant comme la loi de 1838 à tout créancier opposant d'être partie dans la procédure, ajoutait que cette interdiction avait lieu « sans préjudice toutefois de ses autres droits ». Le législateur de 1838 a supprimé purement et simplement ce membre de phrase qui lui a paru plutôt sans doute être une redondance de style, sans portée pratique et de nature peut-être à créer des confusions regrettables.

Le projet primitif de Code de commerce, présenté le 4 décembre 1801 au Conseil d'État, prévoyait l'organisation d'un ministère public auprès des Tribunaux de commerce et, dans le discours préliminaire du projet de code de commerce de la Commission, on lit ces lignes : « C'est au commissaire du gouverne-  
« ment près les tribunaux de commerce que nous  
« avons confié la conservation des droits des créan-  
« ciers et du débiteur, dans les cas de faillite (1). »

Si cette idée première avait été suivie d'exécution, aurait-on organisé en matière de réhabilitation une procédure permettant aux créanciers de faire con-

1. Locré, *op. cit.*, t. 17, p. 50, n° 28.

naître leur avis ? On ne peut le préjuger, mais il est facile de voir que l'opposition n'en aurait pas moins été utile, nécessaire même pour éclairer le ministère public.

Dans tous les cas, la question de savoir si les créanciers doivent *intervenir* personnellement dans le procès de réhabilitation s'est posée dès 1807 et a été discutée par le Conseil d'État. C'est même pour cela sans doute qu'il a été précisé aussi formellement dans le texte de l'article 608 que l'intervention est interdite aux créanciers opposants.

Pourquoi cette interdiction ? L'Archichancelier Cambacérès, qui en était partisan, disait au cours de la discussion « qu'il admettrait la réhabilitation con-  
« tradictoire et qu'il exigerait même l'affirmation du  
« créancier, s'il n'était à craindre que des créanciers  
« de mauvaise foi ne fissent acheter leur consente-  
« ment, quoiqu'ils fussent payés » (1) ; il proposait donc, comme solution, de ne pas accorder aux créanciers le droit d'opposition, mais de donner à la Cour un pouvoir discrétionnaire pour vérifier les faits.

Defermon, partisan au contraire de l'intervention, soutenait que le seul moyen que la condition du paiement intégral ne fût pas éludée consistait à exiger que la réhabilitation fût prononcée contradictoirement ; à l'objection de l'Archichancelier, il répliquait en proposant que la demande fût communiquée aux procureurs généraux qui auraient informé.

1. Locré, *op. cit.*, t. 19, p. 341 et s., XVI, n° 17.

La thèse de Cambacérès triompha parce que l'on craignit les oppositions de malveillance ; mais elle ne triompha complètement, au fond, sinon dans la forme, qu'en 1838, quand on exigea impérativement et toujours la production de pièces justificatives.

Le résultat de ce triomphe fut l'organisation de cette procédure quelque peu bâtarde de l'opposition telle qu'elle est réglée par l'article 608, qui est la seule licite dans la matière et qui consiste dans une déclaration passée au greffe avec production des pièces tendant à établir que l'opposant n'a pas été intégralement désintéressé en principal, intérêts et frais.

Dans l'opinion de certains auteurs (Bédarride, n° 1321) il n'est pas permis au créancier de renoncer par avance à son droit d'opposition ; une renonciation de cette nature serait nulle et ne le lierait pas. On le comprend d'ailleurs, car cela reviendrait à transiger sur le paiement intégral, (ce qui est formellement interdit par la loi), la renonciation au droit d'opposition ne se concevant que de la part d'un créancier qui serait dans le cas de l'exercer (1).

La durée du délai pour faire opposition est celle du délai de l'affiche, soit deux mois. Cependant un arrêt de Pau (19 avril 1853. D. P. 55.2.316) a décidé que l'opposition à la réhabilitation d'un failli peut

1. Bédarride, *op. cit.*, n° 1323. En cas d'opposition, le failli peut demander à la Cour de surseoir à statuer jusqu'après le jugement sur l'opposition. La Cour ne peut elle-même vider cette opposition, la loi ayant interdit de mettre le créancier opposant en cause.

être formée même après l'expiration des deux mois.

Cette thèse de la Cour de Pau paraît hardie quand on la rapproche des termes mêmes de l'article 608 qui ouvre le droit à l'opposition aux créanciers « pendant la durée de l'affiche », et de ceux de l'article 609 qui ordonne la transmission « après l'expiration des deux mois » des renseignements, des « oppositions qui auraient pu être formées ».

Selon nous, l'opposition devait, sous le régime des lois de 1807 et de 1838, être faite dans le délai des deux mois de l'affiche. C'est la seule solution qui concorde avec les termes de la loi, très précis sur ce point.

## II. — LOI DU 30 DÉCEMBRE 1903.

Nous avons déjà vu l'esprit moderne s'élever contre la rigueur des principes qui exigeaient du failli, désireux d'obtenir la réhabilitation, l'effort considérable du paiement intégral ; nous avons vu diminuer, puis disparaître la publicité donnée à la demande. Une transformation non moins grande s'est opérée dans la nature du procès de réhabilitation et la personnalité de ses acteurs.

Le procès, institué par le Code de 1807, était, à vrai dire, un assez singulier procès. Le demandeur présentait une requête dont il n'était pas autorisé à soutenir oralement les moyens ; les créanciers faisaient, s'ils le jugeaient bon, opposition par un acte au greffe ; le procureur général provoquait un arrêt.

Tout cela devait se faire sans débats publics, avec le maximum de célérité.

La loi du 30 décembre 1903 a tout bouleversé : le droit d'opposition est maintenu « pendant la durée de l'affaire » et « par simple acte au greffe », dit la première partie de l'article 608 ; mais, lit-on dans la seconde partie du même texte, « le créancier opposant pourra par requête présentée au tribunal et « notifiée au débiteur, intervenir dans la procédure de réhabilitation ». Et cela, c'est exactement le contraire de ce qui avait été décidé en 1807, c'est le triomphe de Defermon sur l'Archichancelier !

Il faudra donc dans la loi de 1903 distinguer deux moyens pour les créanciers de manifester leur avis et de défendre leurs droits.

Ou bien ils emploieront la simple opposition de jadis, qui n'entraîne qu'un minimum de frais et d'ennuis, et peut en général suffire quand il s'agit de s'opposer à l'enregistrement par le tribunal d'une réhabilitation de droit par paiement intégral ; dans ce cas et si la décision rendue est contraire à leur désir, les créanciers pourront renouveler en appel leur opposition.

Ou bien il y aura lieu pour eux de recourir à la procédure beaucoup plus complète, mais plus coûteuse aussi de l'intervention. Un véritable procès civil s'élèvera alors entre le demandeur en réhabilitation et le créancier intervenant : « L'adoption de l'amendement Chaumié, dit M. G. Fortin, a été l'introduction

« dans la loi d'un élément contentieux au premier chef (1). »

C'est en effet par voie d'amendement que cette réforme si profonde a été décidée. La proposition primitive, loin de prévoir l'intervention des créanciers, préconisait au contraire la suppression de toute opposition de leur part, cette procédure constituant au dire de M. Béranger une cruauté inutile et injustifiée puisqu'elle n'existe pas au profit des victimes des crimes ou délits à l'encontre des criminels (*Exposé des motifs*).

La Commission du Sénat n'accepta pas une pareille réforme, trop favorable vraiment à la fraude. Aucune assimilation entre le droit pénal et le droit des faillites n'était possible ; en matière pénale (c'est un fait), on ne demande pas au voleur, pour le réhabiliter, de restituer ce qu'il a pris. C'est peut-être une erreur. Y aurait-il eu avantage à introduire ce système dans l'ordre du commerce ? Assurément non et cela n'était pas possible puisque, dans la loi même de 1903, la réhabilitation n'est fondée que sur le paiement total ou partiel des créanciers ou sur leur consentement unanime. Il faut donc bien que ceux-ci puissent venir dire si réellement ils ont été payés ; leur ôter ce droit n'était pas seulement commettre à leur égard une injustice mais encore c'était bouleverser de nouveau de fond en comble les principes de la réhabilitation.

1. *Bulletin commentaire des lois nouvelles*, février-mars 1904 (p. 33 et suiv.).

Aussi la Commission se contenta-t-elle de supprimer le droit d'opposition pour ceux qui sont compris dans l'article 608 sous cette rubrique : « toute autre partie intéressée ». Et ceci paraît juste, l'intérêt pécuniaire qui justifie l'intervention dans une pareille matière, n'existant pas pour eux.

Mais l'opposition fut maintenue au profit des créanciers : « Comment empêcher ceux qui ont souffert  
« de la faillite, qui peuvent en avoir subi le contre-  
« coup le plus funeste, et se croient en mesure d'ap-  
« porter des renseignements propres à éclairer les ju-  
« ges sur son véritable caractère, de faire entendre  
« leur voix ? Cela devient même d'une *nécessité im-*  
« *périeuse* du moment que, par le fait de l'adoption  
« de la réhabilitation facultative, le tribunal devient  
« *juge du côté moral de la question* (1). »

Et c'est là le nœud même de cette question ! S'il y a des tentatives de fraude, si des créanciers usent de malveillance pour empêcher la réintégration de leur débiteur dans ses droits, le tribunal sera là pour déjouer ces manœuvres. Mais du moins, il sera loisible aussi à ceux qui ont souffert dans leur vie commerciale parfois, dans leur fortune toujours, par le fait du failli d'empêcher que ce dernier, abusant de la situation privilégiée que lui aurait faite le vote de la proposition Béranger, n'obtienne d'être réhabilité sans en avoir le droit.

Cependant la Commission s'arrêtait en chemin : les

1. Rapport au Sénat.

juges pourraient entendre les créanciers en chambre du conseil, mais ces créanciers ne pourraient être parties au procès ; elle s'en tenait donc à la demi-mesure que constitue l'opposition. Demi-mesure, nous l'avons dit, qui pouvait être suffisante quand il n'existait qu'une réhabilitation de droit après paiement intégral, mais qui ne l'était plus, dès lors que le principe de la réhabilitation facultative pénétrait dans la loi.

Or, la Commission proposait non seulement la réhabilitation facultative dans les cas d'exécution du concordat, de consentement des créanciers ou de remise entière des dettes, mais encore après dix années, « le même bénéfice pour le failli qui justifie « qu'il s'est libéré dans toute la mesure compatible « avec l'état de ses ressources et qu'il est, malgré ses « efforts persévérants, dans l'impossibilité de s'acquitter entièrement ».

Si l'on rapproche cette disposition de la mesquine faculté d'opposition réservée aux créanciers par l'article 608, on constate sans peine qu'il existe entre l'une et l'autre une disproportion évidente. C'est ce qui frappa M. le sénateur Th. Girard et provoqua de sa part le dépôt de l'amendement qui donna naissance à la seconde partie de l'article 608. Il faut, disait-il, si l'on accepte l'article 605 entier, y ajouter un correctif : l'intervention des créanciers dans la procédure et non pas simplement l'opposition.

Certaines Compagnies consulaires, la Chambre de commerce de Lille notamment, se montraient d'ail-

leurs favorables au droit du créancier. « Le créancier « opposant est essentiellement intéressé à l'issue de « la procédure de réhabilitation ; il est armé d'un « droit qu'il tire de sa créance.

« Peut-on refuser l'accès de la justice à une partie « qui a droit et intérêt dans la cause ? » (Chambre de commerce de Lille—Délibération du 22 novembre 1901)

Dans le cas où l'on admet la réhabilitation sans paiement et uniquement sur justification des efforts accomplis, l'opposition est insuffisante.

Le Sénat, n'ayant pas adopté le dernier alinéa de l'article 605 proposé par la Commission, M. Girard retira son amendement, parce que, disait-il, les seuls cas de réhabilitation conservés dans la loi ne comportent pas de débat.

M. de Sal, après avoir repris l'amendement Girard, l'abandonna à son tour et c'est à M. Chaumié que revient l'honneur de l'avoir fait triompher.

Il nous semble en effet que l'introduction de cette clause dans la loi de 1903 a marqué le triomphe de l'esprit de justice et de la logique sur une dangereuse sentimentalité et une trop grande confiance dans la bonté de la nature humaine.

La dernière phrase de l'article 608 nouveau se justifie pleinement par la seule existence de la réhabilitation facultative. Comment, il s'agit de savoir si un failli est « de probité reconnue » et il ne serait pas loisible aux créanciers qui ont été ses victimes de faire connaître à la justice ce qu'il faut penser de cette probité ? Les causes de la faillite, l'attitude du failli,

les procédés employés par lui, la nature et la valeur des efforts qu'il a faits pour se libérer, seront autant d'indices qui permettront d'apprécier sa qualité morale et par suite son degré de probité ; qui pourra mieux que les créanciers éclairer le tribunal sur tous ces points ? Leur silence ne sera-t-il pas le plus éloquent des éloges ? Et leurs objections, même discutables, ne contribueront-elles pas à faire jaillir la lumière ? » Ce qui est laissé à l'appréciation du tribunal, dit M. Chaumié, ce sont les éléments de la « faillite, la bonne foi du débiteur, toutes les circonstances d'ensemble qui font que le créancier peut « avoir intérêt à ce que la réhabilitation ne soit pas « accordée. »

Cet intérêt, il existe, même à l'état d'intérêt pécuniaire, dans un cas au moins, signalé par M. le Garde des Sceaux Monis, et d'ailleurs selon lui, assez fréquent pour justifier l'existence du droit d'intervention. Il s'agit du cas où, dans un concordat, une clause de retour à meilleure fortune a été insérée : le demandeur en réhabilitation a exécuté les engagements pris dans le concordat, mais il s'est arrangé pour dissimuler son retour à meilleure fortune ; il est indispensable que les créanciers, dans une telle occurrence, aient la faculté de démontrer que le failli, malgré qu'il ait payé les dividendes promis, ne mérite pas sa réhabilitation et même n'est pas en droit de l'obtenir.

Malgré les objections du rapporteur de la loi et de M. Girard qui n'apportèrent d'ailleurs aucune ré-

ponse à l'argumentation de MM. Chaumié et Monis et se contentèrent de protester contre elle en termes généraux, l'amendement Chaumié fut voté et le droit d'intervention des créanciers opposants consacré.

Cette intervention devra être introduite par une requête présentée au tribunal et notifiée au débiteur.

Le délai d'opposition, d'après les lois de 1807 et de 1838, était fixé à deux mois. La loi de 1903 le limite à la « durée de l'affaire », expression vague, expliquée quelque peu par l'article 609, qui ordonne qu'après l'expiration du délai « les oppositions formées par les créanciers seront communiquées au procureur de la République saisi de la demande ». Cela revient en somme à dire, selon nous, que le délai pour faire opposition sera, comme précédemment, le délai de l'affichage, soit *un mois* aux termes du nouvel article 607.

Telle n'est pas l'opinion de M. Brégeault qui estime qu'il n'y a pas de délai de rigueur.

La loi de 1908 a apporté sur ce point une précision. L'article 608 modifié par elle, qui limite le droit d'opposition des créanciers aux cas de réhabilitation des paragraphes 1 et 2 de l'article 605, prescrit que le créancier « pourra pendant le délai d'un mois à partir de cet avis faire opposition ».

Quant à l'intervention qui ne peut être que l'œuvre du créancier opposant, rien n'empêche, semble-t-il, qu'elle se produise jusqu'à la plus extrême limite, jusqu'au jour même du jugement, même après l'audition des parties en chambre du Conseil, si elle a

lieu. Cette confrontation en effet peut révéler au créancier la nécessité d'une intervention qui ne lui était pas jusque-là apparue comme indispensable.

L'opposition d'ailleurs comme l'intervention et, on peut bien le dire, toute l'œuvre du législateur de 1903, semblent maintenant pratiquement peu utiles. La loi de 1908, en introduisant dans notre droit la réhabilitation automatique, sans paiement, sans avis des créanciers, a stérilisé sous couleur de réforme la loi de 1903.

## CHAPITRE III

### Jugement

#### I. — FORMALITÉS AVANT LE JUGEMENT.

Les lois de 1807 et de 1838 confiaient au procureur général le soin de provoquer la décision de la Cour sur la demande en réhabilitation (art. 610 ancien).

La loi du 30 décembre 1903 devait apporter sur ce point une modification résultant du changement de compétence et de procédure.

C'est le procureur de la République qui va présider désormais à l'instruction de l'affaire ; à lui donc de centraliser les renseignements et de transmettre le dossier à la juridiction de jugement. Mais le procureur de la République n'est pas ministre public près des Tribunaux de commerce, il ne peut donc « faire rendre un jugement » comme le procureur général « faisait rendre un arrêt ». Il se contente de transmettre le dossier avec son avis motivé au président du Tribunal de commerce.

A partir du moment où cette transmission est opérée, son rôle est terminé. La juridiction commerciale seule entre en activité.

§ 1. — *Code de 1807 et loi de 1838.*

Le rôle de la Cour, dans le système du Code de commerce et de la loi de 1838, était des plus restreints.

Nous avons déjà eu l'occasion de l'indiquer à diverses reprises. C'était un rôle de vérification pure et simple. Le failli avait-il ou n'avait-il pas payé intégralement ? telle était la seule question que devaient se poser les juges. Dans l'affirmative, il devait être réhabilité ; il n'y avait en somme qu'à enregistrer sa réhabilitation ; dans la négative, il ne pouvait pas être réhabilité et, quels que fussent les renseignements fournis sur son compte, quels que fussent ses mérites ou ses malheurs, il était impossible de faire droit à sa demande.

La Cour formait son opinion en dehors de toute comparution ou intervention des parties. La procédure était entièrement écrite et comprenait la requête du failli, les avis des autorités consultées, les renseignements recueillis, les oppositions. Si ces dernières, qui devaient être justifiées par des pièces, étaient jugées bien fondées, la réhabilitation était refusée. Si, au contraire, on les estimait mal fondées, il n'en était pas tenu compte.

La Cour était souveraine ; elle n'était soumise à aucun contrôle ; il n'y avait pas à proprement parler de procès et aucun recours n'était ouvert au failli ni aux créanciers opposants.

§ 2. — *Loi de 1903.*

Avec la loi de 1903, c'est tout autre chose. Le demandeur et ses créanciers ne sont plus maintenus de force dans l'ombre. Le législateur envisage des éventualités qui rendraient nécessaires la comparution et même la confrontation du failli et des opposants et elle prescrit (article 610 nouveau), que « le Tribunal « appellera s'il y a lieu le demandeur et les opposants « et les entendra contradictoirement en chambre du « conseil. Le demandeur pourra se faire assister d'un « conseil ». Cette comparution n'est donc pas un droit pour les parties, mais elle est possible; elle aura lieu en chambre du conseil, c'est-à-dire à l'abri des oreilles et des regards indiscrets, ce qui ne permettra pas au public de connaître par les discussions d'audience le secret des affaires des intéressés.

Une discussion s'éleva au Sénat sur le point de savoir s'il était opportun, en présence du droit d'intervention concédé par l'article 608, de maintenir au tribunal cette faculté d'appeler le failli et ses créanciers en chambre du conseil.

Le Sénat estima avec raison que, les créanciers opposants n'étant pas contraints d'intervenir dans la procédure mais en ayant seulement la faculté, il pouvait être utile que le droit d'entendre le demandeur et les opposants fût conféré au tribunal : dans ce cas, le failli peut se faire assister d'un conseil.

Quant à l'intervention elle-même, il n'en est pas

de nouveau question dans l'article 610. Donnera-t-elle lieu à une procédure spéciale? Non, sans doute, puisque la loi n'en dit rien.

Si l'intervention est déclarée non recevable, la procédure spéciale à l'opposition seule reprendra son cours normal au point où elle s'était arrêtée ; si elle est déclarée recevable, elle aura évidemment pour résultat de transformer l'instance en réhabilitation en un véritable procès qui se plaidera et se jugera contradictoirement entre les parties comme tous les procès.

L'article 610 passe ensuite en revue les différents cas de réhabilitation et détermine, dans les diverses hypothèses, les pouvoirs du Tribunal de commerce.

Dans le cas de l'article 604, réhabilitation de droit, c'est la règle ancienne qui subsiste.

Dans le cas de l'article 605 au contraire, le tribunal est souverain juge, « il appréciera les circonstances de la cause ». Il s'agit en effet de la probité du failli. Le tribunal est absolument maître de sa décision, qu'il doit rendre en toute indépendance et toute loyauté d'après les renseignements, explications, pièces qui lui sont fournis.

Après que la procédure a traversé les différentes phases que nous venons de décrire, on parvient au moment du prononcé du jugement.

Rien de spécial n'est dit sur les conditions dans lesquelles l'affaire sera appelée à l'audience et jugée, dans les lois de 1807 et de 1838. En l'absence de toute indication spéciale, nous devons penser que le légis-

lateur a voulu soumettre ce genre d'instances aux règles ordinaires et que la Cour devait les appeler en audience publique et rendre son arrêt également en audience publique, sur le rapport d'un conseiller.

La loi de 1903 a précisé : Le tribunal entend les explications des parties en chambre du conseil. Il rend son jugement en audience publique.

## II. — PUBLICITÉ DU JUGEMENT PRONONÇANT LA RÉHABILITATION.

Et maintenant que va devenir ce jugement ? Sera-t-il porté à la connaissance des concitoyens du failli ? le gardera-t-on au contraire caché ? Deux écoles sont en présence, qui ont triomphé tour à tour.

La plus ancienne, celle qui dominait parmi les auteurs du Code de 1807 et de la loi de 1838, tenait pour une publicité solennelle. Cette tendance était en harmonie avec l'esprit général de ces lois.

La faillite est en effet portée à la connaissance de tous par la voie des journaux ; il faut donc, pour réparer le tort que cette publicité a pu causer au débiteur, donner à la réhabilitation un non moins grand retentissement. De là, la disposition de l'article 611 :  
« L'arrêt portant réhabilitation sera transmis au procureur du roi et aux présidents des tribunaux de commerce auxquels la demande a été adressée.  
« Ces tribunaux en feront faire la lecture publique  
« et la transcription sur leurs registres. »

Ainsi, la lecture publique de l'arrêt de la Cour

saisie de la demande n'était pas considérée comme suffisante. On voulait donner à l'acte réparateur une publicité plus grande encore et, pour y atteindre, on enouvelait la lecture publique de l'arrêt dans les lieux où la demande de réhabilitation avait pu être connue par l'affichage et les enquêtes officielles.

Pendant longtemps on estima que c'étaient là de sages mesures, de nature, non pas à porter préjudice au failli, mais au contraire à l'élever dans l'estime publique.

Le Tribunal de commerce de Rouen se faisait l'écho de cette conception, quand, délibérant le 10 juillet 1900, il traduisait en ces termes son opinion : « L'honneur du commerçant, dont la faillite a été publique-  
« ment prononcée, ne sera réellement et intégralement  
« réparé que par la proclamation solennelle de sa  
« libération. »

Cependant il est à croire que cette compagnie, comme d'ailleurs la plupart des autres compagnies consulaires, n'était pas de son temps, car la seconde école, dont nous signalions plus haut l'apparition, l'a complètement emporté dans le Parlement.

A-t-elle conquis le pays ou seulement quelques hommes ? Il est difficile de le dire. Mais quand il s'agit des intérêts et de l'honneur du commerce, il nous paraît toujours que l'avis des compagnies consulaires devrait peser d'un grand poids. Ce n'est pas ce qui s'est produit. M. Bérenger, dans son rapport au Sénat, le reconnaissait sans détour, à propos de l'une des dispositions les plus graves de sa pro-

position : « La presque unanimité des tribunaux  
« consultés, il faut le reconnaître, repoussaient cette  
« disposition... La Commission n'a pas méconnu la  
« gravité de ces objections. Elle ne s'en est cependant  
« pas laissé émouvoir. »

A la vieille école qui proclamait la nécessité de la publicité de la réparation pour compenser la publicité de la faillite, l'école nouvelle a répondu : le failli s'est fait oublier, ceux qui l'entourent ne connaissent pas son malheur passé, mieux vaut les laisser dans l'ignorance que leur révéler, en même temps que la réhabilitation, la faillite.

Aussi, de même que l'affichage disparaît presque complètement en 1903 et complètement en 1908, la lecture publique ne figure plus dans aucune de ces deux lois, l'article 611 ne comportant plus que des transcriptions sur les registres des divers tribunaux : « ... Si elle est admise, le jugement ou l'arrêt sera transcrit sur le registre du Tribunal de commerce du lieu de la faillite et de celui du domicile du demandeur.

« Il sera en outre adressé au Procureur de la République qui aura reçu la demande et, par les soins de ce dernier, au Procureur de la République du lieu de naissance du demandeur, qui en fera mention en regard de la déclaration de faillite sur le casier judiciaire (art. 611. Loi de 1903). »

Le caractère nouveau imprimé par la législation de 1903 à la réhabilitation commerciale est, il faut bien le dire, de nature à diminuer l'importance

de la réhabilitation et par suite l'intérêt de la publicité. Réhabilitation ne signifie plus maintenant honneur reconquis au prix du sacrifice, restitution intégrale, réparation complète. Elle signifie seulement, pardon, transaction, remise des incapacités politiques, réintégration dans les rangs des électeurs. Avec la loi de 1908 elle a perdu son dernier lustre. Dans ces conditions, on comprend peut-être qu'il y ait plus d'intérêt à ne pas s'en faire gloire qu'à révéler, en la publiant, un passé qu'on veut faire oublier.

### III. — CONSÉQUENCE DU REJET DE LA DEMANDE EN RÉHABILITATION. APPEL.

A toutes les époques on a dû prévoir l'échec possible de la demande en réhabilitation. Quelles vont en être les conséquences ? Le failli aura-t-il une voie de recours ? Sera-t-il à tout jamais forclos ?

Il ne pouvait être question, autant que durèrent les lois de 1807 et de 1838, d'accorder au demandeur en réhabilitation un droit d'appel. Nous l'avons dit : d'une part, il n'y avait pas à proprement parler de procès et d'autre part l'examen de la demande étant soumis à la juridiction la plus élevée, il n'existait pas de tribunal supérieur pouvant exercer un contrôle sur la décision intervenue.

Le Code de 1807, très rigoureux toujours et certainement trop rigoureux dans le cas particulier qui nous occupe, décidait expressément que si la demande

était rejetée, elle ne pourrait plus être reproduite (art. 610).

La loi de 1838 apporta sur ce point un tempérament notable. La dernière phrase de l'article 610 fut modifiée et la forclusion, au lieu d'être absolue, ne fut plus que relative : « Si la demande est rejetée, « elle ne pourra être reproduite qu'après une année « d'intervalle (article 610). »

La loi de 1903 conserva cette disposition dans l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 611 nouveau, mais ce texte ne trouve plus d'application qu'après une décision définitive rejetant la demande.

Il y a lieu en effet de distinguer, depuis 1903, en matière de réhabilitation, comme en matière ordinaire, entre la décision des premiers juges et la décision définitive.

La loi de 1903 a institué le droit d'appel. La pensée d'ouvrir l'appel au demandeur en réhabilitation fut une de celles qui détermina la Commission et le Sénat à transférer la compétence de la Cour au Tribunal de commerce. Les adversaires de l'appel (1) firent valoir que la loi du 4 mars 1889 (art. 25), qui prévoyait à titre transitoire une réhabilitation partielle soumise à la juridiction commerciale, n'instituait pourtant pas un droit d'appel en la matière. Mais ce n'était pas une raison suffisante pour ne pas autoriser l'appel dans le cas de demande de réhabilitation totale. Celle-ci est en effet beaucoup plus

1. Entre autres le tribunal de commerce du Mans.

importante que la première et d'ailleurs l'introduction de la réhabilitation facultative, avec le pouvoir très étendu et très grave qu'elle confère aux juges, légitime absolument la réforme qui a été faite.

Le demandeur en réhabilitation pourra donc faire appel.

Et le ministère public ? Le ministère public aussi, nous est-il répondu, dans l'exposé des motifs de la loi, car c'est lui qui dirige l'enquête, et son intervention dans l'intérêt public justifie amplement pour lui le droit d'appel.

Mais d'autres acteurs encore sont mêlés au débat sur la réhabilitation. Il y a les créanciers opposants et les créanciers opposants intervenants.

Au sujet des premiers (qui étaient seuls alors), un débat important s'est élevé dans la Commission. Les uns disaient : L'intérêt des créanciers opposants est considérable, ils exercent une influence sur le jugement par leur opposition ; il faut leur accorder le droit d'appel (1). Les autres répondaient : Ces créanciers opposants, quel que soit leur intérêt, ne sont pas parties au procès. Il est donc impossible de leur permettre de faire appel. Les premiers avaient raison en fait, mais les seconds seuls étaient dans la vérité juridique. Ils triomphèrent dans la Commission.

L'amendement Chaumié, dont le vote donna aux créanciers opposants le droit d'intervenir dans l'ins-

1. Les tribunaux de commerce de Lyon et de Rennes étaient en ce sens.

tance, modifia la situation et M. le sénateur Théodore Girard proposa un amendement aux termes duquel le droit d'appel était conféré aux opposants.

Le texte adopté demande une interprétation. Il est dit : « Il pourra être frappé d'appel, tant par le demandeur que par le..., et les *créanciers opposants*. » Quels créanciers opposants ? Tous, ou seulement ceux qui sont intervenus dans le procès ? La question se posait utilement et le rapporteur la posa... trop tard pour qu'une modification, qui aurait été utile, fût apportée au texte de M. Girard. Elle détermina néanmoins celui-ci à préciser le sens de sa proposition et à déclarer que « le droit d'appel n'est réservé qu'au créancier qui sera intervenu en première instance ».

Donc, ce n'est pas le créancier opposant qui peut faire appel, c'est le créancier intervenant.

Par suite d'une négligence, qui s'explique par la lassitude des membres du Parlement à la fin d'un long débat, on laissa néanmoins subsister le paragraphe suivant du projet de la Commission : « Les « créanciers opposants seront également avisés du « jugement. Ils pourront exercer leur droit d'opposition devant la Cour d'appel. »

Cet alinéa avait sans doute son utilité quand la voie de l'appel n'était pas ouverte, mais avec l'appel possible il ne semble pas que des occasions nombreuses puissent se produire où une telle disposition recevra son application. Dans tous les cas, il apparaît comme une chose certaine que l'opposition pro-

duite en première instance, doit nécessairement être examinée d'office par la Cour, puisque c'est cette opposition qui, généralement, fait seule le fond du débat.

Enfin, notons que le délai d'appel est moins long que le délai ordinaire : il ne dure qu'un mois.

#### IV. — POURVOI EN CASSATION.

Depuis que la procédure a pris un caractère contentieux avec la loi de 1903, le pourvoi en Cassation est possible en matière de réhabilitation dans les termes ordinaires du droit. Ceux qui peuvent le former sont les mêmes évidemment que ceux qui se peuvent prévaloir du droit d'appel, c'est-à-dire le demandeur en réhabilitation, le ministère public et les intervenants.

#### V. — FRAIS DE L'INSTANCE EN RÉHABILITATION.

Les frais qu'entraînait la procédure de réhabilitation, nécessairement à la charge du failli, pouvaient être pour beaucoup un gros obstacle à l'introduction de la demande.

La loi de 1903 (art. 606) en prescrivant que le procureur de la République saisi devrait adresser des expéditions certifiées par lui de toutes les pièces produites par le failli au président du Tribunal de commerce qui a déclaré la faillite et au procureur de la République du domicile du demandeur, risquait

encore d'augmenter considérablement les dépenses nécessitées par l'instance.

La loi du 31 mars 1906 remédia à cet inconvénient en remplaçant la délivrance d'expéditions, par une simple communication de pièces. Elle réduisit encore les frais en disposant que la production des quittances et autres pièces en vue de la réhabilitation n'en rendrait pas l'enregistrement obligatoire (art. 606).

Le législateur de 1908 s'est montré plus formel et plus large encore en décidant que la procédure de réhabilitation tout entière serait désormais dispensée de timbre et d'enregistrement. (Art. 5, loi du 23 mars 1908.)

## LIVRE IV

### CONCLUSION

#### EFFETS DE LA RÉHABILITATION

La réhabilitation du failli a pour effet de faire tomber toutes les incapacités civiles et politiques qui frappent le débiteur du fait de la faillite.

Ces incapacités, il est inutile de les rappeler ici, nous les avons indiquées en temps et lieu.

A cet effet général, il faut en joindre un spécial. L'entrée de la Bourse est rigoureusement interdite au commerçant failli (art. 613). Cette interdiction, portée par le Code de 1807 et maintenue depuis, tire son origine d'un usage fréquent dans l'ancienne France. Elle a été établie par le Code de 1807 pour justifier la législation même relative à la réhabilitation. En effet le Code de commerce suppose que des incapacités ont atteint le failli, mais ces incapacités, il ne les détermine pas. Les dispositions relatives à la réhabilitation ne se pouvaient justifier que par un changement d'état éprouvé par le failli. « Nulle part  
« on ne voit ce changement d'état. Cette circonstance  
« conduit à l'idée d'établir entre le failli et le ban-  
« queroutier simple et les autres commerçants une  
« distinction qui, ayant le caractère de la honte, enga-

« gerait les commerçants à redoubler d'efforts et de  
« soin pour prévenir une faillite qui, quoiqu'elle n'ait  
« pas le caractère de banqueroute, ne laisse pas d'avoir  
« des suites funestes et d'imprimer une tache sur le  
« failli.

« Les sections pensent qu'il serait à propos que  
« la loi privât le failli et le banqueroutier simple du  
« droit d'entrer dans la Bourse jusqu'à leur réhabili-  
« tation. Tel est l'usage qui se pratiquait dans plu-  
« sieurs places considérables de commerce et cet  
« usage justifierait une disposition législative à ce  
« sujet (1). »

Cette proposition fut adoptée et l'accès de la Bourse n'est aujourd'hui encore rendu au failli que par la réhabilitation.

La liquidation judiciaire inflige au débiteur des incapacités moins nombreuses et moins graves. La réhabilitation demeure néanmoins utile, même en ce cas ; elle est obtenue suivant les règles que nous venons d'étudier pour la faillite.

La loi de 1903, dans son article 3, prescrit expressément que toutes ses dispositions et l'article 614 du Code de commerce s'appliqueront au débiteur en état de liquidation judiciaire.

Donc, en droit, il n'est qu'un seul moyen pour le débiteur failli ou liquidé de se relever des incapacités qui l'atteignent : la réhabilitation.

1. Observation des sections réunies de Législation et de l'Intérieur du Tribunal du 10 juin 1907 et jours suivants. Locré, *op. cit.*, p. 416 et suiv., XXI, n° 54.

En fait il y a à ce principe une exception. La jurisprudence admet généralement que le jugement déclaratif de faillite peut être rétracté sur l'appel interjeté par le failli quand, pendant les opérations préliminaires de la faillite et avant que ce jugement ait acquis l'autorité de la chose jugée, le failli a désintéressé intégralement ses créanciers. De nombreux arrêts ont été rendus en ce sens par les Cours d'appel et la Cour de cassation a sanctionné ces décisions de son autorité suprême (1). Certaines Cours sont même allées beaucoup plus loin et ont décidé que le jugement de faillite peut être rapporté sur l'appel, même quand il est seulement justifié que les créanciers ont accordé un atermolement à leur débiteur (2).

Ces dernières solutions rendues sous le régime de la loi de 1838 étaient, il faut bien le dire, en opposition manifeste avec sa lettre et son esprit. La doctrine s'est généralement élevée contre une telle interprétation protestant que, pour apprécier le mérite du jugement déclaratif de faillite, il faut se placer à l'époque même de ce jugement : si à cette époque le débiteur était en état de cessation de paiement, le

1. Paris, 22 et 27 août 1868. D. P. 68.2.73. — Bordeaux, 25 juin 1869 D. P. 74.5.263. — Rennes, 19 août 1871. D. P. 73.2.222. — Rouen, 27 juillet 1872. D. P. 74.5.263. — Paris, 21 janvier 1873. D. P. 74.5.363. — Cass. civ. 23 novembre 1881. D. P. 82.1.265, et sur renvoi Dijon, 11 mai 1882. D. P. 82.2.130. — Orléans, 7 novembre 1884 et 14 février 1885. D. P. 86.2.70.

2. Rouen, 15 juillet 1858, D. P. 59.2.93. — Rouen, 30 août 1859. D. P. 60.5.169. — Paris, 19 mars 1858. D. P. 58.5.189.

jugement a été bien rendu et doit être maintenu en dépit de tous les paiements faits depuis (1).

Il existait d'ailleurs, au moment même où intervenaient les arrêts que nous rappelions plus haut, toute une jurisprudence reflétant l'opinion de la doctrine.

Divers arrêts furent rendus qui ne sacrifiaient pas le droit au fait, décidaient que, seule, la réhabilitation véritable pouvait rendre au failli ses droits civils et politiques et excluait formellement le système préconisé par certaines Cours (2). Cette jurisprudence, en harmonie parfaite cependant avec la loi, n'eut pas le dessus.

Les lois de 1903 et 1908 ont réduit la portée de la réhabilitation puisqu'elles admettent le failli non réhabilité à l'exercice du droit électoral au bout de dix ou de trois ans.

Une situation assez étrange pouvait se présenter sous le régime de la loi de 1838, c'était celle d'un failli concordataire ayant obtenu par erreur sa réhabilitation, sans avoir acquitté toutes ses dettes ; que se passait-il ? M. Lyon-Caen répond que, dans ce cas, le failli se trouvait obligé de renoncer au bénéfice du concordat et de payer ses dettes intégralement, l'obligation naturelle résultant du concordat se trouvant transformée en obligation civile.

Jadis, le failli réhabilité était considéré comme ayant pleinement et définitivement satisfait à ses

1. Lyon-Caen et Renault. *Op. cit.*, 2<sup>e</sup> édit., t. VII, n° 156.

2. Paris, 2 juillet 1849. D. P. 49.2.235. — Agen, 31 août 1858. D. P. 59.2.94. — Bordeaux, 10 mai 1859. D. P. 59.2.200

obligations envers ses créanciers. Il n'en est plus ainsi depuis la réhabilitation automatique de la loi de 1908. Les auteurs de la proposition ont dû, pour faire accepter leur idée par le Sénat, spécifier expressément que « cette réhabilitation ne peut porter aucune atteinte aux fonctions des syndics ou liquidateurs, si leur mandat n'est pas terminé, ni aux droits des créanciers au cas où leurs débiteurs ne seraient pas intégralement libérés. » (Art. 605, al. dern.)

De cette manière, le failli réhabilité automatiquement n'est pas vraiment réhabilité. Jadis la réhabilitation était en quelque sorte la quittance sociale donnée au débiteur pour manifester publiquement qu'il avait obtenu de ses créanciers un quitus complet et définitif. Aujourd'hui, il n'en est plus ainsi ; les réhabilités automatiques de la loi de 1908 ne sont pas des réhabilités, ce sont des hommes auxquels on a seulement rendu leurs droits électoraux et c'est peut-être ce qui donne à cette loi le caractère d'une loi politique alors qu'elle n'aurait dû être qu'une loi commerciale.

La réhabilitation a aussi pour effet de faire disparaître du casier judiciaire les mentions relatives aux déclarations de faillite ou de liquidation judiciaire, qui y sont portées en exécution de la loi du 5 août 1899 (art. 1<sup>er</sup>). A partir du jugement de réhabilitation les dites mentions disparaissent du bulletin n° 3 (art. 7, 2° de la même loi modifiée par celle du 11 juillet 1900). Mais la loi de 1900 avait apporté une modification importante à la rédaction des bulletins

n° 3 des condamnés de droit commun. De cette modification, il résultait pour ceux-ci comme une sorte de réhabilitation partielle, les condamnations les concernant cessant d'être inscrites au bulletin n° 3 au bout d'un certain nombre d'années.

Il était évidemment de la plus élémentaire justice d'étendre aux faillis le bénéfice de cette disposition nouvelle. On se demande même si le législateur n'aurait pu aller plus loin et prescrire que jamais la mention « faillite » ne serait portée sur ce bulletin. Le législateur de 1908 n'a pas été jusque-là, mais a remanié cependant dans un sens favorable au failli l'article 8-1°, de la loi du 5 avril 1899, modifiée par la loi du 17 juillet 1900, en le rédigeant dans les termes suivants : « Cessent d'être inscrites au bulletin n° 3 délivré au simple particulier : 1° deux ans après l'expiration de la peine corporelle, la condamnation unique à moins de six jours d'emprisonnement ou à cette peine jointe à une amende ne dépassant pas 25 francs ; deux ans après qu'elle sera devenue définitive la condamnation unique à une amende ne dépassant pas 50 francs ; *deux ans après le jugement déclaratif les déclarations de faillite.* »

Depuis dix ans, le Parlement s'est donc occupé très activement des faillis. On peut dire qu'il a non seulement apporté à la législation des changements, mais qu'il a transformé profondément l'esprit de la réhabilitation commerciale et son caractère. Elle est maintenant très facile, nous serions tentés de dire

*trop* facile, à obtenir. Elle vient même automatiquement au bout de dix ans, et cela en dépit des protestations puissamment motivées des plus considérables parmi nos compagnies consulaires, à ceux qui ne la demandent pas. Le résultat de cette innovation ne s'est d'ailleurs pas fait attendre et l'on constate que, dans le ressort de grands tribunaux de commerce, comme celui de Rouen, par exemple, aucun failli ne forme plus, depuis la loi de 1908, de demande de réhabilitation.

Il semble que, à moins de faire disparaître complètement les incapacités qui résultent de la faillite, il n'y ait plus guère à réformer en cette matière.

Deux points seuls, cependant, pourraient, selon nous, faire l'objet d'études nouvelles. Nous venons de les signaler : le casier judiciaire du failli devrait rester net ; il n'y a aucune raison juridique ou sociale qui légitime la mention de la faillite sur cette pièce puisque le failli simple n'est ni un délinquant, ni un criminel.

Voilà pour le premier point.

Il serait, d'autre part, souhaitable qu'une loi vienne consacrer le droit prétorien dont nous signalions plus haut la formation. Quand un failli a désintéressé intégralement ses créanciers dans l'intervalle qui sépare le jugement déclaratif de l'arrêt de la Cour, pourquoi ne pas admettre qu'il est bien et légalement réhabilité ? Ce serait moins juridique que la doctrine aujourd'hui admise, mais ce serait plus humain et en tous cas beaucoup moins dangereux que la plupart

des modifications récentes introduites, sous un prétexte humanitaire, dans les textes qui régissent la réhabilitation.

M. Saint-Martin lors de la discussion du projet de réforme de la loi des faillites, avait proposé un amendement en ce sens. Cet amendement fut écarté sur le rapport de M. Laroze. Ne serait-il pas opportun de le reprendre maintenant ?

Voilà pour le second point.

Mais ayant ainsi fait quelques concessions aux sentiments de pitié que tout homme doit éprouver pour son semblable malheureux, nous pensons que la fermeté est indispensable à la direction économique d'un état comme à sa direction politique et qu'il est donc salulaire, en conservant ce qui reste des incapacités corrélatives à l'état de faillite, d'inspirer une certaine crainte à ceux qui seraient tentés d'envisager cet événement comme un moyen commode de liquider des affaires embarrassées.

## APPENDICE

### Législations étrangères.

On ne saurait clore une étude sur la réhabilitation des faillis sans faire un rapide examen des législations étrangères sur la question et les comparer à la nôtre. Des débiteurs qui ne paient pas leurs dettes se rencontrent sous toutes les latitudes, et partout l'État a dû se préoccuper, dans l'intérêt général, de régler leur situation et d'assurer aux créanciers des garanties.

Nous n'entreprendrons pas évidemment une étude complète de la faillite dans les divers pays. Cela nous entraînerait hors du cadre que nous nous sommes tracé, mais nous noterons quelle est dans un certain nombre d'États la conséquence de la déclaration ou de la constatation de la faillite sur la capacité civile et politique du débiteur, comment et dans quel délai disparaissent les incapacités dans les pays où la loi en a édicté.

Parmi les nations étrangères, il en est qui ont subi plus ou moins l'influence française ; d'autres au contraire ont édifié leur législation sur des fondements tout différents. Nous les passerons tour à tour en revue dans deux sections.

## SECTION I

### I. — Belgique.

La Belgique, que les hasards de la politique ont faite française pendant la durée du premier Empire, a été pendant de longues années régie par notre Code de commerce de 1807. Le 18 avril 1851, une loi nouvelle fut promulguée qui reproduisait à peu de chose près notre loi de 1838. Toutefois, à côté de cette législation, un arrêté-loi du 25 novembre 1814 permit à l'autorité royale d'accorder des sursis de paiement « suivant son bon plaisir ».

Cette institution du sursis a persisté, mais la loi de 1851 lui a donné un caractère judiciaire et l'a entouré de garanties plus sérieuses dans l'intérêt des créanciers.

La loi du 20 juin 1883 a organisé à titre d'essai le concordat préventif de faillite. Prorogée jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1887 par la loi du 25 décembre 1885, cette mesure a été rendue définitive par la loi du 29 juillet 1887. Le caractère essentiel de cette législation est d'épargner à celui qui bénéficie du concordat préventif toute incapacité électorale (loi du 29 juin 1887, article 33). Antérieurement à la loi de 1887, la jurisprudence prononçait la déchéance des droits électoraux contre le débiteur qui, ayant obtenu un concordat préventif, faisait abandon de ses biens parce que, aux termes de la loi belge, cette incapacité doit

frapper celui qui fait une cession de biens (article 19 des *Lois électorales coordonnées*).

Si une exception est faite en faveur du concordat préventif, il n'en demeure pas moins que les faillis même concordataires ou déclarés excusables continuent d'être frappés de la privation de l'exercice des droits politiques (article 19 des *Lois électorales coordonnées*), de l'interdiction de se présenter à la Bourse et d'assister comme conseil ou de représenter les parties comme procureur fondé devant un Tribunal de commerce (article 592).

Ainsi la situation du failli est, en Belgique, tout à fait analogue à ce qu'elle est en France. Elle est même plus dure en ce qu'il n'a pas surgi dans ce pays, ainsi que cela s'est produit dans le nôtre, toute une législation nouvelle ayant pour résultat de rendre plus douce la condition du failli et plus aisée sa réintégration dans le nombre des citoyens. Les faillis belges sont traités comme les faillis français, avant 1903 : ils ne peuvent être relevés des déchéances qu'ils ont encourues que par la réhabilitation ; toutes les tentatives, qui ont été faites pour faciliter le relèvement des faillis concordataires ou déclarés excusables, ont jusqu'alors échoué. Seule, l'institution du concordat préventif vient atténuer la sévérité de ces lois.

Les créanciers du failli ont, comme dans notre droit, la faculté de faire opposition à la demande de réhabilitation et le délai qui leur est assigné par l'article 488 de la loi du 18 avril 1851 n'est pas de rigueur.

## II. — Grand-duché de Luxembourg.

La loi luxembourgeoise sur les faillites est consignée au livre III du Code de commerce. Celui-ci est le Code de commerce français. Cependant le livre III précisément a été modifié en 1870 (loi du 2 juillet) et reproduit la loi belge du 18 avril 1851.

Une loi du 14 avril 1886, inspirée de la loi belge du 20 juin 1883, organise le concordat préventif.

La question de savoir si le failli encourt des incapacités politiques et électorales en Luxembourg est controversée. D'après M. Lyon-Caen (1) le failli serait en règle générale frappé de diverses incapacités.

Au contraire le débiteur qui obtient un concordat préventif échappe à cet inconvénient. Cette décision est conforme à l'avis du Conseil d'État du Luxembourg.

En ce qui concerne le concordataire par abandon d'actif, le Tribunal de Luxembourg et le procureur général tiennent pour l'incapacité. La Chambre de commerce tient contre. La loi n'a pas encore tranché la question.

## III. — Pays-Bas.

La législation néerlandaise des faillites est inspirée de la nôtre. Le Code de commerce date de 1838. Un projet de loi revisant le régime des faillites a été

1. *Annuaire de législation étrangère*, 1886, v<sup>o</sup> Luxembourg (520).

présenté à la Chambre des députés le 9 décembre 1890.

Les effets de la faillite sont les mêmes que dans notre droit. La réhabilitation joue donc le même rôle.

Elle est réglée aussi comme la nôtre avant la loi de 1903, sauf en ce qui concerne la compétence et le droit d'appel : Le tribunal compétent est celui qui a prononcé la faillite (1), (art. 892) ; le droit de faire appel appartient également au failli et à l'opposant (art. 828). L'affichage de la requête, des insertions sont prescrits. Les créanciers peuvent faire opposition dans les deux mois à partir de l'insertion et « par exploit signifié au greffe du Tribunal ».

Enfin le jugement qui accorde la réhabilitation est, quand il est devenu définitif, lu en audience publique du Tribunal. Mention en est faite sur les registres (art. 899). Et comme on estime cette publicité utile au failli, celui-ci reçoit de la loi (art. 899), le droit de requérir que la « lecture et l'insertion » aient lieu au tribunal du lieu de son domicile actuel ».

Les indignes sont les stellionataires ou les condamnés pour banqueroute, vol, escroquerie ou abus de confiance pour sommes d'argent ou effets donnés en dépôt (art. 893).

Le failli peut être réhabilité après sa mort. Cela résulte de l'article 894 : « Le failli ou ses héritiers ne

1. Il n'y a pas en Hollande de tribunaux de commerce.

« sont point recevables dans leur demande, etc... »

Une particularité est à signaler ; elle est relative au concordat. Dans les Pays-Bas, le failli malheureux et de bonne foi peut être réhabilité par le jugement même qui homologue le concordat, sur le rapport du juge-commissaire et le Ministère public entendu.

#### IV. — Espagne.

L'Espagne est actuellement régie par un Code de commerce du 22 août 1885, qui a remplacé le Code du 30 mai 1829.

La faillite existe en Espagne, à la fois pour le débiteur civil et pour le débiteur commercial. Seule, la faillite commerciale est régie par le titre I du livre IV du Code de 1885, seule aussi elle nous intéresse.

Les effets de la déclaration de faillite sont analogues en Espagne à ce qu'ils sont dans notre pays.

Les faillis ne peuvent en effet participer ni comme électeurs, ni comme éligibles à la nomination des sénateurs et des députés. Les fonctions judiciaires leur sont interdites. Ces incapacités sont édictées dans des lois spéciales : loi du Sénat du 10 février 1877, article 3 ; Loi des députés aux Cortès, articles 8-5° et 20 ; Loi d'organisation judiciaire du 15 septembre 1870, article 40-6°.

L'ancien Code de commerce interdisait absolument au failli de faire le commerce avant d'être réhabilité. A titre de faveur cependant, il pouvait commercer

au nom d'autrui dans le cas où il n'avait pas encouru de condamnation ou, s'il avait été condamné pour banqueroute simple, après avoir purgé sa condamnation.

Aujourd'hui la loi est plus douce. Depuis 1885, le failli concordataire peut être autorisé à continuer son exploitation, mais seulement dans les limites tracées par une clause expresse du concordat.

Cette législation, très dure pour le failli, reproduit une disposition assez fréquente dans l'ancien droit, on en aperçoit immédiatement le défaut : elle ôte au failli son meilleur moyen de libération en réduisant singulièrement pour lui les possibilités de gagner de l'argent.

Par contre, la réhabilitation qui fait cesser toutes les déchéances de la faillite (art. 22) est plus facile qu'elle ne l'était autrefois en France. Dès 1885, les Espagnols ont réalisé ce que nous n'avons eu qu'en 1903 : « Tous les faillis, sauf les faillis frauduleux, « peuvent obtenir leur réhabilitation en justifiant de « l'exécution intégrale du concordat par eux obtenu. »

#### V. — Italie.

Comme la Belgique et pour des raisons analogues, l'Italie subit d'abord l'influence française. Le Code de commerce de 1807, introduit lors de la conquête napoléonienne, continua de régir les faillites pendant de longues années. Le Code Albertin de 1842, pour le Piémont, fut un pastiche de notre loi de 1838.

Un premier Code de commerce italien parut en 1865.

A l'heure actuelle l'Italie est placée sous le régime du Code de commerce du 31 octobre 1882.

Ce Code institue tout d'abord une mesure préventive de la faillite, la surséance (*moratoria*) qui rappelle à la fois le sursis de paiement et le concordat préventif, déjà rencontrés en Belgique.

Les incapacités qui atteignent le failli sont nombreuses et graves. Elles portent à la fois sur les droits civils, politiques et commerciaux. Le failli ne peut pas exercer la tutelle (Code civil, art. 26), ni être juré (loi du 6 décembre 1865 sur l'ordre judiciaire, article 987) ; il ne peut être ni électeur, ni éligible en matière administrative (loi du 20 mars 1865. Texte unique du 10 février 1889), politique (loi du 25 septembre 1882, article 8) ni commerciale. L'accès des locaux de la Bourse lui est interdit (article 605). Il ne peut exercer les fonctions de courtier inscrit. Toutes ces incapacités sont celles que nous retrouvons dans nos lois françaises, aggravées de la privation du droit de tutelle. La même influence s'est donc à coup sûr exercée sur les deux législations. Dans l'ancien Code, il était en outre interdit au failli de conserver ou de reprendre la qualité de commerçant. Cette défense a disparu du nouveau Code, sans doute à cause de son caractère vexatoire et de son inutilité. Il faut ajouter d'ailleurs que, malgré cela, l'exercice du commerce est rendu très difficile au failli par la situation juridique que lui fait la loi.

Enfin une publicité très grande est donnée à la faillite, le nom du failli doit en effet être inscrit sur un tableau placé dans la salle du tribunal qui a prononcé la faillite et dans les locaux de la Bourse (article 697).

Le failli est pourvu d'un curateur et perd la faculté d'administrer ses propres biens et d'ester en justice.

L'état de failli apparaît donc en Italie avec un cortège d'incapacités au moins aussi important qu'en France, mais il prend fin plus facilement que dans notre pays. Il n'est pas nécessaire de recourir dans tous les cas à une procédure spéciale de réhabilitation. Le jugement qui homologue le concordat (quand il y a concordat) peut décider que le nom du failli sera rayé de la liste, quand les obligations du concordat auront été complètement remplies. Ce jugement peut même ordonner « que le jugement de « faillite sera rapporté (art. 339) et ses effets annulés même en ce qui concerne la procédure pénale », c'est le tribunal de la faillite qui doit plus tard, par un nouveau jugement, constater que le concordat a été exécuté.

Quant à la réhabilitation proprement dite, elle n'occupe que peu de place dans le code de 1882 ; il y est dit cependant, pour le cas où le failli n'a pas bénéficié d'un concordat ou n'a pas obtenu que fût introduite dans le jugement homologuant son concordat la clause que nous indiquions tout à l'heure, que la réhabilitation peut être accordée au failli qui justifie du paiement intégral de ses dettes, en capital, intérêts et frais (article 816).

Il n'est question d'aucune autre espèce de réhabilitation pour le failli italien qui est traité de même que le failli français avant 1903, sauf le cas particulier du concordataire.

## VI. — Portugal.

Le Portugal est soumis aux prescriptions du Code de commerce du 28 juin 1888, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1889. Le quatrième livre (divisé en sept titres) règle la matière des faillites ; la procédure a fait l'objet d'une loi spéciale. Ce Code ne tranche pas la question de savoir si la déconfiture des non-commerçants doit être assimilée à la faillite.

La faillite, en Portugal, revêt, suivant les cas, trois caractères différents : elle est ou *accidentelle*, ou *fautive*, ou *frauduleuse* : « La faute et la fraude entraînent toujours une condamnation pénale qui, pour éviter toute perte de temps inutile, est prononcée par le tribunal même qui connaît de la faillite (1). »

« La déclaration de faillite entraîne immédiatement l'interdiction civile du failli en ce qui concerne ses biens présents et futurs. » (Article 700, Code de commerce.) Le failli est donc privé du droit d'administrer ses biens et d'ester en justice. Il est représenté par un curateur en toutes circonstances, « excepté quant à l'exercice de ses droits exclusivement personnels ou étrangers à la faillite. » (Article 700 *in fine*.)

1. Ernest Lehr. — Code de Commerce portugais de 1888, p. XLIII, Paris, Imprimerie nationale, 1889.

Le titre VI du Code de 1888 règle les conditions auxquelles le failli peut être déchargé de l'interdiction qui pèse sur lui. Nous retrouvons ici, comme dans les législations espagnole et italienne, l'influence du concordat sur la situation civile du failli : « L'interdiction du failli sera levée, à sa requête, quand il aura obtenu une concession d'atermoiement ou l'approbation définitive d'un concordat, dûment homologuées par le tribunal ; et sa réhabilitation sera également prononcée en conséquence du classement de sa faillite comme accidentelle ou du fait qu'il aura subi la peine encourue par lui en cas de faillite fautive ou frauduleuse ou que cette peine lui aura été remise. » (Article 743.)

Cet article paraît très clair à la lecture et il semble en résulter à première vue que la levée de l'interdiction du failli et la réhabilitation sont une seule et même chose qui s'obtient indifféremment et de droit, soit dans le cas d'homologation du concordat, soit dans le cas où la faillite est déclarée accidentelle, soit encore dans le cas d'exécution de la peine encourue. Telle n'est pas l'opinion de M. Ernest Lehr, le savant éditeur français du Code de commerce portugais : la réhabilitation du failli et la levée de l'interdiction n'ont pas selon lui la même portée en Portugal qu'en France : « Le failli réhabilité peut demeurer interdit ; d'autre part, il peut obtenir la levée de l'interdiction avant d'être réhabilité. La réhabilitation résulte *ipso jure* de la constatation de l'absence de faute ou de fraude de la part du

« failli, ou de l'accomplissement de la peine qu'il  
« avait encourue ; s'il est reconnu que la faillite pro-  
« vient de circonstances accidentelles, si le failli fautif  
« ou frauduleux a subi sa peine ou en a obtenu la  
« remise, il est réhabilité sans cesser, pour cela seul,  
« d'être interdit. » (Article 743).

Mais alors quels sont les effets respectifs de la réhabilitation et de la levée d'interdiction ? Comment un failli n'est-il pas réhabilité quand disparaît l'interdiction, seul effet de la faillite sur la capacité du débiteur ? Comment un failli sera-t-il réhabilité s'il continue de rester interdit ? Comment se manifestera son nouvel état ?

Le paragraphe 2 de l'article 743 ordonne que, en cas d'annulation du concordat ou de l'atermolement, le failli sera de nouveau interdit.

Il y a des cas de levée d'interdiction, autres que ceux que nous venons d'examiner. Ils sont relatés par l'article 744, mais n'apparaissent pas avec le même caractère obligatoire. Dans l'article 743, nous avons l'impression de nous trouver en présence d'une réhabilitation de droit. L'article 744 au contraire paraît déterminer des cas de réhabilitation seulement facultative. Ces cas sont les suivants : 1<sup>o</sup> paiement intégral ou remise des dettes ; 2<sup>o</sup> s'il s'est écoulé plus de dix ans et que la masse de la faillite soit épuisée, qu'il y ait absence complète de biens et que tous les créanciers qui ont réclamé leur paiement aient reçu au moins 50 % ; 3<sup>o</sup> si, dans les mêmes circonstances, il n'a été payé que 25 %, l'in-

terdiction ne pourra être levée qu'au bout de vingt ans.

Les 2° et 3° de l'article 744 révèlent en Portugal une tendance semblable à celle qui s'est manifestée chez nous en 1900, traduite à cette époque dans le projet Bérenger et a donné naissance à la réhabilitation facultative de la loi de 1903 (article 605 nouveau).

Nos législateurs ont été en 1908 plus loin que le législateur portugais, en ce qu'ils ont admis une réhabilitation automatique, indépendante de tout paiement. La loi portugaise admet une réhabilitation partiellement automatique, c'est-à-dire pour laquelle on peut prendre en considération le temps écoulé, mais qui reste judiciaire et ne peut être obtenue que si certains paiements ont été effectués. On ne saurait, croyons-nous, reprocher au Portugal cette réserve dans l'intérêt de son commerce et de l'honnêteté publique.

## VII. — Roumanie.

La Roumanie est soumise actuellement au régime du Code de commerce de 1807 modifié dans ses articles 695 à 971 par une loi du 20 juin 1895.

Le failli perd le droit d'administrer ses biens, d'ester en justice. Un syndic le remplace. La Bourse est fermée au failli et ses nom et prénoms sont inscrits sur un tableau affiché dans la salle du tribunal qui a prononcé la faillite et dans celle de la Bourse de commerce.

C'est là une publicité permanente dont on sent toute la rigueur.

Le rôle de la réhabilitation, dans une législation de cette sorte, apparaît bien utile.

Elle se pratique à peu près comme dans notre pays, sous le régime de la loi de 1838. Elle semble néanmoins être revêtue d'un caractère seulement facultatif : La demande est adressée au tribunal qui a prononcé la faillite ; copie de cette demande est, sur l'ordre du président, affichée pendant deux mois à la porte du tribunal, à la Bourse et à la Chambre de commerce. Le droit d'opposition est ouvert aux créanciers qui n'auraient pas été payés intégralement en principal, intérêts et frais et à « toute partie intéressée ». Le droit d'opposition doit être exercé pendant la durée de l'affichage par le moyen d'une requête déposée au greffe du tribunal. L'opposant ne peut être partie au procès. Le tribunal entend le failli et rend son jugement. L'appel est ouvert, pendant quinze jours, au failli seul, contre le jugement qui aurait rejeté sa demande. En cas de rejet définitif, elle ne peut être renouvelée avant un an. La réhabilitation du failli décédé est possible. Les banqueroutiers frauduleux et les condamnés pour vol, abus de confiance et délits analogues ne peuvent y prétendre.

Il est inutile d'insister sur les similitudes frappantes qui existent entre la législation roumaine et la nôtre. La procédure de la réhabilitation est celle de la loi de 1838, sauf en quelques points dont deux seulement ont une importance, nous voulons parler

de la compétence et du droit d'appel. Le fondement de la réhabilitation est le paiement intégral comme dans notre loi de 1838. Enfin les indignes sont les mêmes que chez nous.

#### VIII. — Mexique.

Le Mexique a subi aussi l'influence française : son Code de commerce est du 15 septembre 1889, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1890.

La faillite y est dite tantôt *fortuite*, tantôt *coupable* et tantôt *frauduleuse* (article 953). Suivant qu'elle revêt l'un ou l'autre de ces trois caractères, la réhabilitation est rendue plus ou moins facile.

Dans le cas de *faillite fortuite*, les faillis sont réhabilités s'ils promettent « dans la forme légale » d'acquitter leurs dettes non payées « dès que leur situation le leur permettra » (article 1010).

Pour les *faillis coupables* on leur demande, outre la même promesse qu'aux faillis fortuits d'assurer l'exécution de leurs engagements « au moyen d'une « garantie acceptée par leurs créanciers » (article 1011).

En outre les faillis des deux premières classes sont réputés réhabilités dès lors qu'ils ont obtenu de leurs créanciers un concordat légal en vertu duquel ils sont maintenus à la tête de leurs biens (article 1012).

Enfin, naturellement, le paiement intégral emporte réhabilitation de plein droit au profit de tous les faillis, sauf cependant des faillis frauduleux (art. 1013).

Ces derniers doivent pour bénéficier du traitement qui est accordé au failli simplement coupable accomplir leur peine, la prescrire, ou obtenir leur grâce.

## SECTION II

### I. — Grande-Bretagne.

Nous n'entrerons pas dans le détail des lois qui, depuis Henri VIII jusqu'à Victoria, ont tour à tour ou conjointement réglementé la faillite. La seule qu'il nous importe de connaître est celle qui est actuellement en vigueur.

L'Écosse, l'Irlande, les Colonies britanniques ont leurs lois propres. Mais cependant l'article 32, § 3 de la loi du 25 août 1883, spécifie que les incapacités qu'il édicte s'étendront à tout le Royaume-Uni.

En principe, la faillite n'a pas en Angleterre le caractère infamant que nous lui attribuons en France. Cependant, les actes de 1869 d'abord, la loi anglaise du 25 août 1883, actuellement en vigueur, ensuite, ont édicté contre les faillis certaines incapacités (moins étendues que celles que nous rencontrons dans notre législation, puisqu'elles n'affectent pas le droit de vote) mais qui cependant différencient le droit anglais du droit germanique et le rapprochent du droit français.

En Allemagne, les incapacités disparaissent avec la clôture de la faillite. En France elles demeurent usqu'à la réhabilitation qui ne s'obtenait sous le ré-

gime ancien que par le paiement intégral, qui s'obtient depuis 1903 et 1908 plus facilement, mais cependant à des conditions de paiement, de consentement des créanciers ou de temps écoulé, qui en font un acte absolument distinct de la clôture de la faillite elle-même.

La loi anglaise du 25 août 1883 détermine ainsi dans son titre II, articles 32 § 1, 33 et 34 les incapacités (disqualifications of Bankrupt) qui atteignent le failli: interdiction de siéger ou de voter à la Chambre des lords ou dans un comité de cette Chambre; interdiction d'être élu, de siéger ou de voter à la Chambre des communes ou dans un comité de cette Chambre; interdiction d'être nommé juge de paix, d'être élu ou d'exercer les fonctions de maire, alderman ou membre d'un conseil municipal, gardien des pauvres, surveillant des pauvres, membre d'un conseil sanitaire ou d'un bureau d'école primaire de l'État, d'un comité paroissial, etc... Si un membre élu d'une des compagnies visées par la loi est mis en faillite au cours de ses fonctions, son siège devient vacant. S'il s'agit d'un membre des Communes, son siège est déclaré vacant, si les incapacités qui l'ont frappé ne cessent pas dans les six mois de la date de la déclaration de faillite.

A quelles conditions cessent ces incapacités ?

1° Quand la déclaration de faillite est annulée (article 32, § 2-a). La Cour peut annuler la faillite sur la demande de tout intéressé, soit lorsqu'elle estime que la faillite n'aurait pas dû être prononcée, soit

lorsque le failli rapporte la preuve qu'il a intégralement remboursé ses créanciers (art. 35, § 1).

Le *Board of trade* fait insérer l'avis de l'ordonnance d'annulation dans la *Gazette officielle*. Celui qui a obtenu l'annulation procède à la même publication par la voie d'un journal local.

La promesse par le débiteur et ses cautions de payer une dette contestée avec les frais, équivaut au paiement intégral au point de vue de l'annulation ; si un créancier a disparu, le dépôt judiciaire du montant de la dette suffit (article 36).

Enfin le concordat après faillite entraîne l'annulation de celle-ci et remet le débiteur en possession de sa pleine capacité ; si, pour un motif quelconque, le concordat est à son tour annulé, la Cour déclare le débiteur en faillite.

2° Quand la Cour accorde au failli sa décharge « avec « un certificat attestant que la faillite est provenue « de malheurs inévitables, sans qu'il y ait eu mau- « vaise conduite de sa part » (article 32, § 2).

La Cour apprécie les circonstances à son gré, mais si elle refuse la décharge, la sentence peut être frappée d'appel.

C'est là une disposition évidemment plus favorable que celle de nos lois françaises, en ce qu'elle peut intervenir à n'importe quel moment de la procédure pourvu qu'il ait déjà été procédé à l'interrogatoire public du débiteur (art. 28).

L'ordre de décharge a pour résultat de libérer complètement le débiteur, quel que soit l'avis des

créanciers ; sous le régime de la loi de 1869, il faisait en même temps disparaître les incapacités. La loi de 1883 est plus exigeante et demande que la Cour délivre au failli, outre l'*Order of discharge*, une sorte de certificat de bonne conduite.

Dans tous les cas, la Cour est souveraine appréciatrice et n'a pas à se préoccuper de paiement de dividende ou d'avis favorable des créanciers. Le seul cas où la Cour ne puisse pas rendre cette ordonnance est celui où le failli a commis un délit prévu par la loi sur la faillite elle-même ou le titre II de la loi de 1869 sur les débiteurs. Dans d'autres cas (article 28, § 3) « à raison des fraudes ou des fautes du failli, la Cour ne peut que soit refuser la décharge, soit en « suspendre les effets pendant un certain temps, ou « la subordonner à certaines conditions ; elle n'a « pas le pouvoir d'accorder une décharge pure et « simple (1) ».

La compétence en matière de faillite est attribuée, suivant certaines conditions de résidence, à l'un des juges de la Haute-Cour de justice, désigné « de temps à autre » par le Lord chancelier pour ce service spécial, ou aux Cours de Comté. L'appel est porté dans le premier cas devant la Cour d'appel du Roi et devant le Juge de la Haute-Cour chargé spécialement des faillites.

1. Lyon Caen. *Loi anglaise sur la faillite du 25 août 1883*. Introduction, p. XLIX.

## II. — Empire d'Allemagne.

Nous ne passerons pas en revue les différentes législations allemandes; chaque État a ses coutumes et ses textes sur la matière des faillites.

Signalons seulement que, en Prusse, les droits non pécuniaires sont rendus au failli à l'issue de la procédure (Loi du 6 mars 1879).

Il n'en est pas ainsi dans la plupart des États. L'Alsace-Lorraine a conservé les traditions françaises : le remboursement intégral du passif est exigé du failli qui veut être réhabilité, sauf dans le cas où celui-ci a obtenu, à l'issue des opérations, un certificat d'excusabilité et prouvé son repentir par cinq années de conduite sans reproche. (Loi du 8 juillet 1879).

Dans le plus grand nombre des États allemands la faillite n'est pas une institution spéciale aux commerçants et rentre plutôt dans le droit et la procédure civils que dans le droit commercial.

Une loi du 10 février 1877, dite « *Concursordnung* » traite de la faillite qu'elle admet pour les non-commerçants et pour les commerçants, les règles restant les mêmes dans les deux cas.

Le failli subit certaines incapacités parce qu'il est compris dans la catégorie de « ceux à qui une décision « judiciaire a limité le droit de disposition de leurs « biens ». Mais, à cause même de la connexité qui existe entre l'incapacité d'aliéner et la restriction des droits politiques, les déchéances de la vie publique

disparaissent avec l'incapacité d'aliéner : « La clôture  
« de la faillite réintègre aussitôt le débiteur dans le  
« statut du citoyen. » Il n'y a pas de réhabilitation  
à demander.

C'est là le droit d'Empire qui s'applique dans toute  
l'Allemagne pour ce qui est relatif aux intérêts fédé-  
raux : « Ainsi le failli ne peut être électeur ou élu au  
« Reichstag, échevin, juré, juge consulaire, il subit  
« de plus certaines incapacités tenant à l'organisation  
« des métiers (1). » Toutes ces incapacités disparaissent  
automatiquement avec la clôture de la procédure  
du concours parce que cette clôture marque la fin  
de la période pendant laquelle le failli est privé du  
droit d'aliéner. Peu importe que la faillite ait eu un  
caractère fortuit, ou soit résultée d'une faute du dé-  
biteur.

Le jugement qui ordonne la cessation de la pro-  
cédure doit être publié ; c'est alors seulement que le  
failli recouvre le droit de disposer de ses biens.

Chacun des États confédérés conserve par contre  
le droit de légiférer comme il l'entend sur cette ques-  
tion et d'augmenter ou de réduire les incapacités  
qui atteignent le failli. Il pourrait se faire qu'un dé-  
biteur, redevenu électeur et éligible au Reichstag de-  
meure privé de cette qualité dans son pays particu-  
lier, ou inversement.

Dans ces conditions, on conçoit que l'Empire  
n'ait pas eu à organiser une procédure de réhabili-

1. Thaller. *La faillite en droit comparé*, t. I, p. 297.

tation. Au regard des institutions fédérales, il n'y a donc pas de réhabilitation des faillis et il ne saurait y en avoir.

### III. — Autriche-Hongrie.

#### § 1. — Autriche.

La loi du 25 décembre 1868, modifiée par deux lois du 16 mars 1884, fixe en Autriche le régime des faillites.

De même que dans notre pays, ce n'est pas à la loi commerciale qu'il faut demander de révéler les incapacités qui frappent le failli. Les incapacités civiles et politiques sont réglées par les lois civiles et politiques : celle du 2 avril 1874 prive le failli du droit d'être électeur et éligible au Reichsrath et au Landtag ; celle du 5 mars 1864 a le même effet quant aux assemblées communales et de district. Les fonctions de notaire, officier public, avocat, juré, agent de change, courtier ou syndic sont interdites au failli par diverses lois. Il n'est éligible, ni aux Chambres de commerce, ni à tous les autres postes d'honneur du commerce (Loi du 25 décembre 1868).

Il est exclu du droit de vote et de toute fonction dans une association.

L'accès de la Bourse est, comme en France, rigoureusement fermé au failli « pendant la durée de la « faillite et après sa clôture ».

Enfin, sa liberté de commercer est limitée grave-

ment en ce qu'il n'a pas le droit d'exercer le commerce sous une raison sociale autre que son nom en entier et son prénom (loi du 25 décembre 1868, article 246).

Quelle est la durée de cette *capitis deminutio* qui frappe le failli ? que doit-il faire pour reconquérir ses droits ?

La faillite peut être annulée après la vérification des créances, non pas seulement si l'on s'aperçoit qu'elle a été prononcée à tort, mais aussi du consentement des créanciers de la masse et des créanciers chirographaires (article 175). Un délai pour la conciliation peut même être fixé par « l'édit de déclaration de faillite ».

Mais cette conciliation n'intervient pas toujours ; elle dépend en effet principalement du bon vouloir des créanciers. Si l'accord ne se fait pas, que va-t-il se passer ?

Nombre de déchéances politiques ou civiques disparaissent avec la clôture de la procédure de faillite. Trois d'entre elles cependant pèsent sur le failli commerçant jusqu'à sa réhabilitation : 1° celle qui est relative à la raison sociale sous laquelle il peut seulement faire le commerce ; 2° celle qui est relative à l'éligibilité aux Chambres de commerce et autres fonctions commerciales honorifiques ; 3° celle qui est relative à l'exercice des fonctions de courtier à la Bourse, d'agent de change, de syndic de faillite.

La réhabilitation seule efface ces incapacités. Elle est d'autant plus difficile à obtenir que plus restreint

est le nombre des déchéances encourues : seul le paiement intégral de toutes les dettes en principal et accessoires permet au tribunal de réhabiliter le failli (art. 247, 248 et 251). C'est notre loi ancienne dans toute sa rigueur.

La compétence appartient au tribunal qui a prononcé la faillite. La publicité est assurée par l'affichage de la demande au Tribunal, à la Bourse, à la Chambre de commerce. Les créanciers ont trois mois pour présenter leurs observations (art. 249 et 250). Passé ce délai, le tribunal ordonne d'office une enquête, entend le failli, les créanciers opposants, au besoin la Chambre de commerce et le Ministère public. Le jugement est signifié au failli et aux opposants. L'appel est possible (art. 251 et 252).

## § 2. — *Hongrie.*

La loi hongroise sur les faillites est du 17 mars 1886. Elle a subi la double influence de la loi autrichienne du 2 octobre 1868 et de la loi allemande du 10 février 1877.

Dans le cas où il n'existe qu'un seul créancier ou si l'actif est insuffisant, le tribunal annule d'office la faillite : Le failli peut en obtenir l'annulation sur sa demande en rapportant, après la vérification des créances, le consentement unanime des créanciers ; s'il y a dissidence entre ces derniers, la majorité peut passer outre en les désintéressant.

#### IV. — Suisse.

La législation fédérale fixe la durée pendant laquelle un citoyen peut être privé de ses droits politiques. Cette durée a été limitée à cinq années au plus par la loi fédérale du 28 mars 1877. Jusqu'à l'entrée en vigueur d'une loi sur les droits politiques du citoyen suisse, chaque canton conserve le droit de réglementer la situation du débiteur, comme il l'entend à condition de ne pas prononcer de déchéances excédant la durée fixée par la loi fédérale.

Toutefois, la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la faillite a posé des règles qui s'appliquent indistinctement dans tous les cantons. Les conséquences de la faillite sont diverses et les incapacités qu'elle entraîne plus ou moins longues suivant la manière dont la faillite s'est terminée.

A-t-elle fini par l'homologation d'un concordat ou le retrait par les créanciers de leur production ? La faillite doit être révoquée et cette révocation entraîne avec elle la réhabilitation immédiate du failli. Aucune disposition législative cantonale ne peut y faire obstacle : « La révocation peut être prononcée dès « l'expiration du délai pour les productions et jus-  
« qu'à la clôture de la faillite : elle est rendue publi-  
« que. » (Article 195 loi fédérale du 11 avril 1889.)

A-t-elle fini au contraire par une distribution de l'actif ? Il y aura lieu alors à une véritable réhabilitation au sens où nous l'entendons en France. Cette

réhabilitation sera de droit si tous les créanciers ont été payés ou donnent leur consentement.

#### V. — Grèce.

Le 1<sup>er</sup> mai 1835, une déclaration royale a promulgué en Grèce le Code de commerce français. Une loi nouvelle sur les faillites a été mise en vigueur en 1878. Elle est très voisine de notre loi de 1838.

#### VI. — Russie.

Le Code général des lois du 31 janvier 1826 contient un titre XI consacré au Code de commerce.

Le failli est mis « sous garde », le jour même de la déclaration de faillite.

Une loi spéciale au Grand Duché de Finlande *sur les faillites et banqueroutes* a été promulguée le 9 novembre 1868 : la faillite peut être close à tout moment par un concordat. L'unanimité des créanciers est nécessaire.

La loi finlandaise ne fait pas la triple distinction en déconfiture, faillite et banqueroute.

#### VII. — États-Unis d'Amérique.

La matière des faillites fut quelque temps réglée par une loi fédérale du 2 mars 1867. Cette loi, après avoir subi plusieurs assauts dans les deux Chambres

fédérales, fut purement et simplement abrogée par la loi du 7 juin 1878.

Depuis cette époque, les divers États doivent légiférer sur cette matière, chacun pour soi. C'est ainsi que l'État de New-York est régi par l'acte du 22 mai 1878, la Californie par la loi du 16 avril 1880 ; le Massachusetts par une loi de 1884 modifiée par une loi du 4 juin 1889.

D'une façon générale, les Américains du Nord n'attachent pas à la faillite une idée de flétrissure. Il n'y a donc pas lieu de rechercher dans ces lois trace d'incapacités infligées au failli, non plus que d'une procédure de réhabilitation qui serait sans objet.

#### VIII. — Chili.

Les faillites sont régies par le livre IV du Code de commerce du 23 novembre 1865, modifié par la loi du 11 janvier 1879.

Le failli n'est frappé d'incapacité dans l'exercice de ses droits civils que dans les cas expressément prévus par la loi.

Le titre XI du livre IV du Code de commerce règle la procédure de la réhabilitation. Cette procédure concerne tous les faillis dont la faillite n'a pas été déclarée fortuite. Ces derniers en effet sont réhabilités de droit « par la sentence exécutoire déclarant « la faillite fortuite. »

Le failli frauduleux ne peut être réhabilité (article 1527). Diverses autres personnes, déclarées indignes

à raison de certains délits par l'article 1527, ne sont frappées que d'une indignité relative. Elles peuvent en effet être réhabilitées cinq ans après avoir accompli leur peine pourvu qu'elles justifient dans cet intervalle de temps d'une conduite sans reproche et du paiement intégral de leurs dettes (art. 1527).

Le failli coupable peut être réhabilité à condition de justifier, en outre du paiement intégral de ses dettes, de l'exécution de la peine à laquelle il a été condamné (art. 1528).

Le tribunal compétent est le Tribunal de commerce. La publicité de la demande est faite par des insertions dans les journaux ou par des affiches, et ce, pendant un délai de deux mois (art. 1529).

La requête est jugée, le Ministère public entendu (art. 1530). Les créanciers peuvent s'opposer par écrit à la demande dans le délai de l'article 1529, mais ne jouissent pas du droit d'intervenir dans l'instance (art. 1531).

La sentence, prononçant la réhabilitation, est portée à la connaissance du public par les mêmes moyens que la demande. Si celle-ci est rejetée, elle ne pourra être reproduite qu'après un intervalle d'un an (art. 1532).

#### IX. — Brésil.

Le Code de commerce brésilien date du 26 juin 1850. Il a été modifié dans la partie qui traite de la faillite, successivement par les lois de 1854 et 1878,

6 mai 1882 et par le décret du 24 octobre 1890.

On distingue la faillite casuelle, la banqueroute simple, la banqueroute frauduleuse. Il n'y a pas de réhabilitation possible pour le banqueroutier frauduleux. Quand le failli est en état de banqueroute simple, la réhabilitation est facultative, après toutefois l'exécution de la peine. Enfin, pour le failli casuel, la réhabilitation est presque de droit.

La compétence en cette matière appartient aux juges du commerce sauf recours aux Cours d'appel.

La réhabilitation du failli intervient après l'assemblée à laquelle les administrateurs rendent leurs comptes, si « décharge pleine » est accordée au failli.

#### **X. — Pérou.**

Le Code de commerce péruvien du 3 avril 1853 reproduit à peu près, sur la matière des faillites, le Code espagnol de 1829.

#### **XI. — République Argentine.**

Le livre IV du Code de commerce de 1890 est consacré aux faillites.

La réhabilitation est réglée par les articles 1572 à 1583. La législation argentine de 1890 est très voisine de celle du Chili. On y retrouve les distinctions entre le failli non coupable ou fortuit, le failli coupable et le failli frauduleux.

Le jugement même qui homologue le concordat peut proclamer le failli réhabilité si aucune présomption de faute ou de fraude ne pèse sur lui. Quand le remboursement intégral des créances est possible avec les seuls fonds de la masse, la réhabilitation peut être prononcée d'office.

Quant au failli coupable, il n'est réhabilité, comme dans la loi chilienne, qu'après avoir subi sa peine (art. 1572-1574).

Nous retrouvons les mêmes exclusions que dans la loi chilienne, mais elles sont toujours relatives et le failli frauduleux lui-même peut être réhabilité cinq ans après l'expiration de sa peine, sous la condition d'avoir tenu une conduite irréprochable (article 1575).

La juridiction compétente est le Tribunal de commerce qui a prononcé la faillite.

La procédure est analogue aussi à la procédure suivie au Chili. La publicité de la demande se fait par voie d'affiches.

L'opposition est ouverte aux créanciers pendant deux mois (art. 1578). Le ministère public est partie dans la procédure.

La décision du tribunal est susceptible d'appel. Enfin cette sentence, qui « met fin à toutes les interdictions légales résultant de la faillite » est rendue publique par une lecture en audience publique et l'insertion dans les journaux que désigne le failli.

## XII. — Chine.

On ne peut guère, quant à présent, traiter de la législation chinoise. Il est cependant possible d'indiquer que, dans le projet de constitution chinoise, la loi électorale priverait les faillis non réhabilités du droit d'être électeurs ou éligibles.

Le Code de commerce chinois devra donc prévoir des cas et une procédure de réhabilitation.

∴

En résumé, chez les peuples latins et chez ceux des peuples d'autres races, qui sont aux confins de la latinité, nous trouvons toujours la faillite marquée d'une sorte de flétrissure qui se traduit par une *capitis deminutio* plus ou moins grande subie par le failli.

Il faut constater néanmoins en général dans les législations les plus récentes une tendance à réduire le nombre et l'importance des incapacités qui frappent le failli. Le rôle du concordat n'est souvent plus limité à un objet pécuniaire. Dans un grand nombre de cas, l'homologation de ce traité réhabilite le failli.

La loi française a souvent servi de modèle aux lois étrangères, mais celles-ci se sont adoucies plus vite qu'elle et nos législateurs de 1903 et 1908 ont à leur tour subi l'influence du dehors.

Est-ce un bien ? Est-ce un mal ?

Chez les peuples germains au contraire et chez les

Anglo-Saxons, surtout chez ceux d'Amérique, l'idée de flétrissure est absente ou à peu près ; partant, les incapacités n'existent que très réduites ou n'existent pas. Dans tous les cas, elles ont moins de durée et disparaissent par une procédure plus simple que chez les autres peuples.

Ici encore, semble-t-il, on peut noter un nouveau triomphe des Anglo-Saxons. C'est en effet, à n'en pas douter, la bienveillance excessive de leurs lois qui a pesé sur l'esprit des peuples latins et les a amenés insensiblement à une indulgence presque égale.

---

Vu : le Président de la thèse,

**LE POITTEVIN**

Vu : le Doyen,  
**CAUWÈS**

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

**L. LIARD**

## BIBLIOGRAPHIE

Annales de Législation étrangère, années 1875-1877-1878-1879-1882-1884-1886-1887-1889-1890.

Annales de droit commercial, années 1886-1887 et 1892.

Avis du Conseil d'État du 8 janvier 1823.

BÉDARRIDE. — Droit commercial, traité des faillites et banqueroutes, t. III.

BOUVIER-BANGILLON. — La loi du 23 mars 1908 (Lois Nouvelles, 1909, page 373).

BRÉGEAULT. — Etude sur la loi du 30 décembre 1903 (Lois Nouvelles, 1904, p. 233).

CHARMOLU. — Le Paria.

COLFAVRU. — Le droit commercial comparé de la France et de l'Angleterre suivant l'ordre du Code de commerce français.

Code civil.

Code de commerce.

Constitution du 22 frimaire, an VIII

Constitution du 4 novembre 1848.

Décret du 16 janvier 1908 *qui arrête définitivement les statuts de la Banque de France.*

Décret du 22 août 1848 *relatif aux concordats amiables.*

Décret du 16 mars 1852 *organique de la Légion d'Honneur.*

Décret du 24 novembre 1852 *sur la discipline des membres de la Légion d'Honneur et des décorés de la médaille militaire.*

Décret organique du 2 février 1852.

Décret du 7 septembre 1870 *concernant les faillis concordataires.*

Décret du 22 janvier 1872 *qui détermine le mode d'élection des membres des chambres de commerce et des chambres consultatives des arts et manufactures.*

Déclaration du roi du 11 janvier 1716 *qui ordonne que les banqueroutiers frauduleux seront punis de mort et condamne les créanciers supposés aux galères perpétuelles.*

Déclaration du roi du 23 décembre 1699 *concernant les lettres de répit* (registrée au Parlement le 18 janvier 1700).

DALLOZ. — Répertoire de législation de doctrine et de jurisprudence.

— Supplément au répertoire.

— Recueil périodique.

— Codes annotés.

Délibération du Tribunal de commerce de Rouen du 10 juillet 1900.

Délibération de la Chambre de commerce de Rouen du 14 mars 1908.

Délibération de la Chambre de commerce de Lille du 22 novembre 1901.

Dépêche de Rouen du 16 juin 1906.

Édit de 1673 sur le commerce du continent.

Gazette des tribunaux des 9 et 10 décembre 1907.

GIDE, LYON-CAEN, FLACH ET DIETZ. — Code de commerce allemand et loiallemande sur le change, traduits et annotés.

GOIRAND ET PÉRIER. — Commentaire de la loi du 2 mars 1889 sur la liquidation judiciaire.

Journal officiel de la République française. Années 1881-1882-1888-1889-1902-1903-1904-1905-1907-1908 (Documents parlementaires, annexes et comptes rendus *in extenso*).

Journal de Rouen des 10 avril 1904 et 21 juillet 1905.

LEHR (Ernest). — Code de commerce portugais de 1888.

LYON-CAEN. — Loi anglaise du 25 août 1883 (46 et 47 Victoria, chapitre III), traduite et annotée.

LYON-CAEN ET RENAULT. — Traité de droit commercial, t. VII et VIII.

— Manuel de Droit commercial.

LOCRE. — La législation civile, commerciale et criminelle de la France ou commentaire et complément des codes français, t. XVII et XIX.

Lois des 25 ventôse an XI et 12 août 1902 *sur le notariat*.

Loi électorale du 15 mars 1849.

Lois du 1<sup>er</sup> juin 1853 et du 27 mars 1907 *sur les conseils de prud'hommes*.

Loi du 18 juillet 1866 *sur les courtiers de marchandises*.

Loi du 22 avril 1871 *sur les concordats amiables*.

Loi du 10 août 1871 *relative aux conseils généraux*.

Loi du 9 septembre 1871 *relative aux concordats amiables*.

Loi du 19 décembre 1871 *relative aux concordats amiables*.

Loi du 21 décembre 1871 *sur l'élection des juges des Tribunaux de commerce*.

Loi du 21 novembre 1872 *sur le jury*.

Loi du 1<sup>er</sup> août 1774 *relative à l'électorat municipal*.

Loi du 30 novembre 1875 *sur l'élection des députés*.

Loi du 8 décembre 1883 *relative à l'élection des juges consulaires*.

Loi du 5 avril 1884 *sur l'organisation municipale*.

Loi du 9 décembre 1884 *sur le Sénat*.

Loi du 12 août 1885 *sur la réhabilitation des condamnés*.

MERLIN. — Répertoire du droit français.

NOLLEAU (JOSEPH). — De la réhabilitation des faillis (thèse).

Ordonnance de Louis XIV *pour le commerce, donnée à Saint-Germain-en-Laye au mois de mars 1673*.

Ordonnance de Louis XIV du mois d'août 1681 *touchant la marine*.

Pandectes françaises.

PARDESSUS. — Cours de droit commercial.

ROY (CHARLES). — Réhabilitation des faillis et des liquidés judiciaires.

RENOUARD. — Traité des faillites et banqueroutes.

ROUIRE. — La transformation de la Chine, I. Les origines du mouvement réformiste. Les édits impériaux et leurs résultats (Revue des Deux-Mondes du 1<sup>er</sup> mars 1910, p. 200).

Revue pénitentiaire, 1909, n<sup>o</sup> 3.

THALLER. — Traité élémentaire de droit commercial.

— Des faillites et banqueroutes en droit comparé.

VIDAL. — Cours de droit criminel et de science pénitentiaire.

## TABLE DES MATIÈRES

|                                                                                                           | Pages |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| INTRODUCTION. . . . .                                                                                     | 5     |
| LIVRE PRÉLIMINAIRE. — <i>Historique de la législation de<br/>la réhabilitation des faillis.</i> . . . . . | 8     |

### LIVRE I

|                                                                                                                      |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| <b>Influence de la faillite sur la capacité du débiteur.</b>                                                         | 51 |
|                                                                                                                      |    |
| CHAPITRE I. — <i>Incapacités résultant de la faillite</i> . .                                                        | 51 |
| § 1. — Incapacités politiques . . . . .                                                                              | 55 |
| § 2. — Incapacités civiques et civiles. . .                                                                          | 58 |
| § 3. — Incapacités commerciales . . . . .                                                                            | 62 |
| § 4. — Deux cas particuliers . . . . .                                                                               | 64 |
| CHAPITRE II. — <i>Effets de la banqueroute sur la capa-<br/>cité du débiteur.</i> . . . . .                          | 67 |
| CHAPITRE III. — <i>Influence des lois postérieures au Code<br/>de commerce sur la capacité du débiteur</i> . . . . . | 72 |

### LIVRE II

|                                                                                                     |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| <b>La réhabilitation des faillis, liquidés judiciaire-<br/>ment et banqueroutiers</b> . . . . .     | 77 |
|                                                                                                     |    |
| <i>Section I.</i> — De la réhabilitation. . . . .                                                   | 77 |
| <i>Section II.</i> — La réhabilitation du failli, du liquidé<br>judiciairement et du banqueroutier. |    |
| Observations préliminaires. . . . .                                                                 | 85 |

|                                                                                  |     |
|----------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE I. — <i>Conditions de fond de la réhabilitation.</i>                    | 91  |
| I. — Code de 1807 et loi de 1838 . . . . .                                       | 92  |
| II. — Loi du 30 décembre 1903 . . . . .                                          | 107 |
| § 1. — Réhabilitation de droit . . . . .                                         | 111 |
| § 2. — Réhabilitation facultative . . . . .                                      | 117 |
| III. — Loi du 23 mars 1908 . . . . .                                             | 135 |
| § 1. — Propositions diverses. . . . .                                            | 140 |
| § 2. — L'œuvre de la Commission. . . . .                                         | 146 |
| § 3. — L'œuvre du Sénat. . . . .                                                 | 149 |
| § 4. — L'œuvre de la Chambre. . . . .                                            | 157 |
| CHAPITRE II. — <i>Dans quels cas la réhabilitation est impossible.</i> . . . . . | 163 |
| I. — Code de 1807 et loi de 1838 . . . . .                                       | 164 |
| § 1. — Cas d'indignité absolue . . . . .                                         | 164 |
| § 2. — Cas d'indignité relative . . . . .                                        | 171 |
| II. — Lois du 30 décembre 1903 et du 24 mars 1908. . . . .                       | 173 |
| § 1. — Banqueroutiers frauduleux et autres indignes . . . . .                    | 174 |
| § 2. — Banqueroutiers simples . . . . .                                          | 178 |
| CHAPITRE III. — <i>Réhabilitation du failli décédé.</i> . . . .                  | 182 |
| Appendice : Réhabilitation de l'associé d'une maison de commerce. . . . .        | 184 |
| I. — Code de 1807 et loi de 1838. . . . .                                        | 185 |
| II. — Lois du 30 décembre 1903 et du 23 mars 1908. . . . .                       | 189 |

### LIVRE III

#### Procédure.

|                                                                            |     |
|----------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE I. — <i>Juridiction compétente</i> . . . . .                      | 195 |
| I. — Code de 1807 . . . . .                                                | 196 |
| II. — Loi de 1903. . . . .                                                 | 201 |
| CHAPITRE II. — <i>Introduction et instruction de la demande.</i> . . . . . | 203 |

|                                                                                              |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| I. — Introduction de la demande . . . . .                                                    | 203 |
| § 1. — Code de 1807 et loi de 1838 . . . . .                                                 | 203 |
| § 2. — Lois de 1903 et du 31 mars 1906 . . . . .                                             | 205 |
| II. — Publicité de la demande . . . . .                                                      | 209 |
| § 1. — Code de 1807 et loi de 1838 . . . . .                                                 | 210 |
| § 2. — Loi de 1903 . . . . .                                                                 | 212 |
| § 3. — Loi de 1908 . . . . .                                                                 | 216 |
| III. — Transmission du dossier . . . . .                                                     | 218 |
| CHAPITRE III. — <i>Des parties intervenantes dans l'instance en réhabilitation</i> . . . . . | 220 |
| I. — Code de 1807 et loi de 1838 . . . . .                                                   | 221 |
| II. — Loi du 30 décembre 1903 . . . . .                                                      | 225 |
| CHAPITRE IV. — <i>Jugement</i> . . . . .                                                     | 234 |
| I. — Formalités avant le jugement . . . . .                                                  | 234 |
| § 1. — Code de 1807 et loi de 1838 . . . . .                                                 | 235 |
| § 2. — Loi de 1903 . . . . .                                                                 | 236 |
| II. — Publicité du jugement prononçant la réhabilitation . . . . .                           | 238 |
| III. — Conséquence du rejet de la demande en réhabilitation. Appel . . . . .                 | 241 |
| IV. — Pourvoi en cassation . . . . .                                                         | 245 |
| V. — Frais de l'instance en réhabilitation . . . . .                                         | 245 |

## LIVRE IV

|                                                  |     |
|--------------------------------------------------|-----|
| Conclusion. Effets de la réhabilitation. . . . . | 247 |
|--------------------------------------------------|-----|

### Appendice.

|                                          |     |
|------------------------------------------|-----|
| <i>Législations étrangères</i> . . . . . | 255 |
|------------------------------------------|-----|

#### SECTION I

|                                           |     |
|-------------------------------------------|-----|
| I. — Belgique . . . . .                   | 256 |
| II. — Grand-Duché de Luxembourg . . . . . | 258 |
| III. — Pays-Bas . . . . .                 | 258 |

|                           |     |
|---------------------------|-----|
| IV. — Espagne . . . . .   | 260 |
| V. — Italie. . . . .      | 261 |
| VI. — Portugal . . . . .  | 264 |
| VII. — Roumanie . . . . . | 267 |
| VIII. — Mexique. . . . .  | 269 |

## SECTION II

|                                        |     |
|----------------------------------------|-----|
| I. — Grande-Bretagne . . . . .         | 270 |
| II. — Empire d'Allemagne. . . . .      | 274 |
| III. — Autriche-Hongrie . . . . .      | 276 |
| IV. — Suisse . . . . .                 | 279 |
| V. — Grèce. . . . .                    | 280 |
| VI. — Russie . . . . .                 | 280 |
| VII. — Etats-Unis d'Amérique . . . . . | 280 |
| VIII. — Chili . . . . .                | 281 |
| IX. — Brésil . . . . .                 | 282 |
| X. — Pérou. . . . .                    | 283 |
| XI. — République Argentine. . . . .    | 283 |
| XII. — Chine . . . . .                 | 285 |
| BIBLIOGRAPHIE . . . . .                | 287 |
| TABLE. . . . .                         | 291 |







